

Violence et insécurité à Nindja/Kaniola

Le Phénomène

RASTA

Analyse réalisée par
l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI)
En collaboration avec l'Institut Vie & Paix (IVP)

Violence et insécurité à Nindja/Kaniola

Le Phénomène RASTA

Analyse réalisée par

l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI)

En collaboration avec l'Institut Vie & Paix (IVP)

- L'Institut Vie & Paix, Uppsala, Suède
- L'Union Paysanne pour le Développement Intégral, Bukavu, RDC

Violence et insécurité à Nindja/Kaniola

Le Phénomène RASTA

© Life & Peace Institute et L'Union Paysanne pour le Développement Intégral 2009

Couverture: G Lulich Grafisk Form

ISBN 91-87748-92-4



L'Institut Vie & Paix (IVP, Life & Peace Institute) est un institut international et oecuménique de recherche et d'action pour la paix, basé à Uppsala, Suède. Fondé en 1985 par le Conseil Oecuménique Suédois, le but de l'IVP est de renforcer la promotion de la justice, la paix et la réconciliation. Le travail est exécuté avec des partenaires locaux dans un contexte de coopération oecuménique et – si possible – interreligieux.

Depuis sa création, IVP a publié une centaine de livres, rapports et rédactions occasionnelles. L'institut désire maintenir sa présence dans des zones de conflit et conduit actuellement des programmes de construction de la paix en Afrique Centrale et Afrique de l'Est, y inclus la Corne de l'Afrique.

Life & Peace Institute

Sysslomansgatan 7, SE-753 11 Uppsala, Sweden

Phone: +46 (0)18 16 95 00, Fax : +46 (0)18 69 30 59

E-mail: info@life-peace.org

www.life-peace.org

UPDI

L'Union Paysanne pour le Développement Intégral « UPDI » est un syndicat paysan, une plateforme dont les membres sont des collectifs ou des groupements paysans soucieux de voir les conditions de vie et les droits humains de leurs membres améliorés et respectés.

Cependant, les bénéficiaires actuels directs de ses actions sont estimés à 14.360 personnes physiques, tous membres de 33 collectifs pour un total d'environ de 600 organisations de base.

L'UPDI intervenait dans la Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo, plus particulièrement dans les six territoires Kabare, Walungu, Kalehe, Idjwi, Uvira et Mwenga.

L'Union Paysanne pour le Développement Intégral

P.O. Box 138, Cyanguu, Rwanda

Phone : 00 243 99 774 34 15

E-mail : updio6@yahoo.fr

Adresse géographique :

N°12 Avenue Kibombo

Bukavu, RDC

Remerciements

L'UPDI souhaite vivement remercier le Life & Peace Institute-RDC pour sa contribution dans la réalisation de cette analyse. Nos pensées vont singulièrement à Alexandra Bilak, qui n'a ménagé aucun effort pour que ce travail soit professionnel, rigoureux et scientifique; à Alexis Bouvy, pour le grand effort de rédaction qu'il a fourni; ainsi qu'à Michel Kassa, sans qui la Table Ronde de restitution du centre Amani n'aurait pu se dérouler dans des conditions optimales.

En second lieu, nous remercions les autorités politico-militaires qui nous ont aidé durant ce long travail et tout particulièrement les Ministères Provinciaux de l'intérieur, de l'information, et des affaires sociales, l'administrateur de Walungu Mukind Kakez, les députés Solide Chanikire, Augustin Mburunge et Ombeni, le colonel Kahasha Albert «Fokker Mike», le major Antoine, le capitaine «Decompa» et le sous-lieutenant Abongomoti.

Nos remerciements sont encore adressés à tous les acteurs qui se sont mobilisés pour que ce travail puisse contribuer à mettre fin aux souffrances des nombreuses victimes de Ninja et Kaniola: les responsables des églises, ONG's nationales et internationales, Autorités Coutumières, la MONUC et les leaders locaux. Nos pensées vont enfin à toutes les victimes de l'insécurité de Ninja-Kaniola: cette analyse leur est dédiée dans l'espoir que des solutions durables puissent être apportées à la situation dramatique qu'elles ont eu à subir pendant trop longtemps.

Ont contribué à la réalisation de ce rapport:

Dieudonné Baderhe (Directeur EP Luhago)
Bonheur Balezi (SODHANI/UPDI)
Xavier Birhinganine (UPDI)
Urbain Bisimwa (UPDI)
Alexandra Bilak (LPI-DRC)
Alexis Bouvy (LPI-DRC)
Luc Meissner (LPI-DRC)
Damien Marhegane (SODEKA/UPDI)
Jean-Pierre Mirhimba (UFF)
Guy Molimba (UPDI)
Salvator Mubalama (SODEKA/UPDI)
Chancelli Mugaruka (SODHANI/UPDI)
Solange Mulinganya (Société Civile Sud Kivu)
Olivier Mutabazi (UPDI)
Pieter Vanholder (LPI-DRC)

Table des Matières

Liste des abréviations	6
Glossaire	6
Abstract	8
Abstract in English	13
Introduction	18
Méthodologie de l'enquête	19
I. LE PHÉNOMÈNE «RASTA» OBJET DE CONTROVERSE	21
1. Au départ de la controverse: Versions «populaires»	21
2. Un groupe hétéroclite aux effectifs réduits	22
2.1. Version des acteurs locaux	22
2.2. Position des humanitaires	26
2.3. Version FDLR	28
3. L'instrumentalisation du groupe	28
3.1. Position de la MONUC	29
3.2. Version des autorités militaires provinciales	30
3.3. Version de la Société Civile	30
4. Un groupe fantôme?	31
Conclusions	32
II. AU-DELA D'UN PHENOMENE	36
1. Une violence extrême	36
2. Prise en otage des villages: collectes de rations alimentaires	38
3. Un vide politique sans précédent	39
4. Vers la déliquescence du tissu social	39
5. Retombées économiques	41
Les conséquences multidimensionnelles	41
III. LES RASTA PRODUITS D'UN SYSTEME	43
1. Un contexte politico-militaire volatile	43
2. Une impunité généralisée	44
3. Une armée nationale en cours de constitution	44
4. MONUC ou les difficultés d'assurer un mandat de protection des populations	47
5. La population civile en première ligne	48
6. Des zones sous contrôle FDLR	49
7. Complicités individuelles	50
8. Des rescapées instruments de désinformation	52
9. L'impénétrabilité de la forêt de Mugaba	53
Un système entre global et local	54
CONCLUSION	56
POSTFACE : LES RASTA, UN AN PLUS TARD	60
Carte de Nindja/Kaniola	72
Notes	72

Liste des abréviations

AFDL	Alliance des Forces Démocratiques de Libération
ALIR	Armée de Libération du Rwanda
CELPA	Communauté des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique
CRAP	Commando de Recherche et d'Action en Profondeur, unité de commando FDLR
CVL	Comité de Vigilance Local
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DDRRR	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation
DIC	Dialogue Inter-Congolais
FAR	Forces Armées Rwandaises
FARDC	Forces Armées de la R.D. Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FPR	Front Patriotique Rwandais
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
MDRP	Multi-Country Demobilisation and Reintegration Programme
MLC	Mouvement de Libération du Congo
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDR	Rassemblement Démocratique Rwandais
SKB	South Kivu Brigade MONUC
UPDI	Union Paysanne pour le Développement Intégral

Glossaire

AFDL

L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération est le mouvement qui déclencha la première guerre congolaise (1996). Grâce à un appui militaire principalement rwandais et ougandais, l'AFDL démantela les camps de réfugiés hutu rwandais situés dans l'est du Zaïre – que le Rwanda percevait comme une menace directe à sa sécurité – et chassa Mobutu du pouvoir en 1997 pour y porter Laurent-Désiré Kabila.

Communiqué Conjoint de Nairobi

Signé le 9 novembre 2007 par les gouvernements congolais et rwandais lors d'une conférence tenue sous facilitation internationale à Nairobi, ce communiqué conjoint vise à éradiquer la menace que posent les différents groupes armés rwandais formés par les ex-FAR et Interahamwe encore présents à l'est de la RDC. Il prévoit le renforcement de la sensibilisation au rapatriement de ces éléments rwandais (principalement les FDLR) mais aussi le lancement dès le 15 mars 2008 d'un plan militaire d'envergure pour forcer les rebelles à désarmer, mais qui fut par la suite repoussé ensuite au 15 juin. Un an plus tard, la présence des FDLR demeure problématique pour la paix dans la région des grands lacs: les efforts en matière de sensibilisation au retour n'ont pas été significatifs et aucune opération militaire n'a été initiée par le gouvernement congolais contre ces groupes armés.

FAR

Forces Armées Rwandaises, l'armée nationale sous le régime du président Habyarimana qui joua un rôle central dans le génocide de 1994.

FDLR

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda est un mouvement politico-militaire hutu rwandais initié à partir de 2000 par des Hutu rwandais réfugiés au Zaïre suite au génocide, dans l'objectif de rassembler toute la population hutu rwandaise réfugiée, parmi laquelle de nombreux génocidaires «Interahamwe» et ex-FAR, afin de porter des revendications politiques liées à sa communauté au Rwanda. Ces principales revendications portent sur l'organisation d'un dialogue inter-rwandais, la possibilité pour les réfugiés hutu de créer des partis politiques et d'intégrer l'armée et autres institutions publiques.

Plusieurs autres mouvements politiques et/ou militaires mis en place par les réfugiés hutu ont précédé la constitution des FDLR: il y eut d'abord un premier mouvement politique, le RDR (Rassemblement Démocratique Rwandais) créé directement dans les camps de réfugiés, ensuite les mouvements militaires ALIR I et II (Armée de Libération du Rwanda) créés en 1997 et enfin, à partir de 2000, le mouvement FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda), qui adoptera sa structure définitive en septembre 2003 à Lubumbashi, moment auquel l'aile politique se distingue de l'aile armée du mouvement. Si les réfugiés hutu rwandais ont longtemps constitué une menace directe pour la sécurité du Rwanda, les FDLR ayant rassemblés quelques 20 000 combattants et organisé des attaques au Rwanda, ils ne seraient plus aujourd'hui que 6 000 ou 7 000 combattants rassemblés dans les FDLR. Ce mouvement demeure ainsi le plus important groupe armé étranger présent en RDC.¹

Interahamwe

Interahamwe, ou «gens qui se rassemblent» ou encore «ceux qui partagent le même objectif» en Kinyarwanda, désigne les civils rwandais qui constituèrent les milices qui participèrent massivement au génocide des Tutsi et Hutu modérés en 1994.

MLC

Le Mouvement de Libération du Congo est le mouvement rebelle qui, durant la seconde guerre du Congo (1998-2003), fut soutenu par l'Ouganda et contrôlait la partie nord du pays. Son chef de file était Jean-Pierre Bemba.

Mudundu 40

Le Mudundu 40 est un groupe maï-maï créé en 1998 par des originaires de Walungu et dirigé par le commandant Odilon. S'il fut créé dans l'objectif de lutter contre le RCD, il fut rapidement récupéré par le Rwanda et finalement démantelé en 2004.

Processus de Rome

Le processus de Rome réfère à une négociation facilitée par la Communauté Sant'Egidio au début de l'année 2005 dans l'objectif de trouver une solution pacifique au problème posé par les FDLR. Au terme de ce processus, les responsables politiques du mouvement FDLR signèrent une déclaration engageant leur mouvement à désarmer et à rentrer au Rwanda. Cette déclaration ne fut cependant jamais suivie de conséquences.

Programme Amani

Le Programme Amani a été mis en place suite à la Conférence Nationale pour la Paix, la Sécurité et le Développement tenue à Goma (Nord Kivu) du 6 au 23 janvier 2008 entre le gouvernement congolais, les groupes armés congolais des Sud et Nord Kivu, des représentants des différentes communautés nord et sud kivutiennes et de la Société Civile. Le Programme Amani prévoit un calendrier pour la sensibilisation, le désarmement, le regroupement, le cantonnement et enfin le brassage des groupes armés congolais qui en sont signataires. La reprise des affrontements entre le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda et les FARDC mais aussi les Maï-Maï du Patriotes résistants du Congo (PARECO) depuis août 2008 hypothèque très sérieusement les chances de succès de ce cadre de dialogue et de négociation.

RCD

Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie est le mouvement rebelle qui occupait l'est de la RDC durant la seconde guerre congolaise. Soutenu par le Rwanda, il était mené par Azarias Ruberwa.

Abstract

Alors qu'en 2003 les accords de paix de Sun City et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale venaient mettre un terme officiel à la guerre en République Démocratique du Congo (RDC), en 2005 et 2007, une série de massacres particulièrement sanglants, tous signés par un mystérieux groupe armé se dénommant «Rasta», traumatisa profondément les populations de Nindja et Kaniola au Sud Kivu (est RDC). Près de 100 personnes (hommes, femmes et enfants) furent atrocement tués.

Dans la nuit du 26 au 27 mai 2007 un nouveau massacre replongea Kaniola dans la terreur et suscita des réactions indignées – et souvent passionnées – de la part de nombreux acteurs, tant congolais qu'internationaux. Certains fustigèrent la MONUC (Mission d'Observation des Nations Unies en RDC) qui, une fois de plus, n'avait rien pu faire pour empêcher l'assassinat de pauvres villageois alors même qu'une de ses bases mobiles se trouvaient à quelques centaines de mètres. D'autres rappelèrent au gouvernement et à l'armée nationale leur incapacité à assurer leur mission de base de protection et de sécurisation des populations congolaises.

Tous cependant se voulaient unanimes sur la cause du problème: la présence des «Interahamwe», ces rebelles hutu rwandais impliqués dans le génocide de 1994 et rassemblés depuis 2003 dans les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), à l'est du Congo. Et, dans un nouveau cri de désespoir, l'appel fut une fois de plus lancé pour rappeler l'urgence du retour de ces rebelles dans leur pays d'origine. Au sein de la communauté humanitaire du Sud Kivu, un vieux débat passionné ressurgit avec une nouvelle acuité: cette violence localisée était-elle le fait des FDLR présents dans la zone de Nindja ou les prétendus «Rasta» constituaient-ils réellement un groupe distinct et indépendant du grand mouvement armé rwandais?² La confusion sur la nature réelle du groupe, ses effectifs, sa composition et ses objectifs empêchait de déterminer le type de stratégie (politique ou militaire, provinciale ou nationale?) à mettre en place pour résoudre durablement ce grave problème d'insécurité.

De par l'expertise acquise par Life & Peace Institute (LPI) dans l'analyse des groupes armés en RDC³, le Cluster Protection⁴ mandata LPI et son partenaire Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) pour réaliser une analyse sur la question. UPDI, en tant que syndicat paysan au service de ses membres (eux-mêmes touchés par cette insécurité) s'engagea avec une grande volonté dans un long et difficile travail d'enquête et d'analyse. Dix enquêteurs furent déployés sur le terrain pendant six mois et réalisèrent une enquête fouillée et approfondie au cours de laquelle tous les acteurs clés de la problématique furent consultés,⁵ exception faite des Rasta eux-mêmes.

Les Rasta: un phénomène objet de controverse

En identifiant huit différentes versions de ce que les acteurs⁶ concernés par ce problème pensent de la nature des Rasta, la première partie du rapport montre à quel point ce phénomène est objet de controverse. Après discussion de ces différentes versions et en se basant sur les témoignages récoltés sur le terrain, l'étude montre que les Rasta constituent actuellement un groupe très réduit, dont les effectifs sont passés d'une vingtaine à huit, et qui, en dehors du fait que certains Rasta sont d'anciens FDLR déserteurs, n'a aucun lien ni militaire ni économique avec les FDLR. Il s'agit d'un groupe hétérogène qui s'est recomposé dans le temps (particulièrement en 2003-2004 avec la concrétisation du processus de paix) pour intégrer les membres d'un premier groupe Rasta, des déserteurs FDLR mais aussi d'anciens Mai-Mai congolais. Le groupe vit dans l'épaisse forêt de Mugaba depuis 2003, entre Nindja (territoire de Kabare) et Kaniola (territoire de Walungu).

Un phénomène aux conséquences multidimensionnelles

L'impact de cette violence doit se lire d'un point de vue sécuritaire, mais aussi politique, social, économique et psychologique. Sur le plan sécuritaire, outre les massacres, de nombreuses personnes ont été enlevées soit pour devenir des épouses forcées soit encore pour être échangées contre des rançons de plusieurs centaines de dollars, et systématiquement torturées, violées voire sommairement exécutées. Les Rasta soumièrent l'ensemble de la communauté locale en imposant aux chefs de dix-huit villages des collectes hebdomadaires de rations alimentaires auxquelles toute la population devait contribuer. Ces collectes pesèrent lourdement sur des populations déjà précarisées par l'insécurité et l'inaccessibilité à de nombreux champs et autres ressources économiques.

Cette soumission couplée aux violences continues, entraîna la fuite de nombreux chefs coutumiers dépassés par la situation et directement menacés suite à l'assassinat des leaders qui avaient refusé de fournir de la nourriture. Ce vide politique local sans précédent renforça d'autant plus le désarroi de populations déjà traumatisées en leur ôtant leur plus proche référence politique, coutumière voire morale au moment où elles en avaient le plus besoin.

Cette violence extrême détruisit le tissu social à tous les niveaux de la communauté. Elle déchira les foyers lorsque des maris étaient tués ou des femmes violées (parfois en public, à la vue même des autres membres de la famille) voire kidnappées pendant plusieurs mois, jusqu'au moment où, une fois enceintes, le Rasta qui avait pris de force l'une d'entre elles «comme épouse» la renvoyait au village. Très souvent, perçues comme irrémédiablement souillées, ces femmes sont rejetées par leur mari et souffrent d'une grave mar-

ginalisation dans leur village, étant l'objet de moqueries ou de médisances, lorsqu'elles ne sont pas simplement accusées d'être complices du groupe.

Les enfants nés de viols sont l'objet de toutes les méfiances: stigmatisés comme la source inévitable de futures violences du fait de l'enracinement durable de la «barbarie» dans la communauté locale qu'ils représentent pour les villageois, des membres de la communauté ou de la famille proposent souvent de se débarrasser de ces innocents, forçant parfois les mères à fuir le village pour protéger leur enfant. Cette violence a aussi provoqué l'émergence d'une tension et d'une méfiance sans précédent entre les villages et les communautés, multipliant les accusations de complicité de tels villages ou telles communautés avec les Rasta. Ces accusations, souvent accompagnées de promesses de vengeance à venir, font craindre de nouvelles violences susceptibles d'éclater au sein même des populations locales.

Les Rasta, produits d'un système

L'existence d'un groupe aussi réduit et violent que les Rasta n'est pas le fruit du hasard ni d'une cause unique mais plutôt d'un système complexe qui englobe des éléments et des acteurs d'une dimension régionale, nationale et d'une dimension spécifiquement locale. C'est bien la conjonction de ces différents éléments qui caractérise avant tout l'architecture de ce système socio-politique et sécuritaire très particulier qui a lui-même permis l'émergence et la perpétuation de ce phénomène aussi brutal et incontrôlable.

Le premier des éléments clés de ce système regarde le contexte politico-militaire extrêmement volatile de ces dernières années dans la sous-région. Le génocide rwandais et les deux guerres congolaises ont constitué un terreau fertile à la prolifération de rébellions et groupes armés en tous genres. Les retournements d'alliances, les scissions et divisions nombreuses parmi ces groupes ont engendré une forte complexification des dynamiques militaires et ce particulièrement à l'est de la RDC. Tel environnement se révéla évidemment très favorable pour un groupe comme les Rasta. Aujourd'hui encore, la présence des rebelles rwandais FDLR dans la région continue de jeter un flou sur la nature du groupe Rasta et empêche de cerner les moyens d'action appropriés pour lutter contre eux.

L'armée nationale congolaise issue des anciennes forces armées adverses demeure actuellement encore en cours de constitution et souffre de ce fait de nombreuses et profondes faiblesses. Le manque de professionnalisme, de cohésion, d'esprit de corps, de salaires et de conditions d'existence décentes pour les militaires et leurs familles mais aussi une grave indiscipline réduisent fortement la capacité de l'armée à assumer son rôle de protection des populations civiles. À Ninja-Kaniola, ces faiblesses se sont traduites par une incapacité à démanteler totalement un groupe d'une dizaine d'hommes comme les Rasta, et ce malgré des opérations menées d'avril à août 2007 qui entraînèrent des pertes parmi les Rasta et un affaiblissement général du groupe.

Néanmoins, depuis la fin 2007, cette volonté militaire a presque totalement disparu du fait d'une absence de paiements et de moyens logistiques adéquats. Notons encore que le massacre de mai 2007 a très probablement été exécuté en représailles à des actions militaires Forces Armées de la R.D. Congo (FARDC). Les populations locales ne pouvant compter ni sur l'armée pour assurer leur sécurité, ni sur la MONUC, celles-ci ont commencé, sur initiative des autorités provinciales, à s'organiser en comités de vigilance lo-

caux qui appuient FARDC et MONUC en jouant un rôle d'alerte précoce et d'échange d'informations. Ces comités patrouillent de nuit sur les axes non couverts par les militaires et donnent l'alerte à l'aide de sifflets en cas de mouvements suspects.

Ces comités se présentent comme une nécessité pour les populations qui en vantent d'ailleurs les résultats, mais ils posent une série de problèmes et de risques tels que celui d'un possible réarmement des populations civiles, de leur professionnalisme ou encore de la pertinence de sous-traiter des activités militaires à des civils au vu des risques sécuritaires que cela représente pour ceux-ci.

A un niveau très local, les Rasta sont parvenus à tisser des complicités parmi les populations. Ces complices réalisent des achats pour leur compte, leur transmettent des informations stratégiques sur les positions et mouvements FARDC, la localisation des richesses ou des jeunes filles dans les villages aidant ainsi le groupe à planifier ses opérations de pillages, d'enlèvements ou de massacre. Les complices peuvent encore fournir des lieux de refuge en les cachant dans leur maison pendant plusieurs jours pour leur permettre de fuir après une opération ou de préparer leurs forfaits.

Ces complicités illustrent à quel point les populations se trouvent confrontées à une profonde situation d'anomie, d'absence de repères, de normes et d'autorité légitime qui les pousse à mettre en place des stratégies délicieuses voire criminelles pour assurer leur propre sécurité tant physique qu'économique. Toutes ces complicités ne sont par ailleurs pas nécessairement volontaires mais se mettent souvent en place sous la menace directe des Rasta.

Dans l'objectif de maintenir la confusion à leur égard, les Rasta utilisent leurs victimes comme instruments de désinformation parmi les acteurs locaux civils et militaires. Avant d'être libérées, les Rasta recourent aux menaces pour inculquer à leurs victimes toutes les fausses informations qu'elles devront raconter à leur retour au village. Ces informations concernent principalement les effectifs du groupe, leur puissance de feu et leur relation aux FDLR, qui sont à chaque fois exagérés dans l'objectif de dissuader les acteurs militaires d'intervenir à leur encontre. Enfin, un dernier facteur local empêchant la résolution du problème est d'ordre géographique: la dense forêt de Mugaba offre en effet un lieu de refuge idéal pour ce groupe en limitant sa visibilité et en réduisant les possibilités d'opération militaire.

Evolution du phénomène en 2008

Si l'année 2008 a été marquée par une dégradation générale de la situation sécuritaire des Nord et Sud Kivu, c'est à l'inverse une accalmie qui s'observe depuis janvier/février dans les zones de Ninja et Kaniola, du moins en ce qui concerne les activités criminelles du groupe Rasta. Celui-ci demeure en effet relativement peu actif et très affaibli, avec un effectif réduit à six éléments parmi lesquels deux blessés.

Le groupe ne s'est plus rendu coupable de massacre à grande échelle depuis mai 2007, les assassinats et enlèvements se font plus rares, surtout dans la seconde moitié de l'année 2008, et aujourd'hui le groupe se limite à piller des champs de manioc et de haricots à proximité de la forêt de Mugaba pour assurer sa propre survie.

Huit mois après la diffusion des informations contenues dans ce rapport aux acteurs stratégiques pouvant avoir un impact sur la problématique, les défis identifiés par notre analyse demeurent largement d'actualité. Les initiatives provinciales et locales initiées depuis le début 2008 à la faveur de la restitution du présent document sont en effet restées relativement faibles par rapport à leur impact sur le groupe Rasta lui-même. Si l'activisme des FARDC à l'encontre des Rasta semble avoir quelque peu diminué durant cette période, les militaires congolais de la 11^{ème} Brigade Intégrée ont néanmoins traqués les Rasta à l'occasion et en éliminèrent semble-t-il deux éléments. Les FDLR ont eux aussi continué à se montrer offensifs envers les Rasta et organisèrent des actions militaires contre le groupe, libérant ainsi plusieurs femmes prisonnières et harcelant régulièrement le groupe.

Toutefois, la seule persistance, dix mois plus tard, d'un groupe criminel aussi réduit et coupable d'autant de violences constitue en elle-même un signal d'urgence tant elle témoigne du caractère peu fonctionnel des acteurs officiels du secteur de sécurité. Si le groupe se voit un peu plus affaibli qu'une année auparavant, les éléments et acteurs du système permettant ou favorisant son existence restent largement de mise.

Néanmoins, l'implication nouvelle des autorités a pu avoir un effet positif sur la problématique des complicités ainsi que sur le retour de certains chefs coutumiers de prime importance dans le milieu. Si certaines complicités ont pu être battues en brèche et qu'un débat salvateur a été ouvert à ce propos au niveau local entre les différentes autorités, des liens de complicité semblent toujours persister dans le chef des populations, bien que, selon le témoignage de certains acteurs locaux, dans une moindre mesure par rapport au passé. Les autres conséquences sociales, politiques et économiques de l'insécurité liée au phénomène Rasta demeurent relativement inchangées jusqu'à aujourd'hui, bien que quelques améliorations mineures aient néanmoins pu être enregistrées sur les plans politique et économique.

La présente analyse rappelle l'importance d'une compréhension fine et exacte des dynamiques locales qui alimentent les conflits pour parvenir à leur transformation positive, réelle et durable. Le phénomène Rasta constitue sur ce point un réel cas d'école tant la confusion et la désinformation des acteurs locaux, nationaux et internationaux par rapport à la nature du problème a très fortement contribué à sa persistance ainsi qu'à la mise en place de stratégies inappropriées, voire contreproductives, par plusieurs de ces acteurs. Point de départ d'une démarche profonde et participative de transformation de conflits qui doit impliquer une large gamme d'acteurs présents sur terrain, l'objectif de ce document est de fournir aux acteurs concernés, et aux populations locales en premier lieu, les éléments de base qui leur permettront d'initier un débat d'idées sur les actions les plus pertinentes et adaptées à mettre en place face à l'ensemble des problèmes et traumatismes liés aux phénomènes Rasta.

Abstract in English

Even though the Sun City peace agreements in 2003 and the establishment of a united national government officially ended the war in the Democratic Republic of Congo, a series of particularly bloody massacres seriously traumatised the populations of Ninja and Kaniola in South Kivu (eastern DRC) between 2005 and 2007. Responsibility for this series of massacres – during which 100 people (men, women and children) were brutally killed – was claimed by a shadowy armed group calling itself the Rasta.

During the night between the 26th and the 27th of May 2007 a new massacre once again plunged Kaniola into terror, instigating – often passionate – feelings of indignation on behalf of several actors, both within Congo and internationally. Some accused MONUC (the French acronym of the UN Mission DR Congo) of, one time too many, not having done anything to prevent the assassination of poor villagers even if one of their mobile bases were found within only a few hundred meters. Others reminded the government and the national army of their incapacity to fulfil their basic mission to ensure the protection and security of the Congolese population. All, however, agreed on the main source of the problem: the presence of the Interahamwe – the same Hutu rebels from Rwanda involved in the genocide of 1994 and who subsequently joined the Forces Démocratique de Libération de Rwanda (FDLR) – in the east of Congo.

In a new outcry of desperation, there was a call for the urgent return of these rebels to their country of origin, while within the humanitarian community in South Kivu, an erstwhile contentious debate resurfaced with a new intensity. Was this local violence committed by the FDLR presence within the Ninja district, or could the ‘Rasta’ be constituted as a distinct group independent from the larger armed pro-Rwanda factions?⁷ The confusion with regards to the real nature of the group, its strengths, its composition and its objectives hindered a decision on what kind of strategy (political or military, provincial or national) that should be put in place in order to find a durable solution to this pressing issue of insecurity

Due to the expertise that the Life & Peace Institute (LPI) has acquired on the analysis of armed groups in DRC,⁸ the Protection Cluster⁹ gave LPI and its partner Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) the mandate to conduct research on the situation. As a farmers union providing a service to its members (themselves affected by this insecurity), it enthusiastically immersed itself in a long and difficult research and analysis. Ten researchers were placed in the field during six months in order to perform a thorough and in depth investigation during which all the key actors, except for the Rasta themselves, within this problematic context were consulted.¹⁰

The Rasta: a controversial phenomenon

Those actors affected by the situation identified eight different versions of the nature of the Rasta, and the first part of the report shows the controversy attached to this fact. After a presentation of these different versions and based on the evidence collected in the field, the report goes on to show that the Rasta actually constitutes a rather small group. They number somewhere between eight and twenty, and apart from the fact that some of them are former FDLR deserters, they have no military or economic ties to the latter.

The group was initially composed homogeneously of Rwandan Hutu Rebels. However, in the course of 2003-2004, with the consolidation of the peace process, its composition became heterogeneous: by that time, the group was composed of some of the founding members, FDLR deserters as well as former Mayi-Mayi. Since 2003, the group has been residing in the dense Mugaba forest, between Ninja (within the Kabare territory) and Kaniola (within the Walungu territory).

Multidimensional consequences for the local communities

The impact of this violence should be seen from a security perspective, while also emphasising its political, social, economic and physical implications. On the level of security, and in addition to the massacres perpetrated, numerous persons have been kidnapped for forced marriage, or to be exchanged for ransoms of several hundred dollars, while others are systematically tortured, raped or summarily executed. The Rasta simultaneously subdued the local communities by imposing weekly collections of food rations, to which the entire population of over 18 villages had to contribute. These forced collections weighed heavily on the position of the local population, already made precarious by the insecurity and the inaccessibility of numerous fields and other economic resources. Coupled with the continuing violence and bypassed by the unfolding events, this subjection led numerous traditional chiefs to flee in the face of personal threats following the murders of leaders who had refused to provide the requested food rations. This unprecedented local political vacuum caused even more distress amongst an already traumatised population because of the absence of any political, traditional or moral reference in their communities.

This extreme violence has destroyed the socio-cultural mold at all levels of society. It has destroyed households, as men have been killed or women raped (sometimes in public, in front of other family members) or even kidnapped for several months, until once pregnant, the Rasta who had forcefully taken them as wives sent them back to the village. Being perceived as irreversibly stained, these women are often rejected by their husbands and ostracised in their villages, enduring mockery and being the subject of malicious gossip amid accusations of collaboration with the group.

The children born from these abuses become an object of suspicion, as they unavoidably become a reminder of 'barbaric' violence for the villagers, and are swiftly stigmatised as an inevitable source of any future instability. The community members or the family often try to get rid of these innocent children, sometimes forcing the mothers to flee from the village in order to protect their children. The violence has also created unprecedented tension and suspicion between villages and local populations, increasing the degree to which certain villages are accused of complicity with the group. These accusations, often accompanied by promises of revenge, have created fears of new upsurges of violence within the local population.

The Rasta, product of a system

The existence of a small and violent group such as the Rasta is not the result of random chance or of one unique factor, but it is primarily that of a complex system encompassing various actors and problems on a regional, national and

specifically a local level. It is the combination of these different elements that characterises the structure of this particular socio-political system, thereby allowing this brutal and uncontrollable phenomenon to emerge and take root.

The first of these key elements concerns the highly volatile political-military context within the sub-region during the last years. The Rwandan genocide and the two Congolese wars constituted a fertile setting for the proliferation of rebellions and an array of armed groups. The shifts in alliances and the numerous schisms and divisions among these groups have engendered an increasingly complex situation in the development of the military dynamics in Eastern Congo. Such an environment has naturally proved itself to be a conducive setting for a group such as the Rasta. Even today, the presence of the FDLR within the region continues to cast a veil over the specific nature of the Rasta and prevents outlining the most effective measures in how to deal with them.

Made up largely of former armed adversaries, the Congolese army (FARDC) is in the process of being built up and consequently suffers from numerous and deep-seated weaknesses.

The lack of professionalism, cohesion, loyalty, insufficient salaries and poor living conditions for soldiers and their families in tandem with high levels of indiscipline greatly reduce the capacity of the army to take on its role as protector of the civilian population.

In Ninja-Kaniola, these weaknesses are conveyed through an inability to terminate a group of approximately ten men such as the Rasta, despite carrying out operations between April and August 2007 that led to losses within the Rasta and to a general weakening of the group. Since the end of 2007, this show of goodwill by the army has almost completely disappeared due to salaries not being paid and inadequate logistics.

It is important to note that the massacre in May 2007 was most probably carried out in retaliation for the actions of the FARDC. As it could neither count on the army nor the MONUC to guarantee its security, the local population – following an initiative by the provincial authorities – set up local vigilance committees to act as support to FARDC and MONUC as a means of early warning and exchange of information. These committees go on night patrols in the areas not covered by the army and issue warnings in the case of suspicious movements using whistles.

These committees are seen as a necessity by the population who, while praising the results they achieve, are aware of the problems and risks, not least in the possible arming of the civilian population, their lack of professionalism or even the question of suitability in sub-contracting these military activities to civilians in view of the possible security risks involved. At the very local level, the Rasta manage to find accomplices within the population. These accomplices make purchases on behalf of the Rastas, transmit strategic information regarding the positions and movements of the FARDC, the localisation of valuable resources or young girls hence allowing the group to plan looting operations, kidnappings or massacres. They also provide places of refuge for the Rasta by hiding them in their houses for several days following an army operation or when preparing their crimes.

This complicity shows the extent of social breakdown, with the absence of reference points, norms and legitimate authority that pushes the population to develop illicit or even criminal strategies to ensure their physical and

economic well being. In addition, all of these accomplices are not necessarily acting of their own free will, but are often forced into this role by the Rasta.

With the objective of maintaining the confusion in relation to their strategy, the Rasta use their victims as instruments to spread false information among local civil and military actors. Before releasing their victims, they resort to threats to ensure that this false information is spread when the victims return to their villages. The information principally concerns the strength of the group, their firepower and their relationship with the FDLR, which has always been exaggerated in order to discourage any military actors from planning operations against it. Finally, the local geography complicates any resolution of the problem. The dense forest of Mugaba acts as a perfect refuge for this group in limiting its visibility while also reducing the possibility of a large military operation.

Development of the phenomenon during 2008

If 2008 was marked by a general deterioration in the security situation in North and South Kivu, it has been the opposite case in the Ninja and Kaniola regions since January-February with the reprieve in the criminal activities of the Rasta. The group has been relatively inactive and much weakened owing to its reduction in strength to six fighters, two of whom are injured. The group has not been guilty of committing massacres on a large scale since May 2007, and the spate of killings and kidnappings are fewer than before, particularly during the latter half of 2008. Today, the group is limited to pillaging manioc and bean fields near Mugaba forest to ensure its very survival.

Eight months after the dissemination of the contents of this report to all the relevant actors capable of having an impact on the problem, the challenges pointed out by our analysis remain valid. Since the beginning of 2008, the provincial and local initiatives set up following a roundtable conference on this phenomenon have hardly succeeded in weakening the Rasta group itself. Even if the activities of the FARDC seem to have diminished slightly during this period, the Congolese soldiers of the newly formed 11th integrated Brigade have nevertheless tracked down the group and seemingly eliminated two of them.

The FDLR have also continued to show their opposition to the Rasta through organising military actions against them, freeing a number of female prisoners in the process. Yet, ten months later, the continued existence of such a weakened criminal group capable of high levels of violence underlines the sense of urgency given the poor functioning capacity of official actors in the security sector. Even if the group is weakened compared to the previous year, the same elements and actors who allow or support its existence remain mostly in place.

Nevertheless, a renewed commitment on the part of the authorities could have a positive effect on the problem of accomplices and above all, the return of some of the customary chiefs would be hugely important within this environment. Specific connivances could be swept aside and an open debate could be initiated on a local level amongst the various authorities. But, according to the accounts of some local actors, certain complicitous links appear always to persist among the population despite this being less recurrent than in the past. The other social, political and economic consequences of the insecurity linked to the Rasta phenomenon remain relatively unchanged until

today, although some minor improvements have taken place on the political and economic levels.

The present analysis underlines the importance of a refined and precise understanding of the local dynamics that drive conflicts in order to bring about a realistic and durable positive transformation. In this sense, the Rasta issue constitutes an actual case study on how confusion and misinformation about the nature of the problem amongst local, national and international actors have actively contributed to its persistence. This has, in turn, led to a sanctioning of inappropriate, or even contra-productive, measures by many of the actors involved.

Using an intricate and participatory approach of conflict transformation encompassing a large proportion of actors present on the ground as its point of departure, the objective of this document is to provide all the concerned actors – and primarily the local population – with the necessary background to initiate a public debate on the most pertinent and relevant approaches required in addressing the problems and traumatic experiences arising from the Rasta issue.

INTRODUCTION

Dans la région de Ninja et Kaniola, au Sud Kivu, l'insécurité a pris depuis 2005 un tournant particulièrement dramatique. Tueries et violences commises à l'encontre des civils s'y sont multipliées. Le 24 mai 2005, un premier massacre emportait dans une brutalité extrême 20 personnes dans le groupement de Ihembe. Des pillages, enlèvements, viols et assassinats se sont poursuivis depuis lors, ponctués d'autres massacres de grande ampleur: en juillet 2005 47 personnes étaient brûlées vives au village de Mamba, à Kalonge, tandis que le 9 octobre de la même année, 25 personnes étaient à nouveau massacrées à Kaniola et ses environs. Si aucune tuerie n'a été rapportée dans la zone durant l'année 2006, 17 personnes ont à nouveau été assassinées dans la nuit du 26 mai 2007 dans des villages de Kaniola.

Alors que les derniers événements de mai 2007 ont suscité l'horreur et l'indignation de la communauté internationale, comme celle de la société civile congolaise, les efforts fournis pour mieux en comprendre les causes et les dynamiques sont restés faibles, voire inexistantes. Malgré les nombreuses aides principalement humanitaires et d'urgence apportées à la région, l'absence d'analyses empiriques réalisées sur ce sujet semble avoir entretenu le flou et renforcé les amalgames autour de ses causes profondes et constitué une entrave au dégagement de pistes de solutions réfléchies et adaptées à la complexité du problème.

Face à ce constat, les organisations internationales et agences onusiennes rassemblées dans un groupe de travail traitant des questions de protection dans la province du Sud Kivu («Protection Cluster»¹¹) ont demandé à l'un de ses membres, le Life & Peace Institute (LPI), d'initier, en collaboration avec son partenaire local, l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI), une recherche pouvant apporter de nouveaux éléments de compréhension aux différents acteurs impliqués directement ou indirectement dans la problématique sécuritaire à Ninja et Kaniola. Syndicat paysan présent dans cette zone depuis 1994 par l'intermédiaire de ses organisations de base, c'est surtout dans le cadre de la défense des droits de ses membres, les paysans, que l'UPDI a accepté de mener une enquête approfondie sur la question de l'insécurité dans ce milieu.

Cette analyse vise pour l'UPDI à informer ses membres présents dans la région de Ninja et Kaniola en vue de leur fournir des éléments de compréhension sur les malheurs dont ils sont les premières victimes.¹² L'UPDI a commencé la recherche en juin 2007,¹³ quelques jours après le massacre de mai. Il s'agissait au départ d'analyser le phénomène de l'insécurité de manière générale en identifiant les groupes armés à l'origine des violences, en étudiant les stratégies d'action et de perpétuation de ces groupes mais aussi en s'attachant au rôle joué dans cette zone par les acteurs principaux de la sécurité (FARDC et MONUC) ainsi que par les acteurs civils (autorités civiles et coutumières, notables, populations).

Cependant, au fur et à mesure que l'enquête avançait sur le terrain, le rôle du groupe «Rasta» est apparu central dans ces dynamiques. C'est aussi autour de ce groupe que la compréhension posait le plus problème, tant la confusion quant à son identité (les Rasta sont-ils ou non les mêmes que les FDLR?¹⁴), ses effectifs (une dizaine, ou plus de trois cents?) et ses objectifs demeurait entière.

Si la présente analyse se penche de manière plus approfondie sur le phénomène Rasta, l'insécurité de Kaniola ne peut être réduite à la seule présence de ce groupe. Les rôles joués par de nombreux acteurs tant locaux que nationaux et internationaux, militaires et civils, sont essentiels pour comprendre les dynamiques dans lesquelles les Rasta s'insèrent. La volatilité du contexte politico-militaire (conséquence des guerres congolaises), l'état général des institutions congolaises (faiblesse de l'autorité étatique, armée congolaise peu professionnelle et sans réelle cohésion) ou encore certaines dynamiques sociales bien particulières du milieu, sont autant d'éléments connectés à la problématique.

L'analyse du phénomène ne peut dès lors se faire que de manière systématique, replaçant les Rasta dans un système politique, social et économique bien particulier ayant rendu possible leur apparition et leur perpétuation. Afin d'aborder ces différents éléments, le présent rapport se présente en trois parties: tenant compte des nombreuses controverses dont le phénomène est l'objet, la première partie se propose de faire le point sur les différentes versions qui en sont données par les principaux acteurs concernés. Les points communs et les divergences entre celles-ci sont alors mis en évidence et les principales controverses sont discutées. La seconde partie traite des différentes manifestations du phénomène Rasta et attire l'attention sur son caractère multidimensionnel, se marquant dans toutes les sphères de la vie sociale. Enfin la troisième et dernière partie resitue le phénomène Rasta dans le système qui lui a donné naissance et qui lui a permis d'exister jusqu'à aujourd'hui.

Ce rapport ne vise pas à recommander des pistes de solution au problème, mais essaie plus modestement de fournir les bases nécessaires à une réflexion que devront mener les acteurs concernés afin qu'ils puissent eux-mêmes décider, à partir d'éléments solides et de manière coordonnée, des actions prioritaires susceptibles de résoudre durablement le problème. Cette perspective entend ainsi favoriser au maximum l'appropriation de ces actions par les acteurs concernés, sachant que des solutions imposées d'en haut et mises en place sans impliquer les acteurs locaux risqueront de créer davantage de problèmes que d'en résoudre.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête de terrain s'est déroulée de juillet à août 2007 sur une période de trente jours dans les groupements de Kaniola (territoire de Walungu), Ihembe et Luhago (chefferie de Nindja, territoire de Kabare). Elle a été menée par dix enquêteurs parmi lesquels huit membres de l'équipe technique de l'UPDI et deux autres personnes provenant d'associations partenaires issues de la société civile du Sud Kivu. L'enquête s'est prolongée par des descentes de terrain plus ponctuelles réalisées durant les mois d'août et de septembre. Elle a été menée en suivant une méthodologie qualitative qui a permis d'interroger une grande diversité d'acteurs, principalement en ayant recours à des méthodes d'entretiens compréhensifs plus ou moins formalisés, mais aussi à des observations directes (environnement local, conditions de vie des acteurs), ainsi qu'à l'analyse de documents locaux (photos, croquis, films, tracts).

Lors de chaque nouvel événement concernant la problématique de l'insécurité à Nindja et Kaniola durant la période de l'enquête (tels que des attaques de Rasta sur les populations ou encore des opérations FARDC menées contre le groupe armé), les enquêteurs ont été envoyés sur place pour prendre

les réactions à chaud des différents acteurs. L'UPDI a opté pour des entretiens compréhensifs largement ouverts, menés individuellement ou collectivement, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, parce que les personnes à interroger étaient très souvent des paysans qui auraient pu être bloqués par des méthodes d'entretien trop formelles.

Deuxièmement, parce que la sensibilité des thèmes abordés nécessitait une certaine discrétion et une grande souplesse dans la manière de récolter les informations. Ce choix méthodologique a surtout été guidé par un souci de mise en confiance des personnes enquêtées et par la nécessité d'aller au-delà du discours de façade, voire des fausses informations, derrière lesquels se réfugiaient les enquêtés pour ne pas risquer le moindre problème à la suite de ces entretiens. Ce souci de mettre en confiance les personnes enquêtées a donc nécessité le recours à des méthodes adaptées au contexte local et à la sensibilité des thèmes abordés. Certains entretiens se sont ainsi parfois déroulés dans un cadre très informel, plus propice à une conversation libre et non censurée.

La sensibilité de la question a aussi constitué une contrainte pour la sélection des enquêteurs: certains enquêteurs originaires de la zone ont dû être remplacés pour les entretiens menés auprès des victimes d'enlèvements, ces dernières refusant de parler en présence d'un local de peur d'être dénoncées par la suite à des complices des Rasta ou aux Rasta eux-mêmes. La durée de l'enquête, la multiplication des descentes sur terrain et le recoupement des informations ont permis de distinguer les rumeurs et discours stéréotypés, voire mensongers, des informations véridiques.

Les acteurs suivants ont été retenus comme étant directement ou indirectement impliqués dans la problématique de l'insécurité à Kaniola et ses environs: la population locale, les forces militaires (FARDC, FDLR, MONUC et Rasta), les autorités politico-administratives (territoriale et provinciale, et responsables coutumiers) et les activistes de la société civile locale (mouvement associatif, responsables religieux). Parmi ceux-ci, les enquêteurs ont pu interroger des officiers et militaires FARDC déployés dans la zone de Nindja-Kaniola ainsi que le Commandant de la 10ème Région Militaire du Sud Kivu, des combattants et officiers FDLR basés à Mirhanda et Chulwe, le Chef du Bureau provincial de la MONUC et des représentants de ses sections substantives à Bukavu, le Commandant de la South Kivu Brigade et des officiers de la South Kivu Brigade MONUC (SKB) déployés à Kaniola, des humanitaires présents dans la zone de Nindja-Kaniola, un administrateur de territoire, un représentant du Mwami et Chef de Collectivité ad interim, près d'une vingtaine de chefs coutumiers locaux, douze membres de la société civile à Kaniola, Nindja, Chulwe et Bukavu, une collaboratrice des Rasta, 19 victimes rescapées et enfin de nombreux habitants locaux, agriculteurs, petits exploitants et commerçants. Au niveau géographique, c'est le Groupement de Kaniola et la Chefferie de Nindja qui ont été ciblés comme les plus concernés par la présence des Rasta. La rédaction du rapport s'est quant à elle effectuée principalement par une équipe restreinte tirée de la grande équipe des enquêteurs.

I. LE PHÉNOMÈNE «RASTA» OBJET DE CONTROVERSE

Si au cours de l'enquête de nombreux acteurs locaux ont attribué la responsabilité des massacres et exactions commis à Ninja et Kaniola aux «Rasta», les interprétations de ce que sont les Rasta divergent tellement selon les différents acteurs qu'il demeure difficile de savoir ce que recouvre précisément ce terme. Les zones de flou et de confusion, si nombreuses et persistantes après plusieurs semaines d'enquête, incitent à parler des Rasta comme d'un «phénomène», ne signifiant pour autant pas par là qu'il ne puisse s'agir d'un groupe spécifique.

Sans nier sa réalité ni la gravité de ses implications, le qualifier de «phénomène» nous permet simplement d'insister sur la multiplicité des interprétations existantes ainsi que sur les caractères ambigus, confus et difficilement circonscriptibles de l'appellation. Il permet autant de rendre compte de l'existence du groupe Rasta, le terme «phénomène» le définissant alors de manière plus globale en recouvrant l'ensemble de ses manifestations et conséquences, que de son inexistence, défendue comme nous le verrons par certaines versions.

Si de nombreux points de divergence existent entre ces versions, le cœur de la controverse concerne la relation qui lie les Rasta aux FDLR, certaines versions allant jusqu'à présenter les Rasta comme un simple label utilisé par le mouvement FDLR, ou certains de ses officiers en particulier, pour servir ses intérêts et rejeter les exactions commises par ses hommes sur un groupe mal défini voire fantôme.

D'autres versions, basées sur des témoignages relativement solides, montrent plutôt que le groupe Rasta serait bien distinct des FDLR, d'un effectif très réduit, et qu'il n'agirait que pour son propre compte. Bien que certaines versions nous soient apparues plus plausibles que d'autres au cours de notre enquête, nous nous limitons dans un premier temps à retranscrire les différentes interprétations du phénomène recueillies auprès des acteurs interrogés, afin que le lecteur puisse lui-même les confronter et se forger une idée à ce sujet. Elles sont ensuite discutées de manière plus approfondie afin de faire émerger les faiblesses et les forces de chacune d'entre elles.

1. Au départ de la controverse: Versions «populaires»

Une version populaire du phénomène Rasta, très communément partagée parmi les populations, attribue actuellement de manière quasi automatique toutes les exactions et actes de banditisme commis localement aux «Rasta», ce terme étant désormais devenu un synonyme d'«assassin» ou de «bandit» pour les populations. Outre cet amalgame qui permet une dangereuse manipulation du label Rasta (voir infra), cette version présente les FDLR et les Rasta comme étant «les mêmes», à savoir des Hutu rwandais qu'il est urgent de ramener chez eux. La seule distinction que cette version tend parfois à opposer entre Rasta et FDLR réside dans le degré de violence des exactions menées contre les populations: les massacres et tueries réalisés dans une violence extrême (à la machette, au marteau, à la houe, etc.) sont systématiquement attribués aux Rasta, tandis que les méfaits plus «mineurs» ou moins «spectaculaires», comme les pillages réalisés sans mort d'hommes, sont attribués soit aux Rasta, soit aux FDLR.

Au-delà de cette distinction, les populations parlent plus souvent des «Interahamwe»¹⁵ ou, de manière plus générique encore, de «Hutu rwandais», du fait que les responsables des exactions parlent le Kinyarwanda. Pour les populations, il n'existe donc pas à proprement parler de différence de nature entre les deux groupes, tous ces hommes armés étant perçus comme des Rwandais qui n'ont rien à faire au Congo. Cette perception repose très souvent sur une sorte de théorie du complot assez simpliste dans laquelle Kigali tient la place centrale: tous ces groupes rwandais ne seraient présents en RDC que pour piller les ressources locales au profit du pays voisin, maintenir la zone d'influence de Kigali dans l'est de la RDC, voire se créer une véritable zone d'expansion au Sud Kivu, le tout avec l'assentiment complice de la communauté internationale.

On peut considérer cette version comme le point de départ de la controverse qui existe autour du phénomène Rasta du fait qu'elle opère, par une vision simplificatrice de la réalité, un amalgame entre tous les hommes armés hutu rwandais. Les versions qui suivent, plus fouillées et approfondies que cette première, vont dans le sens inverse, mettant beaucoup plus fortement l'accent sur les différences entre Rasta et FDLR (version des acteurs locaux, des FDLR et des acteurs humanitaires). Nous revenons ensuite sur les versions qui insistent davantage sur la similarité des deux groupes et l'instrumentalisation des Rasta par les FDLR (FARDC, MONUC et Société Civile).

2. Un groupe hétéroclite aux effectifs réduits

2.1. Version des acteurs locaux

Les témoignages recueillis auprès des populations et des autorités locales de Nindja et Kaniola permettent de retracer une version de l'histoire des Rasta, bien que certaines zones d'ombre concernant l'origine et la provenance du groupe subsistent. D'après cette version, les Rasta auraient évolué d'un premier groupe de 24 combattants Hutu rwandais arrivés en 2000 dans les territoires de Kabare et Walungu, à un second groupe plus restreint et hétéroclite qui se serait recomposé en 2003 à partir de combattants issus des FDLR et du premier groupe Rasta mais aussi de quelques Congolais. Ce second groupe Rasta, d'une quinzaine de personnes, aurait alors trouvé un refuge idéal dans la forêt de Mugaba.

Cette version ignore l'origine exacte du groupe ainsi que son histoire et son évolution depuis sa création jusqu'en 2000. Les surnoms de son chef et de ses officiers sont toutefois connus : leur chef se dénommait «Koffi», son adjoint «Abdou», leur S3 «Manu», qui serait aujourd'hui décédé, et leur S4 «Muzehé». Aucune information n'est donnée sur les raisons du déplacement de ce groupe de la plaine de la Ruzizi vers les territoires plus au nord. L'appellation même de «Rasta» fait l'objet d'une explication populaire sommaire, les témoignages se limitant à justifier ce nom par le fait que les membres de ce groupe avaient (et auraient toujours) l'habitude de porter des tresses, ou «dreadlocks», qui les distinguent des autres groupes armés.

Les populations, y compris certains ex Maï-Maï présents localement, affirment que le premier groupe de Rasta arriva de la plaine de la Ruzizi en 2000 et s'installa à Mulume Munene, entre les territoires de Walungu et Kabare. Ses 24 membres étaient tous des Hutu rwandais issus des ex-FAR ou des Interahamwe. Ils collaborèrent alors avec les Maï-Maï du Général Padiri, Mu-

lume Munene étant un poste avancé des Maï-Maï sous le commandement de Mbalu. Les deux groupes étant hostiles à la rébellion du RCD, ils décidèrent d'allier leurs forces dans la lutte contre celle-ci.

Toujours d'après ces témoignages, le commandant Mbalu aurait été particulièrement attiré par l'arme lourde, un mortier 60, que possédaient les Rasta. Ces derniers avaient l'habitude de mener des razzias et des pillages sur les populations des différents axes contrôlés par le RCD (Kamisimbi, Nduba, Kashanja, Izege, Bugobe), et ce jusqu'à proximité de Bukavu (village de Mushweshwe), et de partager leurs butins avec les Maï-Maï. Les deux groupes de Mulume Munene furent finalement mis en déroute par le RCD à la fin de l'année 2001. Les Rasta s'enfuirent alors vers Ninja et s'installèrent au village de Lwizi (localité de Kalinganya, Chefferie de Ninja) dans la parcelle d'un particulier, tandis que les Maï-Maï reculèrent jusqu'à Ihembe mais regagnèrent ensuite Ironge, leur ancienne position. Malgré cet épisode, la collaboration entre les deux groupes se poursuivit.

En 2002, les FDLR vinrent installer un état-major à Mirhanda dans la localité de Murhume.¹⁶ Bien organisé, le groupe écoulait sur les marchés locaux de Kashanja et Lwizi des minerais (or et cuivre) amenés directement du Katanga. Il exigeait des populations d'organiser des collectes régulières de rations alimentaires, comme les Maï-Maï avaient coutume de le faire. Des conflits d'intérêts internes aux FDLR provoquèrent la désertion de plusieurs éléments. Mécontent de la part qu'il reçut d'une vente de minerai, Jean-Marie Kiyombe, le chef d'escorte du commandant Shyaka, assassina ce dernier et lui vola une somme d'argent avant de fuir en compagnie d'un autre élément à Kanyonga, dans la forêt de Mugaba.

Sur instruction de leur hiérarchie, les commandants FDLR Mitima et Franck formèrent une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités dans la mort du commandant et pour punir les coupables. Certains militaires FDLR, craignant d'être reconnus complices du crime, s'enfuirent pour rejoindre Kiyombe dans la forêt de Mugaba. Ces déserteurs formèrent ce qui fut appelé le «groupe Kiyombe», du nom de leur chef, et furent encore rejoints par la suite par d'autres déserteurs FDLR. Le groupe s'illustra par des pillages des récoltes de villageois et par des embuscades régulières sur les passants, voyageurs et commerçants empruntant les pistes de la forêt de Mugaba.

En 2003, les accords de paix obligèrent les militaires des rébellions et groupes armés reconnus comme composantes ou entités du Dialogue Inter-Congolais (DIC), parmi lesquels les Maï-Maï,¹⁷ à intégrer une armée unifiée au niveau national. C'est ainsi que les hommes du Général Padiri (Maï-Maï) se regroupèrent sur différents axes¹⁸ en prévision de leur future intégration dans la nouvelle armée. Ces regroupements se traduisirent par un désengagement de fait des forces Maï-Maï des localités de Ninja, Kaniola et Kalonge, créant un vide militaire qui introduisit une nouvelle dynamique parmi les groupes armés encore présents, à savoir les Rasta venus de la Plaine de la Ruzizi, les FDLR et le groupe de Kiyombe.

Les Rasta continuèrent à se prévaloir maîtres du terrain du fait de leur ancienne collaboration avec les Maï-Maï, et maintinrent une collecte de rations alimentaires auprès des populations. Les FDLR, beaucoup plus nombreux et mieux organisés, gagnèrent du terrain et occupèrent bientôt l'ensemble des territoires anciennement contrôlés par les Maï-Maï. Ils devinrent alors la

principale force militaire de la zone et réclamèrent à leur tour la collecte de rations alimentaires aux populations. Pendant ce temps, pillages et exactions continuèrent.

N'ayant d'autre recours que les FDLR, les populations de Nindja, par l'intermédiaire de leur Chef de Collectivité, vinrent se plaindre des exactions qu'ils savaient être commises par les Rasta, ces derniers s'étant depuis toujours adonnés à ce genre de pratiques. Afin de trouver une solution à ce problème, le Chef de Collectivité parvint à convoquer une réunion de concertation avec les FDLR (représentés par le Capitaine Mongo), les Rasta (représentés par le Commandant Murenzi), des membres de la société civile locale, le Chef de localité d'Ihembe et quelques leaders locaux. À l'issue de la réunion, qui se tint le 30 mars 2004 à Ihembe dans l'enceinte de l'église 5ème CELPA, les FDLR acceptèrent d'intégrer les Rasta dans leurs rangs dans l'objectif de mettre fin aux exactions. Bien qu'ayant pris la décision d'intégrer les FDLR au nom de l'ensemble de son groupe, le Commandant Murenzi ne parvint pas à convaincre tous les Rasta du bien-fondé de ce choix. De ce fait, son groupe (toujours composé à cette époque de 24 personnes) se scinda en plusieurs parties. Les dénommés Murenzi et Muzehe intégrèrent les FDLR.

Les exactions persistant et étant attribuées tantôt aux FDLR tantôt aux Kiyombe, Murenzi fut muté à Idunga (Kalonge) par sa hiérarchie, sous la pression exercée par le Mwami et la population de Nindja qui l'accusaient de continuer à collaborer avec des membres de son ancien groupe. Leur chef, Koffi, se dirigea vers Kalonge d'où il fut rapatrié vers le Rwanda. Un autre élément du groupe, Alexis, s'en alla à Itudu/Muchuku (à proximité de la forêt de Mugaba) avec six autres éléments. C'est ce groupe qui serait par ailleurs coupable de l'assassinat public du Chef de Groupement de Ihembe, après que celui-ci soit revenu de Kabare-centre où il avait trouvé refuge suite à l'insécurité prévalant dans son groupement. Par la suite, ce groupe s'associa momentanément au groupe de Kiyombe mais s'en sépara pour des raisons de répartition inéquitable des butins. Le groupe d'Alexis partit alors vers Kasirusiru dans le Parc de Kahuzi Biega, où il continua ses razzias à Kabare (Kajeje, Bushwira, Bugobe, Miti). Alexis et certains de ses éléments furent rapatriés au Rwanda par la MONUC en 2004 à partir de Bugobe. Ceux de son groupe qui refusèrent le rapatriement rejoignirent à nouveau le groupe de Kiyombe dans la forêt de Mugaba et ce malgré leur ancienne querelle autour du butin.

Un autre groupe de sept personnes dont Kibungo, «Carnivore» et «Shaba 2», se dirigea vers Kaniola et intégra la population locale.¹⁹ Ce groupe fut récupéré en 2004 par le Colonel FARDC Kahasha Albert (dit Fokker Mike), alors Commandant de Brigade à Walungu, et fut affecté à la garde du Major Monroe. Sur demande du Colonel Fokker Mike, le groupe de Kibungo fut finalement rapatrié vers le Rwanda par la MONUC. Mais Kibungo, seul, retourna à Nindja trois semaines plus tard et rejoignit le groupe de Kiyombe dans la forêt de Mugaba.²⁰ Ces Rasta «première génération» qui rejoignirent le groupe de Kiyombe formèrent alors un nouveau groupe avec ce dernier, qui se dénomma «Rasta-Kiyombe». Ce groupe fut rejoint par la suite par quelques bandits congolais. C'est ce groupe Rasta «recomposé», d'un effectif réduit et réfugié dans la forêt de Mugaba, auquel est attribué la responsabilité des massacres qui eurent lieu depuis lors dans la zone.

Si pendant un temps ce groupe, par l'intermédiaire de tracts, signalait ses actions «Rasta-Kiyombe», cette appellation disparut au profit de celle de

«Rasta», très probablement en même temps que Kiyombe lui-même. Alors que tous les témoignages recueillis localement s'accordent sur la disparition de Kiyombe, celle-ci demeure un mystère. Kiyombe serait soit mort dans des circonstances non éclaircies, soit aurait rejoint le Rwanda, certainement sans passer par l'intermédiaire de la MONUC. Disparu, Kiyombe en est venu à constituer une sorte de mythe pour le groupe Rasta, de telle sorte que ses membres se réfèrent à lui lors de séances occultes.²¹ Si Jean-Marie Kiyombe fut certainement le premier chef du groupe, comme le laisse penser la dénomination de «Rasta-Kiyombe», on ne peut pour autant parler d'une réelle hiérarchie au sein du groupe Rasta. Les Rasta se reconnaissent bel et bien un chef mais celui-ci n'aurait qu'un statut symbolique dû à l'âinesse et ne bénéficierait d'aucun privilège par rapport aux autres, pas plus que sa voix ne serait prépondérante dans les prises de décisions.

Le partage des butins issus des opérations menées dans les villages (pillages, enlèvements, etc.) se réaliserait sur base individuelle entre les hommes ayant directement participé à l'opération et la part du chef serait égale à celle des autres. L'actuel chef symbolique des Rasta se dénommerait Bingwa ou Rora (Lola, selon l'accent) ou encore Cinja Cinja. Il se dirait lui-même «pasteur» et, contrairement aux autres Rasta, ne fumerait et ne boirait jamais. Le reste des Rasta consommeraient régulièrement des boissons alcoolisées (le kanyanga, un alcool local fabriqué à partir de maïs et de manioc, des alcools de production industrielle – Hunter's Choice, Furaha – ou de la bière) et du chanvre. Ils parleraient Kinyarwanda entre eux mais maîtriseraient aussi bien le Swahili que la langue locale, le Mashi, malgré un accent (rwandais) prononcé.

Au niveau de la gestion de leur habitat, les Rasta multiplieraient leurs camps selon leurs besoins: s'ils établissent un camp de retranchement dans lequel ils vivent au quotidien, ils organisent aussi des camps de captivité où sont gardées les personnes prisonnières («épouses» exclues, ces dernières vivant avec eux dans le camp de retranchement). Des camps de transit sont par ailleurs situés en des points de la forêt où les Rasta ont l'habitude de passer la nuit, par exemple lorsqu'ils vont ou reviennent d'opérations menées dans les villages et qu'ils doivent marcher pendant plusieurs jours.

Des caches de ravitaillement, où les Rasta accumulent nourriture, biens manufacturés de toutes sortes mais aussi des munitions, sont dissimulées en certains points de la forêt. Pour se protéger ainsi que pour éviter la fuite de leurs «épouses» forcées, les Rasta encercleraient leur camp de retranchement de mines antipersonnelles.²² A cette gestion stratégique de leur espace de vie, à savoir la dense forêt de Mugaba, s'ajoutent une excellente connaissance du terrain et une très grande capacité de mobilité du groupe. Les Rasta peuvent se mouvoir très rapidement d'un point à l'autre de la forêt et commettre des exactions en des lieux éloignés dans des délais très brefs.

Le groupe Rasta est d'un effectif réduit à seulement quinze membres,²³ ce qui est en tout cas avéré à partir de 2006. Ce nombre se serait réduit à huit membres au cours de l'année 2007, suite à différents affrontements les ayant opposés aux FARDC et aux FDLR.²⁴ Le groupe Rasta serait fortement affaibli depuis ces récentes attaques. Les informations récoltées auprès des acteurs locaux ne livrent par ailleurs aucun élément permettant d'établir une collaboration entre les Rasta et les FDLR, ni entre les deux mouvements dans

leur ensemble, ni entre certains officiers locaux FDLR et les Rasta. Les Rasta n'agiraient que pour leur propre compte, avec la seule aide de complices parmi les populations.

Des affrontements entre Rasta et FDLR ont d'ailleurs eu lieu à plusieurs reprises depuis 2005 marquant une claire hostilité entre les deux groupes. Les Rasta mèneraient régulièrement des embuscades sur les escortes que les FDLR organisent pour sécuriser les populations en déplacement sur certains axes. Un FDLR aurait ainsi été capturé par les Rasta alors qu'il escortait des civils sur l'axe Kahira-Bishaka. Les Rasta auraient alors transmis une demande de rançon aux officiers FDLR locaux. Face au refus de payer la rançon, les Rasta n'auraient pas hésité à assassiner l'otage FDLR. Enfin, les témoignages des rescapés insistent encore sur le fait qu'il n'y aurait jamais eu de visites d'étrangers dans le camp de retranchement où vivent les Rasta. La version recueillie auprès des acteurs locaux tranche donc clairement non seulement en faveur d'une nette distinction entre les deux groupes, mais aussi à l'encontre de toutes collaborations éventuelles, à quelque niveau que ce soit, entre les deux groupes.

2.2. Position des humanitaires²⁵

La version de l'origine et de l'évolution du groupe Rasta présentée par certains acteurs humanitaires internationaux actifs dans la région de Nindja et Kaniola se rapproche sensiblement de celle des acteurs locaux, même si elle s'en distingue sur certains points. Elle reconnaît aussi une évolution du mouvement entre les périodes 2000-2003 et 2003 à nos jours, essentiellement marquée par une augmentation des violences à l'encontre des populations. Elle donne en outre une place plus prépondérante au rôle joué par le processus de paix dans la recomposition du mouvement. Cette version, comme la précédente, ne donne pas d'informations précises sur l'origine du groupe. Contrairement à la version précédente, elle reconnaît l'existence d'une collaboration individuelle entre un officier FDLR local et les Rasta.

Elle affirme que les Rasta furent, de 2000 à 2003, un groupe d'élite des FDLR, constitué d'approximativement 200 combattants basés à Lwizi, qui menait des actions militaires très ciblées et très violentes contre le RCD et ce jusqu'à Lemera et Uvira, ne visant semble-t-il pas les populations au cours de ces attaques. D'après ces acteurs, les pillages menés sur les populations furent davantage le fait des Maï-Maï, plus que des FDLR ou même des Rasta, pour la période 2000-2003. La situation changea considérablement à partir de juin 2003: avec le début de la Transition, une période d'accalmie s'installa.

En septembre 2003, les Maï-Maï basés dans la zone de Kaniola se rendirent à Walungu pour dialoguer directement avec le RCD dans la perspective de préparer l'intégration de tous ces militaires dans une armée nationale unifiée. Les FDLR exclus du processus restèrent en forêt. Cette période d'observation marquée par une diminution des violences ne dura pas longtemps: vers octobre, et pour la toute première fois, un groupe Rasta attaqua directement les populations de Kaniola. Cette attaque serait liée à l'existence de tendances extrémistes, parmi lesquelles les Rasta, qui refusaient le processus de paix.

Les accords de paix ayant entraîné la disparition progressive de l'«ennemi commun» (le RCD), les Rasta durent changer de philosophie et se restructurèrent. Le refus du processus de paix devint alors le nouveau leitmotiv

autour duquel les hommes se rassemblèrent. Parmi ceux-ci, des extrémistes de tous bords: d'anciens Mudundu 40, d'anciens RCD et bien entendu une partie des anciens Rasta issus des FDLR. Ce groupe aurait compté plus d'une centaine de combattants au moment de sa formation et aurait toujours gardé l'appellation Rasta. Une des stratégies du groupe aurait été de se séparer en plusieurs groupes d'une quinzaine ou vingtaine d'individus occupant différentes zones de la forêt. Koffi aurait été un des commandants du mouvement Rasta quand celui-ci était encore une troupe d'élite FDLR. N'étant pas d'accord avec la nouvelle stratégie Rasta suite au retrait du RCD et ne voulant pas rester avec les FDLR, il aurait été rapatrié au Rwanda.

Cette version met elle aussi en avant un processus de restructuration du groupe Rasta à la fin de l'année 2003. Cette restructuration marque une radicalisation du groupe: rassemblant les extrémistes de différents groupes, ce sont désormais les populations qui deviennent les cibles premières des actions de violence. L'objectif principal du groupe serait la déstabilisation du processus de paix, comme en témoignent les tracts diffusés par le groupe suite au massacre de Nindja en 2005 dont l'intention était de mettre en évidence l'incapacité de la MONUC, des FARDC et des FDLR à protéger les populations et d'assurer la stabilité au niveau local.

Mais des intérêts économiques et personnels ne sont pas contradictoires avec cet objectif plus politique. Le groupe Rasta aurait gardé des liens étroits avec certains gradés FDLR, et plus particulièrement un capitaine FDLR basé dans cette zone de 2000 à 2007. Ce dernier aurait été très proche du premier groupe Rasta «troupes d'élites FDLR». Ayant très probablement maintenu des liens personnels avec les anciens membres de ce groupe, il aurait joué un rôle important dans la perpétuation du groupe, bien que l'on n'ait jamais pu établir celui-ci de manière précise.

Alors qu'à partir de 2004 déjà la position officielle du groupe FDLR fut de se distancer le plus possible des Rasta afin de gagner en crédibilité auprès des acteurs politiques extérieurs, cet officier joua un double jeu pendant toute cette période, empêchant sans doute à plusieurs reprises les FDLR d'attaquer directement les Rasta. Des attaques eurent néanmoins lieu en mai 2005, au moment où le processus de Rome²⁶ augmenta fortement la pression politique sur les FDLR et les obligea à donner des signes concrets de leur prise de distance par rapport aux Rasta. Suite à l'échec du communiqué de Rome, la MONUC décida d'augmenter la pression militaire sur les FDLR et de les repousser en forêt. Les camps FDLR de Mirhanda et de Kabona furent brûlés et les FDLR durent se retirer vers Irhegabaronyi, plus loin dans la forêt.

Ces actions créèrent un vide militaire de deux ou trois semaines dans la zone, la MONUC, qui avait annoncé qu'elle irait occuper les anciennes positions FDLR, tardant à s'y installer. En représailles aux actions militaires menées contre eux et pour montrer que ni les FDLR, ni les FARDC, ni même la MONUC ne pouvaient rien contre eux, les Rasta profitèrent de ce nouveau vide militaire pour mener leur premier massacre à Ihembe en mai 2005. MONUC et FARDC renforcèrent alors leur présence à Ihembe mais pas de manière assez massive pour combler le vide militaire créé par le refoulement des FDLR: notamment du fait d'un manque de moyens de l'armée nationale, un corridor entre les positions FARDC/MONUC et celles des FDLR fut laissé libre de toute présence, ce qui permit aux Rasta d'occuper et de circuler librement dans l'axe Nindja-Kaniola et la forêt de Mugaba. Le second massacre,

mené cette fois à Kalonge (village de Mamba) en juillet, et durant lequel 47 personnes furent brûlés vives, s'inscrirait dans la même logique: les Rasta auraient cherché à prouver qu'aucune force militaire présente ne pouvait les empêcher d'agir comme ils l'entendaient, ce dont témoignent les tracts qu'ils abandonnèrent sur les lieux de ces deux massacres.

Cette version insiste sur l'importance capitale des stratégies et décisions prises par la MONUC dans l'explication des causes des massacres. Elle met notamment en évidence une certaine inconséquence de la MONUC dans les stratégies qu'elle élabore pour veiller à la protection des populations civiles. Elle s'accorde également à dire que le groupe Rasta ne compterait plus aujourd'hui que huit membres, les autres étant sans doute décédés lors de différentes attaques ou rapatriés vers le Rwanda. Il serait donc grandement affaibli et ses combattants vivraient dans de mauvaises conditions, étant très appauvris et souffrant de la faim, ce qui rejoint encore la version donnée par les acteurs locaux.

2.3. Version FDLR

Le dernier point de vue à mettre l'accent sur une différenciation entre Rasta et FDLR est celui des FDLR eux-mêmes. Les FDLR ont en effet produit en juin 2007 un mémorandum officiel sur la question des Rasta afin de marquer leur distance avec ce groupe. Ils y présentent les Rasta comme un groupe de «bandits rwandais et congolais» qui s'est formé à la suite du démantèlement des camps de réfugiés et auquel se sont rajoutés par la suite des déserteurs FDLR, des Maï-Maï, des Mudundu 40, des anciens RCD et encore d'autres «voyous locaux» et des «prisonniers rwandais abandonnés par le FPR». Ce groupe serait à présent téléguidé par Kigali, qui lui fournirait un soutien matériel et militaire, dans l'objectif de «salir l'image» du mouvement FDLR.

De ce fait, les FDLR seraient ennemis des Rasta, essaieraient de les pourchasser activement lorsqu'ils en ont l'occasion et n'entretiendraient aucune relation avec le groupe. Ils dépeignent les objectifs des Rasta comme purement économiques («amasser un maximum d'argent» mais aussi «manger, boire, fumer, violer des femmes et des filles»), excluant toute revendication politique de la part du groupe. Ils les décrivent encore comme un groupe «peu nombreux» et insistent sur «la politique erronée» et le «rôle néfaste» que joue la MONUC dans le règlement de la question Rasta, sans toutefois donner plus d'explications à ce propos.

Des officiers FDLR locaux ont encore été plus explicites lors d'entretiens en déclarant que la MONUC serait venue s'interposer lors d'opérations militaires menées par les FDLR contre les Rasta, exigeant du groupe l'arrêt des hostilités. Cette dernière information doit bien entendu être relativisée et remise dans son contexte. Le point de vue FDLR doit se comprendre au regard de la volonté du groupe de se doter d'une légitimité politique afin qu'il lui soit un jour reconnu le droit de prendre part à des négociations avec le gouvernement rwandais autour de ses revendications. De par la position et les intérêts des FDLR dans la question des Rasta, leur point de vue ne peut de toute évidence être considéré comme neutre et objectif.

3. L'instrumentalisation du groupe

Exception faite de la version populaire, les versions suivantes marquent une rupture avec les précédentes du fait qu'elles penchent plutôt vers une instru-

mentalisation du groupe, voire du label Rasta par des acteurs tiers, les FDLR principalement. Ces versions établissent un lien clair entre Rasta et FDLR, certaines allant jusqu'à dénier toute existence actuelle aux Rasta pour réduire ce groupe à une stratégie d'approvisionnement et de déculpabilisation des FDLR.

3.1. Position de la MONUC²⁷

Actuellement, la MONUC présente le phénomène Rasta comme un mouvement criminel composé d'une vingtaine à une trentaine de personnes, pour la plupart Hutu rwandais issus des Interahamwe et de déserteurs FDLR, et comptant également quelques criminels congolais dans ses rangs. Le mouvement serait réparti en deux groupes, l'un basé dans la forêt de Mugaba et l'autre dans le parc de Kahuzi Biega. L'objectif des Rasta serait, d'après eux, d'ordre purement économique et servirait avant tout les intérêts personnels de certains officiers FDLR locaux de la 21^{ème} brigade basés à Mirhanda. Cette collaboration ne s'organiserait donc pas au niveau des deux mouvements dans leur ensemble et ne recouvrerait aucun caractère officiel. Elle serait plutôt le fait, côté FDLR, de certains officiers locaux à qui les Rasta fourniraient des femmes (esclaves sexuelles), de l'argent et d'autres biens pillés en échange d'un espace sécurisé dans la forêt de Mugaba. Cette collaboration expliquerait là aussi la passivité des FDLR à l'encontre des Rasta.

La MONUC pense néanmoins qu'au-delà de ces collaborations individuelles, l'ensemble du mouvement FDLR tire avantage de l'insécurité créée par la présence des Rasta: en rendant impossible tout rétablissement de l'autorité étatique dans d'importantes zones de Shabunda, la terreur imposée par les Rasta offre aux FDLR des couloirs non sécurisés qui leur permettent de circuler librement du Sud Sud (Fizi, Uvira et Mwenga) jusqu'à leur état-major de Walikale au Nord Kivu, et cela sans avoir à traverser aucune position FARDC. Du fait de la diminution des exactions commises sur les populations observée depuis le mois de juin 2007 dans la zone de Nindja-Kaniola, la MONUC suppose que les Rasta présents dans la forêt de Mugaba seraient remontés vers le nord suite au dernier massacre perpétré à Kaniola fin mai 2007. Ce retrait serait, d'après le Général de la Brigade du Sud Kivu, le résultat des attaques conjointes MONUC/FARDC menées au mois d'avril 2007 au cœur de la forêt de Mugaba.

Bien qu'elle reconnaisse une certaine différence entre les deux groupes, la MONUC refuse volontairement de distinguer les Rasta des FDLR afin de se ménager un moyen de pression politique sur les FDLR, espérant ainsi que le mouvement politico-militaire se chargera de régler la question des Rasta à son niveau.

Un récent résultat de cette pression politique serait la réaffectation vers le Nord Kivu d'un colonel FDLR de la 21^{ème} brigade qui serait fortement impliqué dans les exactions liées aux Rasta. Ces récentes évolutions lui laissent entrevoir deux scénarios: soit les Rasta vont changer durablement leur position pour rester vers le nord, faute d'un espace sécurisé offert par les FDLR, soit ils vont revenir pour mener un dernier massacre sur un village qui s'apparentera à une sorte d'opération suicide.

Remarquons que la position de la MONUC présentée ci-dessus est relativement nouvelle et contraste fortement avec celle qu'elle a défendue jusqu'au

mois de septembre 2007. Elle affirmait en effet jusque là que les Rasta formaient un groupe de 200 à 300 combattants hutu rwandais qu'il n'était pas possible de distinguer des FDLR.²⁸ Chaque massacre perpétré par les Rasta suivant directement une action menée contre les FDLR par les FARDC et/ou la MONUC, cette dernière resta longtemps convaincue que les deux groupes n'en formaient en fait qu'un seul, et ce malgré les nombreuses – et très insistantes – contestations de ce point de vue par certaines organisations humanitaires.²⁹

3.2. Version des autorités militaires provinciales

La 10^{ème} Région Militaire présente une version du phénomène Rasta proche de celle de la MONUC. Elle perçoit les Rasta comme un groupe de bandits essentiellement composé de déserteurs FDLR mais aussi de quelques Congolais. Comme la MONUC, elle établit un lien clair entre Rasta et FDLR, suivant l'information selon laquelle des éléments Rasta viendraient se faire soigner dans des hôpitaux contrôlés par les FDLR. Elle suppose de ce fait que les Rasta agissent sous le couvert des FDLR, qui vivent à leurs côtés. Les opérations Rasta étant toujours menées par de petits groupes de quatre ou cinq personnes, elle situe en deçà de la centaine les effectifs du groupe.

Du fait de la collaboration qu'elle établit entre Rasta et FDLR, la stratégie de la 10^{ème} Région est prioritairement axée sur la résolution du problème FDLR. Les FDLR une fois partis de ces territoires, il sera selon elle beaucoup plus facile de trouver une solution au problème que posent les Rasta. Dans le cadre de la recherche de solutions au problème des FDLR, la 10^{ème} Région a initié des contacts avec certains hauts responsables militaires FDLR dans l'optique de trouver une solution partagée qui pourrait éviter les combats et les morts inutiles.

3.3. Version de la Société Civile

La version que donne la Société Civile du Sud Kivu repose sur des prémisses et des suppositions très proches de la version populaire décrite plus haut. Elle est néanmoins plus nuancée en ce qu'elle reconnaît une complicité de la part de certaines personnes issues des populations locales ainsi que l'association de bandits congolais au groupe Rasta. Elle peut aussi mettre en cause la faiblesse et le manque d'encadrement de l'armée congolaise et va parfois jusqu'à poser la question d'une certaine implication d'officiers FARDC dans cette insécurité, et ce pour des raisons d'intérêts personnels. Selon cette version, le nœud du phénomène est d'ordre économique et concerne avant tout l'exploitation des carrés miniers et autres ressources locales par les hommes armés, qu'il s'agisse de FDLR, Rasta, bandits congolais issus d'anciens groupes armés ou même encore des FARDC: face aux possibilités de gain qu'offre cette exploitation, les militaires de ces différents groupes s'entendent et collaborent pour des intérêts bien compris.

Mais si des Congolais sont impliqués, c'est surtout sur «la main noire du Rwanda» que cette version insiste le plus, car la plupart de ces filières commerciales mafieuses et illégales aboutiraient au Rwanda. La présence de ces groupes armés étrangers est donc perçue comme étant directement au service du Rwanda: c'est cette dernière assertion qui emporte le consensus au sein de la Société Civile de Bukavu. La grande majorité des tendances de la Société

Civile dénoncent ainsi l'utilisation de ces groupes armés par le Rwanda dans l'objectif d'amener des ressources au pays.

La nature des Rasta peut quant à elle varier entre les différentes sensibilités de la Société Civile, mais les descentes de terrain menées de janvier à juin dans les territoires de Walungu et Kabare par certaines organisations locales, parfois en collaboration avec la MONUC, plaident en faveur d'un lien très clair entre Rasta et FDLR: soit ces deux groupes sont les mêmes, soit ils entretiennent d'étroites relations. Cette affirmation se base essentiellement sur des témoignages de civils locaux qui ont assuré que des Rasta blessés par balles suite à une attaque menée par les FARDC (voir infra) étaient soignés dans des camps FDLR. Les FDLR nient, prétextant qu'il s'agissait de civils. Certains acteurs de la société civile suivant cette ligne prétendent que les Rasta n'existent pas en dehors des FDLR: l'appellation Rasta sert à couvrir les méfaits commis par les FDLR et les hommes armés que l'on retrouve dans les camps Rasta ne sont autres que des FDLR qui y effectuent des rotations. Il s'agit donc dans ce dernier cas d'une stratégie d'approvisionnement strictement FDLR.

Si une part de vérité se retrouve dans les versions de la société civile, certaines se distinguent par un manque de neutralité et d'objectivité tant le ressentiment envers le Rwanda est fort suite aux guerres qui ont frappé de plein fouet la région. Par ailleurs, elles s'appuient en très grande partie sur des informations peu vérifiées, aucune enquête sérieuse basée sur des données précises et détaillées ne venant corroborer ces diverses affirmations.

4. Un groupe fantôme?

Une autre version, que l'on retrouve dans les propos de quelques observateurs indépendants, va aussi dans le sens d'une instrumentalisation des Rasta par le mouvement FDLR, mais va plus loin en ne reconnaissant plus actuellement d'existence au groupe Rasta. Il s'agirait dès lors d'un label qui serait manipulé pour couvrir les exactions des FDLR. Selon certains anciens Maï-Maï de Padiri, deux groupes Rasta se seraient succédés et l'année 2003, avec le processus de paix, constituerait effectivement la charnière entre le premier et le second groupe. Lwizi reste ici aussi un lieu central dans l'histoire des Rasta.

Cette version atteste de l'existence d'un groupe de bandits Hutu rwandais basés dès 2000 à Mulume Munene, qui se faisait appeler Rasta et pillait le bétail de la région. Ce groupe serait issu de dissensions internes aux ALIR,³⁰ mais aurait été neutralisé par les Maï-Maï du Général Padiri basés dans la zone et attentifs à assurer la protection des populations. Avec le processus de paix et afin de pouvoir être reconnu comme entité du Dialogue Inter-Congolais, le mouvement Maï-Maï de Padiri dût se séparer des 2 000 jeunes combattants hutu rwandais qui avaient préféré rejoindre leurs troupes plutôt que celles des FDLR. Ces deux mille hommes auraient été rapatriés au Rwanda en février 2004, mais environ soixante-dix d'entre eux auraient refusé de rentrer au pays et se seraient alors installés à Lwizi.

Ce groupe aurait repris le pseudonyme de «Rasta» et agi de manière indépendante des FDLR, ces derniers refusant de les intégrer dans leurs rangs. Les Rasta auraient vécu du pillage du bétail des populations et auraient encore été rejoints par certains déserteurs FDLR. Vers mai ou juin 2004, une trentaine d'entre eux auraient été rapatriés au Rwanda. Après le démantèlement du Mudundu 40, qui fut décidé suite à l'attaque qu'il mena sur Bu-

kavu en avril 2004, certains de ses survivants auraient rejoint le groupe Rasta qui devint alors très violent. En 2005, une opération conjointe MONUC/FARDC démantela le camp des Rasta. La plupart d'entre eux seraient morts aujourd'hui. Le groupe Rasta n'existerait donc plus en tant que tel.

Cette version est importante dans la mesure où elle introduit l'idée d'une récupération possible du label «Rasta», en l'occurrence ici par les FDLR, et certains officiers en particulier, pour attribuer à ce groupe les exactions commises par leur mouvement. Des officiers FDLR de Chulwe profiteraient ainsi de l'appellation Rasta pour rejeter des actions de pillages sur le dos de ce groupe désormais inexistant, et ce à des fins d'enrichissement personnel. L'accalmie qui s'observe depuis septembre 2007 dans la zone de Kaniola serait ainsi due au fait que le principal officier FDLR responsable de ces actions ait été rappelé au Nord Kivu par sa hiérarchie afin de suivre une formation dans une école militaire FDLR.

Conclusions

La plupart de ces versions – du moins celles ayant une certaine profondeur historique – mettent en exergue un point essentiel: celui de l'enracinement du phénomène Rasta dans un contexte militaire extrêmement mouvant, marqué par les guerres et par la présence d'une pluralité de groupes armés. C'est à une période où des groupes armés se forment et se déforment, s'allient et se séparent, disparaissent et en créent de nouveaux, qu'apparaît un premier groupe Rasta, dont l'origine demeure relativement obscure et contradictoire entre les différentes versions. Le processus de paix vient introduire un changement majeur dans ces dynamiques complexes, changement qui aboutit finalement, avec une plus ou moins grande implication des populations locales selon les versions, à la reconstitution du groupe Rasta et à sa radicalisation. L'année 2003 (ou 2004) est ainsi presque unanimement reconnue comme une année charnière dans l'évolution du phénomène.

Si la fluctuation des effectifs Rasta demeure controversée – certaines versions parlant de cent à deux cents combattants à certaines époques tandis que d'autres ne les font jamais dépasser la trentaine – toutes s'accordent à dire que le groupe est actuellement de taille réduite, avec des effectifs variant de moins de dix à quelques dizaines. Toutes les versions attirent encore l'attention sur les liens entretenus entre les Rasta «première génération» et d'autres groupes armés, que ce soit les Maï-Maï, les FDLR, ou encore les Mudundu 40, ainsi que sur la localité de Lwizi comme lieu d'établissement de ce premier groupe Rasta.

L'occupation de cette localité doit certainement être mise en relation avec la localisation de la ligne de front entre les forces progouvernementales (Maï-Maï et FDLR) et la rébellion du RCD, mais aussi avec les positions occupées par les Maï-Maï et les FDLR. Bien que les objectifs du groupe apparaissent comme étant essentiellement d'ordre économique, au moins une version laisse entendre l'existence d'un objectif politique³¹ relativement peu précis, et éventuellement lié au contexte bien spécifique de l'année 2003 qui consisterait à contester et déstabiliser le processus de paix initié à cette époque. Les points de convergence entre les différentes versions apparaissent donc relativement importants.

Au titre des différences notables, c'est la nature des relations entre les Rasta et les autres groupes (Maï-Maï et FDLR) qui varient selon les versions, cer-

taines à propos de l'origine du groupe, rattachant plutôt les Rasta à un groupe FDLR, d'autres les présentant comme un groupe issu ou très proche des Maï-Maï. Mais c'est surtout la nature actuelle des relations entre FDLR et Rasta qui constitue le principal de la controverse. Trois scénarios sont proposés sur cette question par les différentes versions : un premier scénario consiste à dire que les Rasta n'existent pas (ou plus) et ne seraient plus qu'un label utilisé par d'autres – et principalement des FDLR – pour couvrir leurs crimes. Une autre version affirme que les Rasta existent bel et bien, mais que leur existence tient surtout à leur collaboration avec certains officiers FDLR basés à Mirhanda et Chulwe. Enfin, un dernier scénario défend aussi l'existence des Rasta, mais sans toutefois la conditionner à la seule présence des FDLR.

La possibilité d'une instrumentalisation du label Rasta mérite une attention toute particulière. En effet, l'attribution aux «Rasta» de nombreux crimes dans les zones autour de Walungu et Kabare semble aujourd'hui être devenue relativement courante. La tendance à appeler «Rasta» tout acte de violence perpétré par un groupe de bandits parlant le Kinyarwanda et opérant dans des villages proches de ces zones (comme les récents événements de Katana et de Lwiro, ou des enlèvements ou pillages perpétrés par le passé dans les zones de Bunyakiri ou de Hombo à la lisière du parc de Kahuzi Biega, qui ont tous été attribués par les populations locales, les autorités et même des agences internationales à des «FDLR/Rasta») semble renforcer cette idée.

S'il serait devenu commode pour les populations d'attribuer leurs malheurs à ce groupe mystérieux que l'on sait être violent, cette tendance constituerait certainement aussi un moyen utile pour des bandits locaux de dissimuler leurs actes sous ce couvert «Rasta», «FDLR» ou, plus généralement encore, «Rwandais». La même remarque est valable pour les FDLR, qui peuvent facilement rejeter la responsabilité d'exactions commises par leurs éléments sur les Rasta et ainsi s'en déculpabiliser sans difficultés. Cette tendance à l'amalgame et à l'instrumentalisation du terme «Rasta» servirait à perpétuer la nature floue du mouvement, ralentissant certainement les possibilités de trouver une solution ciblée et durable au problème, et fragilisant considérablement les perspectives de paix au long terme.

Les témoignages recueillis auprès des femmes rescapées apportent quant à eux des éléments solides plaçant non seulement pour une existence bien réelle du groupe Rasta, mais aussi pour une claire distinction entre Rasta et FDLR. Ils ne permettent toutefois pas de trancher la question des collaborations éventuelles entre Rasta et FDLR, ces femmes rescapées, aussi proches des Rasta fussent-elles durant leur détention, n'étant pas forcément tenues informées de tous les contacts et activités réalisés par les Rasta en dehors de leurs camps.

Néanmoins, les versions assurant l'existence d'une collaboration entre les Rasta et les FDLR se butent à plusieurs contre arguments. Premièrement, elles ne parviennent pas à fournir d'explications solides à la localisation très spécifique du phénomène Rasta. Si le phénomène Rasta est une stratégie d'approvisionnement FDLR, pourquoi se limite-t-il à la zone de Ninja-Kaniola alors que les FDLR sont présents en de nombreux autres territoires des Sud et Nord Kivu?

La MONUC résout cette contradiction en reconnaissant que les liens existant entre les deux groupes ne sont le fait que de certains commandants locaux du côté FDLR.

Mais là aussi des non-sens apparaissent. L'argument selon lequel des officiers FDLR utilisent les Rasta pour s'enrichir et se fournir en esclaves sexuelles semble en effet peu fondé: ces officiers contrôlent de nombreuses ressources locales, notamment des carrés miniers, qui leur assurent d'importants revenus à côté desquels les «richesses» susceptibles de leur être apportées par les Rasta apparaissent dérisoires. Ces officiers n'auraient donc aucunement besoin des Rasta pour s'enrichir ou se ravitailler en quelque bien que ce soit.

Renforçant cette idée, les Commandos de Recherche et d'Action en Profondeur (CRAP) qui existent dans la structure militaire FDLR sont des unités officiellement chargées des opérations sensibles, dont les pillages ciblés. Ces CRAP peuvent facilement être récupérés par les officiers pour piller et enlever des filles à leur seul profit. Les témoignages affirmant que des biens pillés par les Rasta sont retrouvés chez des officiers FDLR semblent dès lors peu solides: il est fort possible que ce soit un CRAP qui ait commis le pillage en question et non les Rasta, tout comme il est possible que ce soit effectivement les Rasta qui aient pillé et envoyé des complices revendre ces biens sur un marché local. Par ailleurs, nos enquêteurs n'ont enregistré aucun témoignage auprès des populations, infirmiers ou FDLR de Chulwe affirmant que des Rasta aient été soignés dans des camps ou des hôpitaux contrôlés par les FDLR.

Les hostilités ouvertes qui ont caractérisé les relations entre Rasta et FDLR depuis 2005 nous poussent encore à remettre en cause la fiabilité des données sur lesquelles les allégations de collaboration entre les deux groupes s'appuient. L'argument du «couloir d'insécurité» qu'offre la présence des Rasta aux FDLR, permettant à ces derniers de circuler librement du Sud Sud jusqu'à Walikale (Nord Kivu), n'apparaît pas pertinent, la violence liée aux Rasta étant trop localisée pour constituer un réel couloir reliant le Sud au Nord et les FDLR utilisant d'ailleurs d'autres itinéraires que les axes passant par Ninja-Kaniola pour rejoindre Walikale.

Enfin, rien n'assure que les Rasta aient réellement besoin de la protection des FDLR pour demeurer dans la forêt de Mugaba: si Rasta et FDLR sont présents dans les mêmes zones, un examen plus fin montre que les Rasta sont basés dans la forêt de Mugaba (à l'est de l'axe Kaniola-Ihembe) tandis que les FDLR occupent des territoires situés à l'ouest de ce même axe (Chulwe, Mirhanda). Les FDLR, peu intéressés à risquer leur vie dans des opérations militaires contre un groupe qui ne représente pas une menace pour le contrôle des carrés miniers, pourraient donc se contenter de pourchasser les Rasta uniquement lorsque ces derniers en viennent à se mettre à découvert ou attaquent directement des positions FDLR comme ce fut récemment le cas.

Si le débat concernant les relations entre Rasta et FDLR doit rester ouvert tant les rapports entre groupes armés sont changeants dans un contexte tel que l'est de la RDC, ces différents arguments font primer l'absence de liens clairs et directs entre les Rasta et des officiers FDLR. Il nous semble dès lors réaliste d'affirmer que les Rasta constituent bel et bien un groupe très réduit, distinct des FDLR et n'entretenant aucune collaboration avec ceux-ci, à quelque niveau que ce soit. L'existence du groupe n'exclut toutefois pas que l'appellation Rasta puisse être récupérée par des bandits, FDLR ou autres, afin de semer la confusion autour des réels auteurs des exactions.

Plus que de déterminer laquelle des différentes versions est la plus correcte ou la plus plausible, notre objectif était plutôt d'insister sur la grande

difficulté de circonscrire de manière précise ce qu'a été et ce qu'est actuellement le phénomène Rasta, et d'essayer à notre niveau de dégager des éléments crédibles et réalistes permettant d'amener un peu plus de lumière sur la question. Au-delà de la controverse, la manière dont le phénomène Rasta se manifeste concrètement dans la région de Ninja-Kaniola apporte une série d'éléments qu'il est plus difficile de remettre en question et à partir desquels quelques certitudes supplémentaires peuvent être dégagées.

II. AU-DELA D'UN PHENOMENE

Déjà touchées par deux guerres entre 1996 et 2003, les populations de Nindja et Kaniola ont eu à subir un niveau de violence particulièrement élevé depuis l'apparition du phénomène Rasta dans leur zone. Alors que certaines versions affirment que le mouvement Rasta s'est radicalisé à partir de 2003, c'est sans conteste au cours de l'année 2005 que les plus fortes violences se sont manifestées. A cette époque, massacres, viols, enlèvements et pillages se sont multipliés, faisant de cette région l'une des plus insécurisées du Sud Kivu. L'impact de cette violence ne se limite pas à des problèmes de protection des populations, mais a des conséquences politiques, sociales et économiques graves.

1. Une violence extrême

L'émergence du phénomène Rasta a marqué une forte détérioration de la sécurité des populations de la zone de Nindja-Kaniola. L'année 2005 en particulier marque une très forte montée de la violence, en comptant pas moins de trois massacres de grande ampleur. Selon des données transmises par la MONUC, un premier massacre mené en mai 2005 dans le village de Ihembe, aurait coûté la vie à 20 personnes. Deux mois plus tard, en juillet, 47 personnes, dont des femmes et enfants, ont été brûlées vives dans le village de Mamba, à Kalonge. Début octobre enfin, 25 personnes ont été tuées dans le village de Mugombe et ses environs. Si l'année 2006 marque une certaine accalmie dans les violences, en 2007 Kaniola a à nouveau été la cible d'un massacre qui a emporté la vie de 17 personnes dans la nuit du 26 au 27 mai.

Outre les massacres et des assassinats plus isolés attribués aux Rasta, les personnes blessées, enlevées, violées et torturées sont très nombreuses dans la zone, mais difficilement dénombrables: le bureau de la Société Civile de Walungu comptabilise plus d'une centaine de victimes de violences (enlèvements, viols, mauvais traitements) en deux ans pour les villages proches de Nindja et Kaniola, tandis qu'une ONG rapporte plus d'une dizaine d'assassinats, une centaine de cas de violences sexuelles et près de 80 enlèvements pour la seule période de janvier à juillet 2005 à Walungu.

D'après les témoignages reçus des populations locales, le mode opératoire des violences attribuées aux Rasta est toujours le même: elles sont menées par un groupe restreint, souvent de quatre à six personnes, les nuits de pleine lune afin de ne pas avoir à utiliser de lampes torches risquant de les faire repérer. Le groupe emprunte apparemment les cours d'eau ou les versants des collines pour se déplacer et bénéficie de l'aide de certains complices au niveau des villages. Parmi ces actions de violence, on peut distinguer différents types d'opération que subissent les populations. Celles-ci se recouvrent largement et ne sont pas exclusives les unes des autres.

Les tueries perpétrées par les Rasta sont généralement des actions menées en représailles aux tentatives de nuire aux intérêts économiques ou sécuritaires du groupe. Elles sont de ce fait ciblées sur des villages et des personnes en particulier. Il en est ainsi pour la plupart des massacres commis par les Rasta à Kaniola et à Nindja. Si une première explication du massacre de mai 2005 de Ihembe, durant lequel une vingtaine de personnes ont été tuées dans une grande violence, a déjà été donnée plus haut, un second point de vue,

qui peut s'avérer complémentaire au premier, explique ce massacre par la réticence des populations de ce village de fournir les récoltes de vivres demandées par les Rasta.

Le massacre d'octobre 2005 à Mugombe et environs, durant lequel 25 personnes ont été tuées, a ciblé des personnes qui avaient participé à un conseil de sages organisé dans l'objectif de dissuader une femme de continuer à commercer avec le groupe Rasta. Quelques semaines après la réunion du conseil, la plupart de ses participants, membres de la famille de la complice inclus, ont été massacrés. Quant au récent massacre de mai 2007, qui aura fait 17 morts, c'est une action militaire menée par les FARDC au mois d'avril qui en serait le point de départ. Afin de localiser le camp Rasta, les FARDC auraient utilisé une femme rescapée des Rasta comme guide dans la forêt de Mugaba. Mené en représailles à cette attaque, le massacre qui s'en est suivi un mois plus tard a ciblé les membres de la famille de cette femme rescapée, qui constituent une importante partie des personnes assassinées (six sur les dix-sept).

Ces massacres et tueries sont toujours caractérisés par une violence extrême et peuvent s'accompagner de viols collectifs et/ou publics dont l'objectif d'humiliation et de destruction du tissu social familial et communautaire est évident. Il est difficile de croire qu'une telle barbarie, qui manifeste une réelle volonté d'instaurer la terreur parmi les populations, soit purement gratuite. Notons encore que de telles actions ne sont pas exclusivement ciblées sur les populations civiles: en date du 6 mars 2006, les Rasta ont directement défié les FARDC en enlevant la femme d'un militaire au camp de Karhuliza à 4 km de l'état major de Kaniola.

Les Rasta enlèvent également des personnes, hommes, femmes ou enfants dans l'objectif d'en exiger une rançon de plusieurs centaines voire milliers de dollars aux familles. Selon les témoignages de rescapés, les personnes enlevées sont gardées prisonnières dans des camps de captivité prévus spécifiquement à cet effet. Les prisonniers sont soumis à des traitements dégradants, systématiquement torturés, et violés s'il s'agit de femmes. Ils sont généralement ligotés aux arbres et parfois blessés au couteau au niveau des membres afin de ne pas pouvoir fuir. Des viols collectifs sont régulièrement commis sur les femmes. Le temps de captivité d'un prisonnier peut se prolonger pendant plusieurs mois. Les prisonniers qui n'ont plus d'utilité pour les Rasta sont exécutés, de sorte que, d'après nos témoignages, les cadavres et squelettes s'amoncellent dans ces camps de captivité. Ces exécutions peuvent se dérouler dans d'atroces souffrances pour les victimes et ce publiquement, à la vue des autres captifs.

Les Rasta enlèvent également des jeunes femmes généralement non mariées dans l'objectif de les emmener de force comme «épouses» (ou esclaves sexuelles) dans leur camp de retranchement. Selon les femmes rescapées du camp Rasta, ces «épouses» sont choisies par les Rasta en fonction des informations données par leurs complices. Si l'une d'elles ne convient pas, elle est tuée. Il s'agit d'«épouse» individuelles pour les Rasta, chaque Rasta ne vivant qu'avec une seule femme dans sa tente. Il n'y a pas non plus d'échanges de femmes entre les Rasta ni de viols collectifs sur ces femmes, à l'inverse de celles qui sont retenues comme otages en vue d'être échangées contre une rançon.

Les Rasta ne gardent ces «épouses» qu'un temps, et les ramènent systématiquement à leur village une fois que celles-ci sont enceintes et que leur

grossesse arrive à terme. D'après les témoignages des femmes rescapées, aucune information sur un cas d'«épouse» assassinée n'a été signalée. Ces femmes sont parfois menacées et battues par leur «mari» rasta. S'ils ne semblent pas vouloir s'encombrer d'enfants dans leur camp, les Rasta restent étonnement attentifs par la suite au sort qui est réservé à ceux-ci et menaceraient les familles tentées de se débarrasser de tels enfants illégitimes en les éloignant du village ou en les assassinant.

2. Prise en otage des villages: collectes de rations alimentaires

Par le passé, afin d'assurer leur approvisionnement en denrées alimentaires et en plus des richesses pillées ou rançonnées aux populations, les Rasta forçaient ces dernières à organiser des collectes de vivres. Ils menaçaient simplement les chefs de village de représailles s'ils refusaient de contribuer aux collectes. Des chefs de groupement ayant refusé d'obtempérer furent tués, et des actions de représailles furent menées contre les villages des chefs ayant préféré fuir ou s'opposer. Ces collectes étaient organisées sur base hebdomadaire pour chaque village, sommé de fournir aux Rasta 50 kilos de farine de manioc, deux mesures de haricots ou bien deux dollars, mais aussi de l'eau et du bois de chauffage.

Les populations devaient déposer ces collectes en des endroits précis, proche de la forêt afin d'être facilement accessibles aux Rasta: il s'agissait du village de Bishaka pour les villages proches de Nindja, et des villages de Mbuba et Cindubi pour les villages proches de Kaniola. Les Rasta ne sont pas le seul groupe à avoir utilisé la collecte de rations comme moyen d'approvisionnement: les Maï-Maï l'avaient fait en leur temps, et les FDLR recourent encore aujourd'hui à cette pratique.³² Le mode opératoire des collectes imposées par les Rasta variait cependant quelque peu de celui des FDLR, principalement du fait que les FDLR imposaient la collecte dans les villages où leur présence et leur contrôle étaient effectifs, tandis que les Rasta soumettaient à la collecte des villages où ils n'étaient plus présents, puisque retranchés dans la forêt.

Le premier village à se plier à ces collectes fut celui de Bishaka, qui demeure aujourd'hui encore une plaque tournante pour les échanges entre les Rasta et leurs complices. Ce village a par ailleurs été vidé de sa population, celle-ci ayant fui vers Kahira. Ce ne sont pas moins de 18 localités qui, dans la crainte de représailles, ont participé à ces collectes.³³ Il est important d'insister sur le caractère collectif et institutionnalisé de ces collectes: impliquant directement l'autorité coutumière ainsi que tous les habitants du village, elles marquent la soumission de la communauté tout entière au groupe armé.

Ces collectes ont aujourd'hui cessé et ce depuis plusieurs mois. Parmi les raisons, variables selon les villages, et d'après les témoignages des acteurs locaux, on peut citer l'appauvrissement généralisé des populations qui n'ont plus accès à leurs champs du fait de l'insécurité ainsi que la fuite et l'assassinat de certains chefs ayant coupé les Rasta d'un interlocuteur unique au niveau des villages. Le renforcement des troupes FARDC (déploiement du 112ème bataillon du Major Antoine à Nzibira) et le changement de stratégie des FARDC à l'encontre des Rasta (attaques directes menées par le colonel Fokker Mike) ont aussi eu un effet sur l'organisation de ces collectes. Enfin, les FDLR ont changé d'attitude par rapport à l'insécurité créée par les Rasta,

celle-ci nuisant à leurs propres intérêts. Ils ont ainsi interdit aux populations de continuer à contribuer aux collectes destinées aux Rasta, du fait que, appauvries par l'insécurité, elles ne parvenaient plus à assurer en même temps les contributions pour les FDLR.

3. Un vide politique sans précédent

L'insécurité engendrée par la présence des Rasta a eu, sur le plan politique, des conséquences importantes qui se traduisent principalement par un vide d'autorité au niveau local. Ce délitement de l'autorité politique locale a surtout touché les chefs coutumiers, mais aussi dans une moindre mesure les représentants de l'administration publique. Les chefs de village ont en effet subi de plein fouet la présence des Rasta notamment du fait de l'imposition des collectes de rations alimentaires qui devaient être organisées au niveau des chefs coutumiers, représentant l'autorité du village.

L'imposition brutale de ces collectes et l'assassinat des chefs et personnes refusant de s'y soumettre ont contribué à créer une certaine psychose parmi les autorités coutumières locales. Par ailleurs, et bien qu'elles aient éventuellement pu empêcher la multiplication des actions de représailles contre les populations, les collectes de rations n'ont pas permis de rétablir une stabilité sécuritaire dans la zone, les Rasta continuant à piller, enlever, violer et tuer. Dépassés par tant d'insécurité, de nombreux chefs coutumiers ont préféré fuir leur village pour gagner des lieux plus sûrs, abandonnant les populations à leur sort et se discréditant auprès d'elles pour leur incapacité à assumer leurs responsabilités. D'autres encore sont allés bien au-delà de l'organisation des collectes de vivres et sont devenus de véritables complices des Rasta.

Cette décharge des chefs coutumiers de leurs responsabilités et de leur autorité a eu des conséquences de plusieurs ordres. Elle a d'une part ôté les populations de leur représentant local ainsi que de l'autorité à laquelle elles pouvaient s'en remettre pour envisager les différentes pistes de solution possibles pour résoudre ou s'accommoder au mieux de ce problème de sécurité. Les chefs coutumiers jouent en effet un rôle important dans les discussions avec les autorités civiles (administration) et militaires locales lors desquelles les actions envisageables pour améliorer la situation peuvent être discutées.

D'autre part, en retirant aux villageois ce représentant qui joue un rôle clé dans les relations et les tensions éventuelles entre villages, la fuite des chefs a contribué à l'émergence d'accusations de complicité entre les ressortissants des différents villages. Un climat de suspicion s'est installé entre les villages sans que les chefs, personnes habilitées à apaiser ces tensions, ne soient à même d'intervenir. Ayant une forte ascendance sur les populations rurales, celles-ci n'ont désormais plus d'autorité morale à laquelle se référer. Ce vide d'autorité politique locale engendré par la persistance de la présence des Rasta dans la région a eu en retour, de par les facteurs susmentionnés, un effet aggravant sur l'insécurité dans la zone. Si ce vide perdure dans le temps, les risques de voir éclater des conflits meurtriers opposant les populations des différents villages sont élevés.

4. Vers la déliquescence du tissu social

Les retombées sociales des actes de violences des Rasta subies par les populations sont d'autant plus désastreuses qu'elles se marquent à plusieurs niveaux. La violence et l'insécurité ne frappent pas seulement des individus mais ont

aussi de graves implications au sein même des familles, ainsi qu'au niveau de l'ensemble de la collectivité et des relations entre les villages de la région. Aussi certaines stratégies Rasta semblent avant tout viser une destruction profonde du tissu social local dans son ensemble. Outre les séquelles physiques et psychologiques qui accablent les victimes des Rasta du fait des mauvais traitements qu'elles subissent, tels que menaces, tortures et viols, les personnes enlevées, et les femmes plus particulièrement, souffrent d'un grave rejet social de la part de leur communauté.

Les femmes violées sont presque systématiquement rejetées par leur mari et marginalisées par le reste de la communauté. Perçues comme souillées et donc objet de honte par leur entourage, elles n'ont d'autres choix que de s'exiler du village, souvent avec leurs enfants à charge et doivent alors faire face à de graves problèmes économiques. Leur avenir est dès lors sérieusement compromis. Notons toutefois que certains maris, à l'issue d'une prise en charge psychologique adéquate, ont eu le courage de continuer à vivre avec leur épouse et ont pu dépasser la honte et le dégoût attachés à la personne victime de viol.

Les viols commis en public, devant les membres de la famille de la victime, brisent d'une manière plus violente encore les foyers qui se voient soumis à une humiliation aussi barbare et brutale. En s'attaquant directement à la famille, cellule sociale fondatrice du groupe, c'est à l'ensemble de la communauté que les Rasta s'en prennent et qu'ils visent à déstructurer.

Les femmes gardées comme «épouses» pendant plusieurs mois par les Rasta souffrent elles aussi, et plus sévèrement encore que les femmes enlevées, du rejet social. N'étant généralement pas mariées au moment de leur enlèvement, elles n'en sont pas moins rejetées par leur propre famille. Objets de toutes les moqueries, elles se voient devenir la risée des voisins et de l'ensemble du village, lorsqu'elles ne sont pas accusées de continuer à entretenir des relations de complicité avec les Rasta ou encore de s'être enrichies sur le dos des populations durant leur séjour dans leur camp. Certaines sont de ce fait persécutées (arrestations, intimidations) par les autorités ou par les populations, et peuvent même être traquées jusque dans les lieux où elles ont trouvé refuge (Walungu, Bukavu ou ailleurs) par les complices des Rasta qui les menacent de mort pour avoir osé parler ou fuir le village et se mettre ainsi hors de contrôle du groupe armé.

Ces femmes, comme leur famille, peuvent être victimes de représailles de la part des Rasta qui les accusent et les punissent de les avoir trahis auprès des forces de sécurité (FARDC, MONUC, comité de vigilance). Cette stigmatisation touche aussi les enfants des femmes rescapées. Les enfants nés de ces relations illégitimes ne sont pas facilement acceptés au sein des familles. Le rejet est perceptible au niveau même des parents les plus proches, certains allant jusqu'à proposer le meurtre de ces enfants. Dès le bas âge, ceux-ci sont victimes d'une ségrégation identitaire qui ne présage rien de bon pour leur future intégration sociale. L'avenir et le sort de ces enfants, comme celui de leurs mères, sont de ce fait plus que préoccupants.

Ces phénomènes de stigmatisation ne s'attachent pas uniquement aux victimes des Rasta, mais se sont aussi greffés au niveau de villages entiers, certains villages étant considérés par d'autres comme alliés aux Rasta. Tel est par exemple le cas des villages de Mbuba 1 et 2, Cindubi, Nabishaka et Bishaka. L'insécurité vécue par les uns n'est ainsi plus seulement attribuée à

la présence du groupe Rasta mais aussi à la complicité de villages entiers. De nouvelles tensions apparaissent entre les ressortissants de ces différents villages, provoquant une conflictualité qui n'existait pas auparavant et qu'aucun mécanisme local ne semble prompt à apaiser, notamment du fait de la déresponsabilisation et de la fuite des chefs coutumiers. Au-delà des villages, un climat de malaise a atteint certains groupements: c'est le cas des Groupements de Kaniola (Walungu), Luhago et Ihembe (Kabare) qui s'accusent mutuellement de collaboration avec les Rasta.

Malgré ces conséquences au niveau social, on peut encore remarquer, par endroits, la persistance d'une solidarité entre paysans, des familles se rejoignant pour passer la nuit ensemble en vue de mieux se protéger contre les incursions des Rasta.

5. Retombées économiques

Les implications économiques de l'insécurité sont très importantes pour la région, à tel point qu'elles aussi contribuent à attiser un climat conflictuel entre les populations des différentes localités. Au titre de ces conséquences, on peut citer la suspension par les autorités provinciales du trafic routier (commercial et autres) pour les véhicules entre Nzibira et Shabunda ainsi qu'entre Nindja et Kaniola pour des raisons de sécurité. En 2005, le marché de Cindubi fut fermé pendant deux mois par les autorités locales pour les mêmes raisons. Ces interdictions entraînent un grave manque à gagner pour les commerçants comme pour les paysans locaux. Cet arrêt des échanges économiques a par ailleurs provoqué certains incidents, par exemple entre la population de Shabunda et celle de Nindja et Ngweshe au mois de juillet 2007: la population de Shabunda (Rega) accuse celle de Ngweshe et Nindja (Bashi) d'avoir interrompu le trafic routier pour freiner le développement de Shabunda, tandis que la population de Nindja menace de suspendre la vente du manioc et autres produits vivriers à la population de Ngweshe (Kaniola), estimant que Kaniola a fermé le trafic commercial du bois et de braises sur le tronçon Ihembe-Kaniola-Walungu-Bukavu pour les appauvrir.

La fermeture de ces axes commerciaux, en plus d'avoir comme conséquence directe de contribuer à l'appauvrissement des populations, favorise l'émergence de tensions sociales néfastes à une cohabitation apaisée entre communautés. L'insécurité liée aux Rasta a par ailleurs coupé l'accès des populations aux champs se trouvant à proximité de la forêt de Mugaba, utilisés pour la culture de pommes de terre, de haricots et de manioc, autant de cultures commerciales permettant aux populations de se procurer des ressources monétaires. D'autres activités économiques menées en forêt (telle que la coupe de bois, la production de braises, de planches, etc.) ont aussi été touchées de plein fouet, occasionnant une diminution des revenus des populations riveraines de la forêt. Enfin, le pillage des récoltes et des maisons, comme le tribut imposé jusque récemment aux populations par les Rasta, pèsent aussi sur celles-ci en termes économiques.

Les conséquences multidimensionnelles

Si l'existence du phénomène Rasta est avant tout un problème d'ordre sécuritaire qui s'avère extrêmement grave pour la protection des populations de Nindja et Kaniola, l'analyse de ses manifestations nous montrent qu'il ne peut être réduit à cette seule dimension. La présence des Rasta, outre d'avoir

provoqué des massacres et violences d'une barbarie sans précédent dans la zone, a aussi engendré un vide politique majeur au niveau local, qui se traduit par la fuite des chefs coutumiers, et par là une certaine perte de références.

Une seconde conséquence de grande importance réside dans la déstructuration sociale qu'a provoqué le phénomène en attaquant directement la cellule sociale de base de la communauté, la famille, ainsi qu'en créant un climat de terreur et de suspicion généralisé mais aussi des processus d'exclusion et de stigmatisation à l'encontre de personnes déjà gravement traumatisées. Il met très fortement à mal les relations personnelles, familiales et inter-villageoises. Enfin, l'insécurité a des retombées négatives au niveau économique, retombées qui détériorent davantage encore les relations entre communautés.

L'analyse des manifestations du phénomène Rasta permet donc de mettre en évidence le caractère multidimensionnel de celles-ci: c'est l'ensemble du système social dans lequel s'insère ce phénomène qui s'en trouve affecté. Se marquant au niveau personnel comme collectif, dans les sphères sociales, politiques et économiques, le phénomène Rasta, par le degré de brutalité et de violence qu'il déploie, traverse tous les secteurs et toutes les sphères de l'environnement social dans lequel il évolue.

Malgré cela, l'analyse de ses manifestations n'épuise pas la complexité du phénomène. Il demeure en effet nécessaire de comprendre ce qui a permis, au sein de ce système social, de faire en sorte qu'émerge et se perpétue le phénomène Rasta. Si l'on peut dire qu'il est, d'une manière ou d'une autre, connecté à toutes les sphères de l'environnement social, le phénomène Rasta est aussi le fruit d'une conjonction de nombreux facteurs – et acteurs – qui en ont permis la création, l'existence et le maintien jusqu'à aujourd'hui. C'est de cette conjonction de facteurs et d'acteurs dont il est question dans la partie suivante.

III. LES RASTA PRODUITS D'UN SYSTEME

Une approche systémique du phénomène Rasta permet de resituer celui-ci dans la problématique plus globale de la sécurité et de la protection des populations, mais aussi de rendre compte du rôle joué par une pluralité de facteurs et d'acteurs dans l'insécurité prévalant dans la zone de Ninja et Kaniola. Telle approche se pose à l'encontre d'une vision isolée du phénomène Rasta et d'une explication causale linéaire et simpliste de l'insécurité qui en attribuerait l'entièreté de la responsabilité aux Rasta. Elle cherche de ce fait à identifier et à comprendre ce qui a rendu et continue encore aujourd'hui à rendre possible le phénomène Rasta, en le resituant dans le système socio-politique plus large dans lequel il évolue et en le connectant à l'ensemble des éléments de ce système. Les éléments clés de l'architecture de ce système sont abordés ici.

1. Un contexte politico-militaire volatile

L'apparition du groupe Rasta dans la zone de Kaniola et de Ninja en territoire de Walungu et Kabare est intimement liée à l'histoire régionale et au génocide rwandais de 1994. A cette époque, plus d'un million de réfugiés Hutus rwandais rejoignent l'est du Zaïre, parmi lesquels quelques 30 à 40 000 miliciens Interahamwe³⁴ et 20 à 25 000 FAR,³⁵ génocidaires et armés. Au Sud Kivu, les camps de réfugiés sont installés dans les territoires situés le long de la frontière avec le Rwanda, dans la Plaine de la Ruzizi en Territoire d'Uvira, ainsi que dans les territoires de Kalehe, Kabare et Walungu. Dans le territoire de Walungu, les réfugiés s'installent à Muku, Mushweshwe, Nyamirangwe, Bideka, Murhali, Izirangabo, Bulonge et Cimanga. Certains de ces camps se trouvent dans le Groupement de Kaniola et ses environs.

Fortement déstabilisé par cette arrivée massive de réfugiés, l'Etat Zaïrois, déjà dans un état de déliquescence avancé, doit ensuite faire face à deux guerres successives, dans lesquelles les voisins rwandais et ougandais jouent un rôle central. Le régime en place ne s'en remettra pas: la première guerre de 1996 chasse Mobutu du pouvoir pour y placer un vieux maquisard, Laurent-Désiré Kabila, qui rebaptise le pays République Démocratique du Congo, tandis que la seconde guerre (1998-2003) aboutit à la scission du pays en trois parties. Le gouvernement de Kinshasa de Laurent-Désiré Kabila ne contrôle alors plus que la partie ouest du pays, le nord étant aux mains de la rébellion du MLC (Mouvement de Libération du Congo, soutenu par l'Ouganda) et l'est sous contrôle du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie, soutenu par la Rwanda). Avec la guerre, les forces armées se multiplient et les dynamiques militaires se complexifient.

Alors qu'au niveau national, les FAZ (Forces Armées Zaïroises) sont mis en débandade par l'AFDL (1996) et deux rébellions se taillent une place de choix dans le territoire (1998), à l'est, les mouvements Maï-Maï apparaissent,³⁶ créés par les populations locales pour lutter contre l'« envahisseur » rwandais. Enfin, le mouvement politico-militaire FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) s'organise dans l'objectif de rassembler un maximum de réfugiés Hutu rwandais pour renverser le nouveau régime du Kigali. Ces derniers parviennent à constituer une armée de plus de vingt mille hommes, contrôlant de nombreux territoires des Nord et Sud Kivu ainsi que du nord Katanga. Maï-Maï et FDLR, tous deux hostiles à la rébellion

du RCD, collaborent alors pour lutter contre ceux qu'ils perçoivent comme «l'occupant rwandais».

Ce nouveau contexte politico-militaire, qui prend lui-même place dans un État zaïrois en bout de course, est avant tout marqué par son instabilité et sa volatilité: de nombreux groupes armés apparaissent au fil du temps et des opportunités d'enrichissement par les armes, tandis que d'autres rébellions se scindent et se rescindent à nouveau en fonction des retournements d'alliance et, là aussi, des intérêts des uns et des autres. Les différentes versions relatées ci-dessus mettent d'ailleurs en évidence l'importance des dynamiques inter et intra groupes armés dans l'évolution et la perpétuation du phénomène Rasta.

L'absence, consécutive à ce contexte, de toute autorité stable et permanente joue un rôle important dans les possibilités d'établissement d'un groupe aussi violent que les Rasta. Or, et malgré la tenue d'élections au cours de l'année 2006 et la mise en place de nouvelles institutions nationales, l'État n'a toujours pas su rétablir son autorité en certaines zones du territoire, particulièrement à l'est, et de nombreux facteurs continuent encore de l'en empêcher actuellement. Parmi ces facteurs, une impunité généralisée, la persistance de la présence de plus de 6 000 combattants FDLR, des zones très difficilement accessibles de par leur enclavement (densité des forêts et absence de routes) et une armée nationale faible.

2. Une impunité généralisée

Les nombreux dysfonctionnements des institutions judiciaires congolaises et le climat d'impunité généralisée que ceux-ci entraînent offrent une grande liberté de manœuvre aux criminels en tout genre et notamment aux Rasta et à leurs complices. D'après nos informations, certains complices ont déjà été interpellés et arrêtés par les FARDC, ou même par les FDLR, et transmis à la 10^{ème} Région Militaire pour y être jugés. Faute de personnes se constituant partie plaignante à leur encontre et d'informations solides pour constituer un dossier à leur charge, ces complices sont rapidement relâchés sans avoir été jugés et peuvent alors reprendre leur collaboration avec les Rasta. Les mêmes remarques sont valables lorsque des combattants étrangers qui se sont rendus coupables de crimes contre les populations rejoignent le DDRRR pour être rapatriés au Rwanda par la MONUC.

Si des présomptions existent, la MONUC doit transmettre la personne à la 10^{ème} Région pour enquête et interrogatoire. Ce qui, pour les mêmes raisons, n'aboutit à peu près jamais à des condamnations. Il se peut donc que des Rasta responsables de très graves exactions se rendent au DDRRR et qu'ils soient rapatriés au Rwanda sans nullement être inquiétés par des procédures judiciaires. Néanmoins, d'après un responsable DDRRR, la MONUC n'aurait eu qu'un seul et unique cas de Rasta à rapatrier. L'enquête de la 10^{ème} Région détermina que ce dernier n'avait été qu'un porteur au service du groupe et n'avait pas participé activement à ces crimes. Ce «délabrement» des institutions judiciaires congolaises, lui aussi conséquence d'un contexte politique zaïrois marqué par des décennies de corruption et de clientélisme, joue donc un certain rôle dans les possibilités de perpétuation du phénomène Rasta.

3. Une armée nationale en cours de constitution

Les deux guerres successives et la présence de deux rébellions ont bien entendu eu un impact très néfaste sur l'état des forces armées congolaises, de

sorte que l'armée nationale demeure aujourd'hui encore relativement faible en regard de ses compétences militaires, de sa cohésion et de sa discipline. L'actuelle armée des FARDC est le fruit d'un difficile processus de brassage, d'ailleurs encore en cours, entre différentes forces, parfois adverses, qui ont émergé à partir de 1998: les FAC (Forces Armées Congolaises) de Joseph Kabila, les militaires du MLC, les militaires du RCD-Goma, ceux du RCD-National, ceux du RCD-K/ML³⁷ et finalement les Mai-Mai.

Un total de 240 000 combattants³⁸ devait passer par le programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), afin de former une armée intégrée de 100 à 125 000 militaires, le reste des hommes devant réintégrer la vie civile. Mais le processus de brassage a pris beaucoup de retard: s'il prévoyait de créer dix-huit brigades de 3 500 hommes chacune à l'horizon du 30 avril 2006, seules quinze d'entre elles étaient intégrées au début de l'année 2007.³⁹ Sur le plan qualitatif, les résultats escomptés n'ont pas non plus été atteints: les militaires brassés continuent de commettre de nombreuses exactions sur les populations et constituent souvent une menace à la sécurité des civils.

Le contexte militaire national se répercute inévitablement sur la situation de Walungu et Kabare. Jusqu'en 2005, les troupes FARDC présentes à Walungu n'étaient pas brassées. Si les militaires congolais déployés dans la zone de Nindja-Kaniola appartiennent aujourd'hui à la 11ème brigade intégrée, certaines de leurs caractéristiques continuent de poser problème pour la réalisation de leur mandat de protection des populations civiles, faiblesses qui ne font que refléter l'état général de l'armée congolaise. Aussi est-ce une longue série de manques qui est le plus à même de définir les FARDC déployés à Kaniola: manque d'effectifs, de moyens matériels, de rémunération, de discipline, d'esprit de corps, de compétences en matière militaire.

Au niveau des effectifs déployés localement, seuls deux bataillons de la 11ème brigade intégrée sont présents dans la zone de Nindja-Kaniola, alors que les officiers n'hésitent pas à affirmer que c'est une brigade entière qui serait nécessaire pour assurer la sécurité des populations du territoire. Ayant son état-major à Shabunda, la 11ème brigade a basé son 112ème bataillon à Nzibira, ce dernier étant déployé jusqu'à Luhago, et son 113ème bataillon à Kaniola-centre, avec un déploiement jusqu'à Ihembe. Outre un manque d'effectifs, les mauvaises conditions d'existence des FARDC réduisent fortement leur capacité de protection des populations et les possibilités d'apporter une réelle solution au phénomène Rasta.

Les camps des FARDC ressemblent à des camps de réfugiés dans lesquels les conditions de vie et d'hygiène sont exécrables. Les salaires mensuels et les rations alimentaires des hommes s'avèrent dérisoires face à leurs besoins et à ceux de leurs familles (femmes et enfants) qui vivent avec eux dans ces camps.

Les hommes manquent encore d'équipements de base tels que chaussures et uniformes.⁴⁰ La précarité de leur situation amène parfois, voire souvent, les militaires FARDC à se compromettre dans des exactions (vols et pillages) et autres tracasseries commises sur la population civile, contribuant d'autant à renforcer le climat d'insécurité.

Le même constat peut être tiré au niveau logistique: les FARDC manquent de matériel tel que des moyens de déplacement en bon état. A titre d'exemple, le 112ème bataillon de Nzibira ne dispose que d'une jeep et d'un camion, tous

deux en panne au moment de l'enquête (août 2007), ainsi que d'une moto dont l'approvisionnement en carburant n'est pas garanti.

Dans ces conditions, les FARDC se voient obligés de se déplacer à pied, ce qui ne va pas sans considérablement ralentir leur capacité de réaction lors d'attaques menées contre les villages. Sur le plan tactique, la position des camps des FARDC à Kaniola n'est pas faite pour les avantager: situés dans la vallée, en aval de la forêt où sont basés les Rasta, leur emplacement ne permet pas une intervention appropriée lorsque les Rasta sortent de la forêt pour commettre des forfaits dans les villages. Venant de l'amont de la vallée, ces derniers peuvent facilement observer les mouvements et positions FARDC et anticiper leurs actions. Par ailleurs, les Rasta ont encore l'avantage sur les FARDC de connaître parfaitement le milieu et d'être plus habitués à son relief.

La présence FARDC à Kaniola se caractérise depuis mars 2007 par le déploiement d'un groupement des opérations sous le commandement du colonel Albert Kahasha dit Fokker Mike. Les unités d'un groupement des opérations ont la particularité de dépendre de leur commandement de groupement pour les aspects opérationnels tandis qu'elles restent sous leur commandant d'origine sur le plan administratif. Dans le cas de Fokker Mike, ses unités lui proviennent des bataillons de la 11^{ème} brigade. Le recours à un groupement des opérations se réalise dans l'objectif d'une meilleure couverture militaire du territoire, dans le cas de zones trop vastes couvertes par un seul commandement ou encore suite au rappel de certaines unités pour rejoindre le brassage. Un groupement des opérations permet alors de scinder le commandement pour une plus grande effectivité de la présence militaire sur terrain.

La décision de déployer le Colonel Fokker Mike à Kaniola est certainement politique. Les populations locales de Nindja-Kaniola et la société civile de Bukavu ont joué un rôle important en faisant pression sur les autorités militaires et civiles (le gouvernement) pour envoyer ce fils du milieu à Kaniola. Membre de la famille royale locale, ancien du RCD et du Mudundu 40, Fokker Mike est bien connu des populations locales et de la société civile, notamment pour la bravoure dont il aurait, d'après eux, fait preuve lors de la prise de Bukavu par les éléments de Nkunda et Mutebusi en 2004. Fokker Mike aurait été expressément affecté à Kaniola pour mettre un terme au problème Rasta, notamment du fait de sa bonne connaissance du terrain.⁴¹

D'après certaines sources, il aurait joué un rôle non négligeable dans les opérations conjointes menées à la mi-avril 2007, ayant lui-même mené les attaques contre le camp des Rasta au cœur de la forêt de Mugaba. Il aurait encore installé des hommes en certains coins stratégiques de la forêt et mené des attaques contre les Rasta en juillet. Au total, au cours de ces différentes attaques, cinq Rasta auraient été tués par les FARDC.⁴² Certaines informations laissent deviner l'existence de tensions entre les différents officiers FARDC déployés dans le Territoire de Walungu, qui seraient notamment en rapport avec les soutiens politiques et les intérêts propres aux différents officiers.

La dualité de commandement qu'entraîne le déploiement d'un groupement des opérations est sans doute susceptible d'attiser davantage ces rivalités, ce qui fut le cas pour Fokker Mike, certains officiers locaux ayant par exemple refusé de lui fournir des hommes pour les opérations qu'il devait mener. Ces difficultés n'aident pas à la mise en place de stratégies conjointes et coordonnées au niveau des différents commandements et risquent d'entraîner des dif-

difficultés supplémentaires dans la prise en charge de la sécurité des populations et du phénomène Rasta.

4. MONUC ou les difficultés d'assurer un mandat de protection des populations

La MONUC est essentiellement présente à Kaniola à travers le déploiement de plusieurs Mobile Operational Bases (MOBs), dont le nombre a varié au cours du temps en fonction du degré d'insécurité dans la zone. À la fin du mois de mars 2007, quatre MOBs avaient été déployées (à Nabishaka-Muwirama, Cindubi, Nzibira et Budodo) pour faire face à la montée de l'insécurité. Actuellement deux de ces bases, de 75 militaires chacune, sont encore déployées à Cindubi et Budodo. Aucune MOB de la MONUC n'a été déployée dans la Chefferie de Ninja. Les troupes pakistanaises de la South Kivu Brigade en poste dans cette zone ont pour mandat de protéger les populations civiles et de collaborer à cette fin avec les militaires FARDC, mais aussi d'assurer un accès sécurisé à la zone pour les acteurs humanitaires.

Les stratégies des MOBs de la South Kivu Brigade sont à la fois défensives et offensives. Au titre des stratégies défensives, on peut citer l'établissement de checkpoints la nuit, l'organisation de patrouilles effectuées en véhicules militaires et à pied sur les axes principaux, dans les villages mais aussi en forêt.⁴³ Ces patrouilles peuvent être mixtes FARDC-MONUC ou non mixtes. Un support logistique est également apporté aux militaires FARDC. Les stratégies offensives consistent en un soutien opérationnel et logistique aux FARDC dans l'organisation d'actions contre les Rasta. Par exemple, lors de l'opération conjointe menée du 12 au 16 avril 2007, les militaires de la South Kivu Brigade ont établi des blocking positions aux abords de la forêt de Muga afin de contenir les hommes armés en forêt tandis que les FARDC y menaient des actions.

La South Kivu Brigade collabore avec les populations, et plus particulièrement avec les comités de vigilance locaux, afin d'avoir une plus grande couverture territoriale en matière d'alerte précoce (early warning) ainsi que d'obtenir des informations sur les mouvements des groupes armés. Les comités de vigilance constituent l'une des approches de la MONUC lui permettant de pallier son manque d'effectifs dans la couverture du territoire et de réduire le fossé qui existe entre ses forces et les populations locales. Grâce à ces différentes stratégies et à la collaboration établie avec les FARDC et les populations locales, le commandement de la South Kivu Brigade affirme que ses hommes ont pu empêcher au moins cinq à six attaques sur les populations de Kaniola et que la sécurité s'est globalement améliorée depuis le massacre de Kaniola de mai 2007.

Malgré ces succès, la perception populaire de la mission internationale est plus que mitigée, les locaux dénonçant avant tout l'écart existant entre son efficacité en matière de protection civile et l'importance des moyens militaires en sa possession. Les populations ne comprennent pas le rôle que la MONUC doit remplir au niveau local et l'accusent souvent, en partie de ce fait, d'inefficacité voire, pour certains individus plus radicaux, de complicité avec les groupes armés. Contraintes de subir de plein fouet la violence et l'insécurité locales, les populations en sont arrivées à nourrir une réelle hostilité face à ce qu'elles perçoivent comme une claire passivité de la part des militaires de la SKB.

Les acteurs locaux citent souvent, à titre d'exemple, le massacre d'octobre 2005 qui a eu lieu à Kaniola, à quelques centaines de mètres du camp de la SKB. Alors qu'il est évident pour les populations que les cris des victimes ont nécessairement dû alerter la MONUC, celle-ci n'a décidé de se rendre sur les lieux que le lendemain matin. Elle a alors été confrontée à la colère des jeunes qui avaient monté des barrières pour l'empêcher d'aller constater les dégâts, estimant que l'intervention de la SKB aurait dû avoir lieu durant la nuit et non pas le lendemain matin.

Si, malgré ces perceptions négatives de la population, la MONUC joue certainement un rôle dissuasif positif dans la région, force est de constater qu'elle ne parvient pas, notamment du fait de son manque d'effectifs et de la complexité du terrain, à prévenir toutes les tentatives de massacre et donc à remplir à 100 pour cent le mandat qui lui revient. De ce fait, la pertinence de ses stratégies peut poser question au regard des modes d'action très peu conventionnels et extrêmement discrets car enracinés dans le local auxquels recourent les Rasta. Rappelons en outre que la position qui fut longtemps défendue par la MONUC à propos du groupe Rasta (voir supra) a pu avoir un effet négatif sur l'efficacité des stratégies d'action menées par celle-ci à l'encontre du groupe.

5. La population civile en première ligne

Depuis un certain temps déjà, les FARDC et la MONUC ne sont plus les seuls acteurs à jouer un rôle de protection dans la zone de Nindja-Kaniola. Afin de pallier aux faiblesses de ces deux acteurs et de faire face aux défis sécuritaires de la zone, et plus particulièrement à la menace que le groupe Rasta fait peser sur elles, les populations ont organisé, en collaboration avec FARDC et MONUC, des comités de vigilance locaux. Ces comités de vigilance sont des groupes de civils qui patrouillent la nuit avec des sifflets sur les axes non couverts par les FARDC et la MONUC et déclenchent l'alerte en cas de problèmes, indiquant ainsi aux populations et aux acteurs de sécurité qu'il y a danger.

Aux dires des populations et de la MONUC, ces comités enregistrent de bons résultats en faisant baisser le nombre d'attaques commises par les Rasta et pallient de fait à la faiblesse numérique des FARDC et de la South Kivu Brigade. Si certains officiers FARDC déployés localement appuient et collaborent avec ces comités de vigilance en leur fournissant certains équipements, la 10^{ème} Région Militaire affirme ne pas disposer d'informations concrètes sur ces comités. La MONUC quant à elle reconnaît que ces comités font partie intégrante de sa stratégie de protection des populations et qu'elle encourage et soutient de telles initiatives.

L'existence de ces comités ne va toutefois pas sans poser certaines questions. La constitution de ces comités décharge en effet les FARDC, ainsi que la MONUC, d'une partie de leurs responsabilités en matière de sécurité pour transférer celle-ci vers les populations. Ces dernières se voient exposées à une prise de risque accrue: rien n'assure que les membres de ces comités, tout comme leur famille, ne seront jamais inquiétés par d'éventuelles actions de représailles menées par les Rasta pour les punir d'avoir voulu se défendre. Par ailleurs, dans un contexte aussi volatile où l'accès à une arme peut constituer une voie d'enrichissement facile pour des civils acculés par la misère, la mise en place de tels comités de vigilance risque fort de participer à un réarmement

des populations et d'amoindrir encore le contrôle sur la circulation des armes légères.

Les populations comme les membres des Comités de Vigilance Locaux (CVL) désirent en effet être équipés en armes afin de pouvoir se défendre et d'assurer leur propre sécurité au cours de ces patrouilles qui ne sont pas dénuées de risques. Face aux menaces du présent et la faiblesse de l'armée régulière, les comités rappellent l'époque des mouvements Maï-Maï avec tous les risques de retour vers la situation et les problèmes du passé que cela évoque, et ce malgré les prétentions de la MONUC de mettre en place des mécanismes pour empêcher toute déviation de ces comités (telle que l'accès à une arme). Enfin, la question du professionnalisme de ces comités reste entière, les civils n'ayant pas les compétences nécessaires pour travailler dans le secteur de la sécurité.

6. Des zones sous contrôle FDLR

Si la volatilité du contexte politico-militaire a joué un rôle important dans la mise en place du phénomène Rasta, la présence continue des FDLR dans la zone d'opération des Rasta pose indéniablement la question du rôle joué par ce mouvement dans la perpétuation du groupe. Les FDLR occupent en effet une partie importante de la Chefferie de Nindja, à savoir tout le Groupement d'Irhegabaronyi, une partie du Groupement de Luhago (la localité de Murhume, exception faite de Mudaka et Chololo, celle de Cishadu, de Chulwe ainsi qu'une partie de Mwegerera) ainsi que les localités de Kasimba 1 et 2 dans le Groupement de Ihembe. L'état-major local des FDLR est basé à Mirhanda.

Les différentes versions des relations existant entre les FDLR et Rasta ayant déjà été abordées plus haut, nous ne reviendrons pas sur cette question. Néanmoins, il est nécessaire d'encore attirer l'attention sur l'importance de la présence des FDLR dans la zone de Nindja-Kaniola, peut-être pas tant comme un élément fournissant un soutien direct aux Rasta mais plutôt comme élément qui vient perturber la clarification du phénomène. Sans la présence des FDLR, le phénomène Rasta aurait été beaucoup plus aisément identifiable et circonscriptible. En tant qu'élément d'un système beaucoup plus vaste de facteurs et d'acteurs, les FDLR ont permis un brouillage des cartes et l'établissement d'une confusion qui ont pu être récupérés pour perpétuer le phénomène.

La confusion issue de la présence des FDLR s'est notamment traduite par de longues hésitations pour mener des interventions directes de la part des acteurs de protection (ce qui est en tout cas avéré pour les FARDC, mais pas nécessairement pour la MONUC, cette dernière affirmant lier les deux groupes pour une raison de stratégie). Aussi un déploiement plus important d'une force légitime sur l'axe Ihembe-Luhago pourrait être susceptible de mieux distinguer les Rasta des FDLR car il réduirait les possibilités de communication entre les zones Rasta et les zones FDLR. Il serait alors nécessaire de traverser des positions FARDC pour joindre une zone à l'autre. Cet axe constitue toutefois un terrain difficile puisqu'il s'agit d'une dense forêt uniquement parcourue de sentiers.

A propos des relations entre Rasta et FDLR, des affrontements les ont opposés au mois d'août 2007 à proximité de Bishaka et à Kafukiro 2, lors desquels trois Rasta auraient été tués. Selon les témoignages récoltés locale-

ment, un premier affrontement aurait éclaté suite à une action de pillage menée par les Rasta le 10 août dans la sous-localité de Biharhi. Le lendemain, ayant été alertés par les populations de la présence de Rasta à la lisière de la forêt, les FDLR seraient partis à leur poursuite et en auraient retrouvé trois accompagnés de trois femmes enlevées. Deux Rasta auraient été tués tandis qu'une des femmes, fuyant avec le troisième Rasta, serait morte dans l'affrontement. Les deux autres femmes auraient été libérées par les FDLR.

En représailles de ces pertes, mais aussi semble-t-il pour assassiner un pasteur ayant joué un rôle important dans l'arrêt des collectes en vivres en faveur des Rasta, ceux-ci sont venus, dans la nuit du 25 au 26 août 2007, incendier le camp FDLR et le camp des civils jouxtant le camp militaire FDLR à Lwankuba.⁴⁴ Outre une quarantaine de cases incendiées, trois FDLR ont été brûlés vifs dans leur case et le pasteur, ainsi que trois autres civils (dont une fillette de trois ans), ont été exécutés. Les FDLR sont alors partis à la poursuite des assaillants Rasta et ont blessé l'un d'eux qui a été fait prisonnier. Ce dernier, après avoir été interrogé par des FARDC au camp FDLR, est mort quelques jours plus tard de ses blessures, ayant reçu deux balles dans les jambes.

On constate encore jusqu'à aujourd'hui l'organisation par les FDLR de patrouilles de jour et de nuit qui sillonnent certaines parties de la forêt afin de maintenir une pression militaire sur les Rasta et de prévenir toute attaque éventuelle. Ces événements mettent en évidence le rôle plus offensif joué récemment par les FDLR pour mettre à mal le phénomène Rasta. On peut encore constater une «collaboration» officieuse et circonstancielle entre FARDC et FDLR par rapport au phénomène Rasta. Outre les transferts de prisonniers (complices de Rasta ou Rasta) aux FARDC par les FDLR, les FARDC peuvent rendre visite aux FDLR pour obtenir des informations sur certains événements survenus dans les territoires sous contrôle FDLR et qui concernent les Rasta. Ces contacts concernent les FARDC déployés à proximité des zones sous contrôle FDLR, comme ceux de Nzibira par exemple qui sont très proches de la position FDLR de Chulwe. Si on a parfois entendu parler d'éventuelles opérations mixtes FARDC-FDLR menées contre les Rasta, celles-ci ayant été sollicitées par les FDLR, de telles opérations ne se sont jamais concrétisées sur terrain.

7. Complicités individuelles

Un élément local clé ayant permis au phénomène de se perpétuer, voire de se renforcer, réside dans les liens de complicité qui ont été tissés avec les Rasta par certaines personnes. De nombreuses versions du phénomène (acteurs locaux, MONUC, acteurs humanitaires) insistent en effet sur le rôle fondamental de l'appui fourni aux Rasta par les populations locales pour la survie du groupe. Il s'agit là de collaborations établies à titre purement individuel. Les complices, qui sont généralement des ressortissants des villages avoisinants la forêt de Mugaba, mais qui peuvent aussi se retrouver jusqu'à Bukavu, rendent différents types de services aux Rasta que ce soit de manière volontaire, afin d'en retirer certains bénéfices, ou encore sous la contrainte et la peur. La position de ces complices demeure de ce fait relativement ambiguë: il n'est pas simple de savoir dans quelle mesure ils agissent ou non sous la contrainte. Selon plusieurs témoignages, les complices peuvent être de simples villageois et paysans, mais aussi des commerçants, des motards, des infirmiers et parfois même des chefs de village, qui vont alors bien au-delà de la simple

organisation des collectes de rations. Les services que les complices rendent aux Rasta peuvent se décliner sous différentes formes.

Les complices, auxquels des sommes d'argent sont remises par les Rasta, commercent pour le compte de ces derniers et les ravitaillent en biens manufacturés tels que vêtements, bottes, bières, radio, médicaments, ou vont encore faire développer leurs photographies à Bukavu. Ils ramènent ensuite ces marchandises en certains points de la forêt de Mugaba où les Rasta viennent les récupérer. Ils ne se rendent donc jamais dans les camps de retranchement où vivent les Rasta et ignorent de ce fait l'emplacement exact de ceux-ci. Les complices jouent aussi un rôle d'informateur pour les Rasta, leurs transmettant des informations sur les positions et les mouvements des FARDC et des militaires de la MONUC, sur les activités du village et sur la localisation des richesses dans le village comme par exemple les remises de dot dans les familles ou encore la localisation des jeunes filles du village.

Des informations sur l'identité des personnes hostiles aux intérêts des Rasta leur sont aussi transmises. Toutes ces informations sont utiles aux Rasta pour planifier leurs actions de pillage, d'enlèvement ou de représailles. Les complices peuvent aussi fournir une aide aux Rasta dans la préparation et l'exécution d'actions directes sur les populations (pillages, viols, massacres). Ils permettent ainsi aux Rasta de se cacher dans leur maison, pendant plusieurs jours parfois, notamment pour assurer leur fuite lorsque les militaires sont en alerte, ou ils peuvent encore garder des captifs dans leur maison avant leur acheminement en forêt. D'après nos témoignages, certains complices semblent même en arriver à tisser des liens plus intimes avec les Rasta, à l'exemple de l'un d'eux qui, leur fournissant des médicaments détournés d'un centre de santé local, de l'alcool et encore d'autres effets, eut l'occasion de passer les fêtes de Noël 2006 en compagnie des Rasta à Bishaka, et ce pendant trois jours.

D'autres complices en revanche peuvent se voir pris dans un engrenage dont il leur semble impossible de sortir pour des raisons évidentes de sécurité personnelle. Il peut en être ainsi pour les personnes qui vivent de l'exploitation des ressources de la forêt de Mugaba (exploitation du bois, scierie, chasse, exploitation de champs situés en forêt, etc.) et qui sont de ce fait facilement accessibles aux Rasta. Ceux-ci peuvent alors les menacer, voire les tuer, s'ils refusent de leur céder une partie des bénéfices de leurs activités menées en forêt ou de leur rendre d'autres services. Les personnes ayant été retenues comme prisonnières dans les camps des Rasta, ou encore les familles de ces rescapés, peuvent parfois elles aussi se voir forcées de maintenir des liens avec les Rasta de peur de subir des représailles.

Dans cet ordre d'idée, il est arrivé que des Rasta maintiennent des contacts avec leurs anciennes «épouses» une fois que celles-ci ont été libérées, et ce afin de pérenniser des liens avec les villages. Ils sont encore soucieux de faire ressentir aux rescapées qu'un contrôle continue d'être exercé sur elles afin qu'elles ne se sentent pas libres de donner des informations les concernant. Ces derniers sont par ailleurs attentifs à ce qu'il advient des enfants dont ils ont la paternité. Il arrive ainsi, par exemple, que les Rasta passent à la maison de leurs anciennes «concubines» pour laisser de l'argent ou des cadeaux pour la prise en charge de l'enfant né de cette union. On ignore, en l'état actuel de nos recherches, si ces complices agissent chacun à titre individuel ou s'ils forment un réseau organisé.

Certains témoignages ont montré que des complices se connaissent mutuellement et peuvent s'entraider dans leur collaboration avec les Rasta, mais aussi, pour des questions d'intérêts individuels, se dénoncer aux autorités. Des témoignages donnent ainsi l'exemple de Kafukiro, où des complices en ont dénoncé d'autres aux FDLR: suite à l'attaque d'avril 2007 menée par les FARDC qui dispersa les Rasta dans le parc de Kahuzi-Biega, les populations et les complices avaient imaginé que la fin du mouvement Rasta était venue. De ce fait, les complices se disputèrent les uns les autres les richesses laissées à certains d'entre eux par les Rasta, disputes qui aboutirent finalement, par jalousie, à des dénonciations.

Au vu des informations recueillies sur terrain, rien ne permet toutefois de généraliser ces relations de collaboration et de délation à l'ensemble des complices. Il est difficile de connaître les mobiles exacts des personnes qui collaborent avec les Rasta de façon volontaire. Certains peuvent en tirer des bénéfices économiques mais aussi sécuritaires, les complices étant généralement épargnés lors des raids organisés par les Rasta contre les populations. Ainsi par exemple, lors de l'opération de représailles menée à Kafikuriko 2 (village de Lwankuba) fin août 2007, toutes les maisons de villageois (une quarantaine) ont été brûlées à l'exception de deux.

Pour les victimes, il ne faisait aucun doute que si ces deux cases avaient été épargnées, ce n'était en rien le fruit du hasard: celles-ci appartenaient à une famille dont une des filles avait été l'«épouse» forcée d'un Rasta. Suite à cela, le père et la mère de cette fille ont continué à entretenir des liens avec les Rasta, commerçant pour leur compte et leur fournissant diverses informations. La nuit de l'attaque des Rasta, le couple complice s'est fait reconnaître auprès des assaillants afin d'être épargné. Le lendemain de l'attaque, le chef du foyer épargné a été tabassé par les autres villageois, tandis que sa femme, qui avait été capturée par les FDLR et remise aux FARDC afin d'être interrogée, parvint à s'enfuir du camp des militaires congolais.

D'une manière générale, la situation d'anomie consécutive au contexte de guerre et d'absence d'autorité légitime peut en partie expliquer les collaborations individuelles qui se créent au niveau local avec les Rasta. La perte de repères et l'absence de normes claires – et effectivement appliquées – régulant la vie sociale, mais aussi le manque de sécurité tant physique qu'économique constituent autant de facteurs susceptibles de favoriser les comportements individuels peu solidaires, voire prédateurs, dans l'optique de s'assurer une plus grande sécurité pour soi-même et son entourage proche. Là encore, les complicités locales peuvent être considérées comme l'un des éléments du système plus général qui a permis l'existence du phénomène Rasta, élément qui ne peut se comprendre qu'en rapport à l'ensemble du système et du contexte dans lequel il se situe et avec lequel il interagit.

8. Des rescapées instruments de désinformation

L'enquête menée dans la zone de Ninja et Kaniola, et plus particulièrement les entretiens menés auprès des femmes qui ont été enlevées et ont vécu plusieurs mois durant dans le camp des Rasta, ont permis de mettre en évidence les stratégies de désinformation qu'élaborent les Rasta au moment de relâcher les femmes rescapées. Celles-ci, avant d'être relâchées, sont systématiquement endoctrinées par les Rasta au sujet des informations les concernant et qu'elles devront transmettre aux militaires FARDC, à la MONUC, aux au-

torités locales ainsi qu'aux populations. Les rescapées, menacées de mort, sont sommées d'exagérer fortement les effectifs et la puissance de feu du groupe.

Cette stratégie de désinformation a pu être mise à jour par nos enquêteurs grâce à l'établissement d'une relation de confiance avec ces victimes et leurs proches rendu possible par une présence longue sur terrain. Orchestrée par les Rasta et s'appuyant sur leurs anciennes victimes, elle contribue inévitablement à entretenir la confusion autour du groupe et risque d'induire en erreur les acteurs concernés par la sécurité des civils. Cet élément doit à son tour être rattaché aux autres éléments et acteurs du système plus général dans lequel le phénomène Rasta prend place.

9. L'impénétrabilité de la forêt de Mugaba

La forêt de Mugaba, qui constitue le point de départ de toutes les attaques attribuées aux Rasta et est confirmée par la plupart des versions comme étant leur lieu de retranchement, est indéniablement, de par son impénétrabilité, un des facteurs clés qui permet la perpétuation du phénomène. La forêt de Mugaba constitue le prolongement naturel du Parc National de Kahuzi-Biega. Une partie de la forêt se trouve dans le parc lui-même tandis qu'une autre constitue la zone tampon entre le parc et les villages de Kaniola et de Nindja. Elle sépare le Groupement de Kaniola de la Chefferie de Nindja et marque la frontière entre les Territoires de Kabare et de Walungu.⁴⁵

De cette forêt, il est possible d'atteindre, en traversant le parc, les villages de Kalonge, Kajeje et même Bunyakiri. Sa forte densité la rend impraticable à plusieurs endroits et constitue un handicap majeur à la vie humaine. On y trouve de nombreux marécages et cours d'eau qui constituent les passages obligés pour quiconque veut se rendre d'un point à un autre. La seule route qui traverse la forêt de Mugaba est celle menant au Groupement d'Ihembe, dans la Chefferie de Nindja. La forêt de Mugaba se situe sur un haut plateau de plus ou moins 2 000 mètres d'altitude surplombant le Groupement de Kaniola, offrant un point d'observation idéal sur l'ensemble du Groupement. Elle est par ailleurs presque au même niveau d'altitude que les villages de Nindja, Ihembe, Luhago et la localité de Murhume, cette dernière appartenant à la Chefferie de Nindja.

Malgré la densité de la forêt et la difficulté de s'y déplacer, la plupart des versions concernant les Rasta insistent sur la grande mobilité du groupe, qui peut lever le camp pour aller s'installer en un autre coin de la forêt relativement souvent, et son excellente connaissance de ce milieu géographique difficile, qui lui permet de s'y mouvoir plus rapidement que quiconque. Les Rasta multiplient par ailleurs leurs camps en constituant des camps de transit et de captivité, ce qui renforce encore leur mobilité. Ces stratégies de gestion de l'espace confèrent au phénomène une certaine évanescence, le groupe disparaissant dès la moindre menace.

De par son impénétrabilité et son inaccessibilité, la forêt constitue un lieu stratégique pour la perpétuation du groupe. D'une part, elle constitue un refuge qui complique sérieusement toute planification d'opérations militaires ou toute poursuite menée contre eux par les forces de sécurité. D'autre part, elle permet de mener facilement des actions sur les villages environnants (Kaniola centre, Budodo, Izege, Bugobe, Luhago, Ihembe et Murhume) ainsi que d'atteindre d'autres villages situés autour du Parc de Kahuzi Biega

(Kalonge, Kajeje). Enfin et surtout, en le rendant totalement inaccessible, ou presque,⁴⁶ elle forme un réel écran qui empêche d'identifier et de circonscrire le phénomène Rasta. Ce lieu stratégique a de ce fait contribué à la confusion persistante autour du phénomène.

Un système entre global et local

Au vu des différents facteurs qui s'y retrouvent connectés, le système sociopolitique dans lequel est apparu et a évolué le phénomène Rasta apparaît complexe et très spécifique. A des éléments structurels qui se situent à l'échelle nationale voire régionale viennent s'imbriquer des éléments beaucoup plus locaux, de sorte que l'on peut dire du phénomène Rasta que, si ses conséquences se font ressentir localement, il s'enracine dans une sorte de multi-scale system qui part du global (régional) pour aller vers le local et retourner ensuite vers le global. Le point de départ de ce système provient de dynamiques régionales qui prennent place dans le long terme et ont abouti à défaire le semblant d'autorité et de souveraineté zaïroise qui demeurait dans le pays dans les années quatre-vingt dix, ouvrant la porte à un contexte particulièrement instable et volatile marqué par la présence de plusieurs groupes armés successifs, dont les FDLR et les Rasta.

C'est pour faire face à ce contexte que la plus grande mission de l'histoire des Nations Unies fut mise en place. Malgré l'ampleur de ses moyens, la MONUC demeure insuffisante face aux défis sécuritaires gigantesques que pose le pays-continent qu'est le Congo. Dans la zone de Nindja-Kaniola, ses militaires pakistanais, du fait de leur manque d'effectifs et des difficultés inhérentes au terrain d'intervention, ne parviennent à remplir totalement leur mission de protection des civils. Quant à la nouvelle armée issue du processus de paix, elle reste en cours de constitution et de professionnalisation, de sorte que de nombreuses faiblesses l'empêchent elle aussi de remplir son mandat de protection des populations face à la présence de groupes armés étrangers. L'aire de Nindja-Kaniola illustre parfaitement cet état de fait. La présence des FDLR à l'est du pays constitue encore un des stigmates de ce contexte instable et volatile, présence qui en retour a longtemps semé le trouble sur l'identité du groupe et n'aura pas aidé les acteurs de sécurité à prendre en charge efficacement les problèmes spécifiques posés par les Rasta.

Des facteurs beaucoup plus locaux viennent ensuite s'ajouter à ces premiers éléments soit pour essayer de les combler, soit pour les aggraver. Les comités de vigilance locaux constituent ainsi une tentative des populations locales visant à pallier les insuffisances des acteurs de sécurité officiels. Les risques et problèmes posés par cette stratégie s'avèrent cependant importants. Au-delà des aspects sécuritaires, les conséquences politiques, sociales et économiques du phénomène Rasta viennent en retour renforcer, de manière rétroactive, les caractéristiques locales négatives du système: l'affaiblissement généralisé de la société locale auquel ces conséquences concourent permettent au groupe Rasta de bénéficier d'un terrain plus favorable à son évolution et d'accroître sa marge de manœuvre.

Le vide politique local et la perte de valeurs et de normes liés à l'absence des chefs coutumiers – sorte d'écho local à la situation nationale – ouvrent la porte aux comportements prédateurs et criminels de la part de certains individus qui offrent une complicité stratégique pour les Rasta. Personnes emblématiques de cette déstructuration sociale locale, les femmes rescapées du

groupe Rasta sont quant à elles utilisées comme instrument de désinformation qui permet aux Rasta d'activement perpétuer le flou qui existe à leur égard. En retour, ces fausses informations ont longtemps trompé les acteurs de sécurité et éventuellement désorienté ceux-ci dans la définition de stratégies pertinentes et efficaces. Autre élément, physique celui-là, renforçant ce flou réside dans la forêt de Mugaba elle-même, qui offre un refuge presque totalement impénétrable au groupe Rasta et désavantage fortement les acteurs de sécurité dans la mise en place de stratégies militaires efficaces.

CONCLUSION

Parce qu'elle estime que les populations ont le droit de connaître les causes et les raisons des malheurs qui les accablent, l'UPDI, organisation syndicale de défense des droits des paysans, a jugé qu'il était des plus nécessaires de mener une enquête sérieuse sur le thème de l'insécurité dans les zones de Nindja et Kaniola. Victimes, entre autres, de pillages, d'enlèvements, de massacres, de viols et de tortures, ce sont bien les agriculteurs de la région, parmi lesquels nombre de ses membres, qui subissent de plein fouet les multiples conséquences de cette insécurité. Or, si les dénonciations et indignations se sont faites nombreuses suite à ces actes de barbarie, et plus précisément dans le sillage du dernier massacre de grande envergure qui s'est déroulé à la fin du mois de mai 2007 à Kaniola, l'UPDI a dû se rendre à l'évidence: aucun acteur n'irait chercher à démêler les nœuds complexes de la réalité de Kaniola.

Les confusions et les interprétations faciles demeureront un temps encore, jusqu'à la nouvelle vague d'indignations qui ne manquera pas de traverser les villes et villages de la région, mais aussi les réunions internationales et conférences de presse, lors d'un massacre prochain. La compréhension de l'insécurité, quant à elle, continuerait à stagner, et les violences d'être attribuées de manière indistincte aux «FDLR/Rasta/Interahamwe», ou encore aux «combattants Hutu rwandais», comme si ces différents termes ne désignaient qu'une seule et même réalité. Il semblait de ce fait opportun à l'UPDI de se donner les moyens d'informer ses membres, comme les autres personnes ou acteurs concernés, sur les causes, les dynamiques et les groupes qui sont à la base des souffrances qu'ils endurent.

De diffuser auprès des populations certaines clés de compréhension essentielles sur les problèmes qui les touchent, et ce afin de rétablir ces personnes dans leur droit de savoir ce qu'il leur arrive, pourquoi, comment et par qui. Mais aussi afin de leur donner l'opportunité de réfléchir sur leurs problèmes, en leur fournissant une base objective allant bien au-delà des simples préjugés et stéréotypes communs sur le sujet, dans l'optique qu'ils trouvent peut-être, à leur niveau, des pistes de solutions nouvelles adaptées localement. En d'autres termes, afin qu'ils disposent d'éléments leur permettant d'aller plus loin dans la réappropriation de leur propre destin et de quitter encore un peu plus le statut de simples victimes passives et impuissantes.

Loin de prétendre donner la vérité sur le phénomène Rasta vu les nombreuses controverses qui l'entourent, nous avons préféré commencer ce rapport par une présentation des différentes versions existant sur le sujet selon les acteurs concernés, et de tirer certaines conclusions à partir de ces points de vue pluriels. Nous avons ainsi attiré l'attention sur les principaux recoupements de ces versions, notamment sur le fait qu'elles mettent pour la plupart en évidence les effectifs réduits du groupe, sa localisation dans la forêt de Mugaba et ses intérêts essentiellement économiques. Les versions présentant une certaine profondeur historique s'accordent pour dire que le groupe a entretenu des relations étroites avec d'autres groupes armés et qu'il a subi une profonde évolution au moment de la concrétisation du processus de paix sur le terrain.

Le principal désaccord portant sur la différence de nature et les relations entre Rasta et FDLR a contribué à créer une certaine confusion autour du phénomène Rasta, ce qui n'a pas facilité l'établissement de stratégies perti-

nentes pour aborder efficacement cette problématique. En discutant les différentes versions, nous avons pu montrer que, à l'opposé de ceux qui le réduisent à un label manipulé par des acteurs tiers, l'existence du groupe Rasta est bel et bien réelle et son effectif serait très probablement réduit à huit personnes. L'existence d'une collaboration actuelle entre Rasta et FDLR, même si elle n'impliquerait que certains officiers FDLR locaux, a été démentie par nos informations récoltées sur terrain. Mais le débat lié à cette dernière question doit cependant rester ouvert et être approfondi davantage.

Afin de dépasser les controverses et de s'appuyer sur des éléments concrets, le rapport a passé en revue les différentes manifestations du phénomène Rasta, mettant ainsi en évidence son caractère multidimensionnel. Du fait notamment de son degré de violence et de brutalité, le phénomène transcende toutes les sphères de la vie sociale, se marquant de manière très négative sur la sécurité des populations, sur les relations sociales, sur la vie politique locale et enfin sur le bien-être économique de la région.

Au niveau politique, l'insécurité a fait fuir de nombreux chefs coutumiers, entraînant localement un vide d'autorité politique et renforçant encore le désarroi des populations qui se voient privées d'une autorité à laquelle se référer pour faire face à ces problèmes difficiles. Au niveau social, la violence a eu des conséquences désastreuses pour les populations. Au-delà des nombreux traumatismes (violences sexuelles, foyers brisés, enfants nés de viols, etc.), des mécanismes de stigmatisation et de marginalisation des victimes accentuent les violences en faisant perdurer leurs conséquences dans le temps, tandis que les suspicions et accusations se généralisent au niveau des communautés.

Les conséquences économiques renforcent encore l'instauration d'un climat de méfiance et de tension au niveau local: les contributions forcées en termes de rations ou de paiement de rançons, la perte de nombreuses activités économiques liées aux difficultés d'accès aux champs et à la forêt et le blocage de nombreux axes commerciaux appauvrissent davantage les populations et attisent les accusations entre villages et communautés. Les promesses de vengeance à venir se multiplient de part et d'autre, les uns étant persuadés que c'est la complicité des autres qui est à la source de tous leurs malheurs et vice versa. Ces conséquences multiples du phénomène Rasta, si elles ne sont pas prises en charge de manière adéquate, risquent de créer un véritable effet d'entraînement et d'engendrer, par delà l'existence du groupe Rasta, une insécurité qu'il sera tout aussi difficile d'aborder. Telle perspective n'augure rien de bon pour l'avenir des communautés de l'aire Ninja-Kaniola.

Enfin la dernière partie du rapport s'est attachée à resituer le phénomène Rasta dans le système sociopolitique qui en a permis l'existence, montrant par là qu'il est le fruit de la conjonction de facteurs régionaux, nationaux et locaux interconnectés et faisant système. Cette partie insiste sur la complexité du phénomène d'insécurité dans la zone de Ninja-Kaniola, conséquence du fonctionnement de tout un système et non pas d'un seul et unique facteur en particulier.

Le point de départ de la dynamique du système a été situé dans le contexte politico-militaire régional récent, marqué par l'afflux massif de réfugiés hutu rwandais et par la succession de deux guerres en RDC. Contexte qui a balayé ce qui restait du semblant d'autorité nationale et a favorisé la multiplication des groupes armés et la complexification des dynamiques militaires.

Issus directement de ce contexte troublé et acteurs stratégiques du système, les FARDC et la MONUC jouent un rôle clé dans la manière d'aborder et de traiter le problème que posent les Rasta, mais certaines de leurs faiblesses et les difficultés inhérentes au terrain d'intervention amoindrissent sérieusement l'efficacité de leur présence et de leurs actions. La présence des FDLR, elle aussi conséquence directe du contexte régional, a été pointée pour le rôle qu'elle joue dans l'entretien du flou autour du phénomène Rasta, de par la difficulté d'obtenir des informations fiables sur les éventuelles relations entre les deux groupes.

Face à l'incapacité des acteurs de sécurité à protéger les populations et à la persistance de l'insécurité, les civils ont été amenés à jouer un rôle nouveau – et problématique – dans le secteur de la sécurité, ce qui s'est traduit par la mise en place de comités de vigilance locaux. Ces derniers apportent une aide aux FARDC et à la MONUC en matière d'alerte précoce et de renseignements. Si les populations, la MONUC et les officiers FARDC déployés localement semblent tous s'accorder sur les bienfaits de cette stratégie, celle-ci place les civils aux premières lignes de l'insécurité en les exposant à des risques accrus et comporte des risques de réarmement des civils malgré les précautions prises.

Au sein du système, le rôle joué par les populations locales a été mis en exergue, et pas seulement sur le plan sécuritaire. Que ce soit de manière forcée – par l'organisation de collecte de vivres pour le compte des Rasta, le paiement de rançons ou la diffusion de fausses informations – ou de manière volontaire – dans le cas de certains complices qui aident les Rasta à commettre leurs méfaits – les populations locales sont amenées à jouer un rôle actif dans les stratégies d'enrichissement et de survie des Rasta et contribuent ainsi inévitablement à leur maintien.

Autre élément local du système, la localisation géographique du groupe Rasta dans la forêt de Mugaba a permis de maintenir longtemps le mystère autour de son identité. En attirant l'attention sur les liens dialectiques qui unissent les éléments globaux aux éléments locaux du système, nous avons pu montrer comment cette connexion des dynamiques régionales et nationales au local a abouti, dans le cas qui nous concerne, à éloigner – en terme de compréhension et de possibilités de gestion – les ressorts de l'insécurité des acteurs officiels censés la prendre en charge, ce qui a en retour eu un impact négatif sur la réalisation de leur mission et donc sur la prétention d'installer en RDC un régime souverain stable, démocratique et respectueux de toutes ses populations. Ce système puise ainsi son dynamisme de cette dialectique entre global et local.

Si cette analyse est loin d'épuiser la thématique des Rasta, et encore moins celle de l'insécurité prévalant dans la région de Nindja et Kaniola, elle constitue néanmoins pour nous un premier pas vers une meilleure compréhension du contexte dans lequel l'UPDI intervient. Elle devra à ce titre continuer d'être approfondie et enrichie par de futures descentes de terrain et la rédaction d'autres analyses sur des thématiques similaires. L'émergence de nouvelles tensions en rapport avec le phénomène Rasta demande par ailleurs à ce que l'on ne se limite pas à l'étape d'analyse mais que celle-ci constitue le point de départ pour de nouvelles actions. Son contenu sera ainsi activement diffusé auprès des membres de l'UPDI, des populations et acteurs concernés par la problématique.

L'objectif de cette diffusion/sensibilisation est d'abord d'amener les acteurs locaux à une compréhension et une prise de conscience nouvelle des problèmes d'insécurité qui les touchent, mais aussi de les rassembler autour d'une grande réflexion commune au cours de laquelle ils devront discuter avec plus de discernement des voies à suivre pour améliorer la situation, aborder les conséquences négatives de l'insécurité et identifier des pistes de solution à mettre en œuvre. Il s'agira donc finalement de mettre en place des actions positives et concrètes qui pourront soulager le sort des populations et aboutir à des solutions durables aux problèmes abordés dans cette analyse.

UPDI/LPI

Bukavu, décembre 2007

POSTFACE: LES RASTA, UN AN PLUS TARD

Introduction

Dix mois après la diffusion restreinte et confidentielle du rapport sur le «Phénomène Rasta» aux acteurs clés et neuf mois après l'organisation d'une table ronde en présence de ces mêmes acteurs,⁴⁷ il apparaissait essentiel de refaire le point de la situation sécuritaire de la zone sinistrée de Ninja/Kaniola comme de se rendre compte de l'évolution que le groupe Rasta a pu connaître depuis lors. Constatant en effet, à travers un suivi régulier de la problématique par une équipe de trois enquêteurs, que les changements espérés ne se faisaient pas suffisamment ressentir au niveau local, il nous a semblé important d'analyser le chemin parcouru pendant ces dix mois dans l'objectif de mieux nous rendre compte de l'ampleur de la tâche qu'il reste encore à accomplir, non pas par l'UPDI exclusivement, mais bien par toute une myriade d'acteurs qui sont impliqués, qu'ils le veuillent ou non, dans la problématique sécuritaire complexe des Rasta. Le temps de relancer le dossier auprès de ceux-ci nous semble donc venu, raison pour laquelle nous publions, presque une année après la sortie du rapport, son actualisation.

Cette mise à jour fait donc le point sur ce qu'il est advenu des Rasta durant ce laps de temps. Elle aborde non seulement l'évolution du groupe durant l'année 2008 mais aussi les principaux acteurs qui composent le système dans lequel les Rasta évoluent. Elle passe ainsi en revue la manière dont les FARDC, les FDLR, la MONUC et les populations (principalement à travers les Comités de Vigilance Locaux et les complicités mais aussi par l'implication des autorités locales) ont pu à nouveau avoir un impact, positif comme négatif, sur l'existence des Rasta. Enfin, les conséquences sociales, politiques et économiques que le groupe continue à engendrer et qui touchent toujours durement les communautés locales sont examinées.

Malgré le caractère très réduit, voire insignifiant, que peut désormais représenter ce phénomène Rasta – un groupe de six criminels cachés dans un recoin de forêt! – par rapport à la dangereuse détérioration générale de la situation sécuritaire des deux Kivu qui s'est vu pernicieusement se dessiner au cours de l'année 2008,⁴⁸ on ne peut ignorer ce problème tant il constitue toujours une illustration terrifiante de ce qui peut advenir de particulièrement brutal et barbare dans un contexte d'absence d'une autorité légitime forte animée de la volonté de sécuriser ses populations. Malgré l'accalmie relative observée de la part du groupe Rasta depuis plusieurs mois, les risques de voir un nouveau drame se produire ne peuvent être écartés. Le groupe existe toujours et, s'il se décidait de nouveau à massacrer, force est de constater qu'aujourd'hui encore, aucun acteur ne serait en mesure de l'en empêcher.

Les Rasta: évolution du groupe en 2008

Depuis la fin de l'année 2007, la situation du groupe Rasta est restée relativement stable et calme: fortement affaibli dans le courant 2007 par des attaques de la part des FARDC et des FDLR, deux Rasta ont encore été tués tandis que deux autres ont été blessés au cours de poursuites et d'attaques FDLR et FARDC en 2008. Leur effectif ne serait dès lors plus que de six éléments dont deux invalides. Cet affaiblissement du groupe et la traque dont il est l'objet de la part des autres forces militaires en présence (principalement des FDLR)

a entraîné une diminution de ses activités criminelles, et ce essentiellement depuis le mois de juin 2008, date de la dernière tentative d'enlèvements de civils par les Rasta. Depuis lors, le groupe se limite à des activités de pillages des champs de manioc et de haricots situés à proximité de la forêt de Mugaba, dans le groupement de Luhago, en zone FARDC.

De mars à juin, les Rasta ont commis cinq tentatives d'enlèvements concernant un total de dix-sept personnes dans les villages de Cisaza (deux filles enlevées le 21 mars), Kajeje (six filles enlevées, mais toutes furent libérées ou parvinrent à fuir, entre les 6 et 13 avril), Mageyo (cinq personnes d'une même famille enlevées, mais qui elles aussi furent libérées ou s'enfuirent, entre les 13 et 15 avril), Murhume (un homme assassiné et deux femmes enlevées dont une parvint à s'enfuir tandis que l'autre fut assassinée, le 24 mai), et enfin à Nyamarhege (une fille et sa mère enlevées, dont seule la mère parvint à fuir, du 16 au 17 juin).

Au cours de la plupart de ces enlèvements, les Rasta pillèrent différents biens, tels que des chèvres, poules, sac de farine, bidons d'huile, ustensiles de cuisine, et utilisèrent les personnes enlevées comme porteurs. Nombre de ces personnes furent enlevées non pas pour être gardées de force en forêt mais simplement pour aider à transporter le butin des pillages, ce qui explique que la plupart d'entre elles aient été libérées ou aient pu facilement s'échapper. Sur ces dix-sept personnes, seules deux femmes/filles ont été gardées par les Rasta et ce jusqu'à aujourd'hui.

Lors de ces enlèvements, les Rasta ont signifié à plusieurs reprises à leurs victimes qu'ils n'avaient plus l'intention de tuer mais qu'ils se contenteraient désormais de piller les biens des populations. De telles déclarations illustrent certainement l'affaiblissement du groupe qui, se sachant pourchassé par les FARDC et les FDLR, semble vouloir éviter de donner des prétextes qui pourraient renforcer davantage les traques dont il est l'objet. Dans cette même perspective, les Rasta ont aussi cessé d'enlever des personnes dans l'objectif d'exiger des rançons aux familles des victimes. Les seules personnes enlevées et gardées en forêt sont les filles et les femmes que les Rasta prennent de force pour en faire leurs «épouses» (ou esclaves sexuelles et domestiques).

Depuis plusieurs mois, le groupe pille régulièrement des champs de manioc et de haricot dans le groupement de Luhago, dans la localité de Kachuba et le village de Ciso (localité de Irega), à proximité de la forêt de Mugaba. Ciso et une partie de Kachuba sont abandonnés par leurs habitants du fait de l'insécurité mais les agriculteurs continuent d'y cultiver des champs en journée. D'après l'un des paysans concernés par ces pillages, les Rasta viendraient piller les champs chaque jeudi, samedi et dimanche, une fois que tous les agriculteurs sont rentrés chez eux.

Ils descendent jusqu'aux champs en passant par la rivière Bikubekubi en forêt de Muzinzi et pilleraient accompagnés des deux femmes qu'ils détiennent encore de force, afin que celles-ci les aident à transporter le butin. Les quantités pillées sont assez importantes pour mettre à mal l'alimentation des quelques paysans concernés et celle de leur famille. Les Rasta ont ainsi été aperçus par un paysan dans son champ pour la dernière fois le samedi 25 octobre. Les notables du groupement de Luhago sont informés de cette situation. D'après certains paysans de ce milieu, l'actuel camp des Rasta est situé à proximité de cette rivière Bikubekubi, dans le groupement de Luhago. Il est composé de six maisonnettes faites de bâches.

Ces informations montrent que le groupe se sent affaibli et menacé depuis plusieurs mois suite aux poursuites multiples dont il est l'objet lorsqu'il se fait voir. Le groupe ne bénéficie plus des richesses assez importantes qu'il pouvait obtenir par le passé à travers les collectes de ration organisées par chaque village et les enlèvements contre rançons. Il est d'ailleurs très probable qu'il souffre régulièrement de la faim en forêt, ce qui le pousse à piller les champs et demeures des villageois. Son installation récente vers Luhago peut s'interpréter comme un autre signe de l'utilisation stratégique de l'espace par les Rasta: il s'agit là d'une zone où les champs sont très proches de la forêt qui est aussi située dans une zone FARDC où les militaires sont en effectifs réduits. Elle se trouve par ailleurs à la limite des zones contrôlées par les FDLR, mais assez proche des FARDC pour que les FDLR refusent d'y organiser des opérations militaires.

Les acteurs clés de la problématique

1. Les FARDC

Depuis le début de l'année 2008, les FARDC de la 11^{ème} Brigade Intégrée (BI; 112^{ème} bataillon du Major Antoine) et du Groupement de Combat (GC) du colonel Fokker Mike ont pourchassés les Rasta à plusieurs reprises lorsque ceux-ci arrivaient dans les villages pour piller et enlever des personnes: ce fut le cas lors de l'enlèvement de deux filles à Cisaza le 21 mars 2008, lors de l'enlèvement de deux autres filles le 6 avril à Kajeje et lors de l'enlèvement le 14 avril de cinq personnes à Mageyo (poursuite des FARDC dans la forêt de Kabogwe/Kanyonga). Ce serait au cours de l'une de ses poursuites que deux Rasta furent blessés par les FARDC. Deux dépouilles de Rasta, sans armes, seront en effet retrouvées par les FDLR le 11 juillet en forêt. Remarquons que ces différentes opérations FARDC se sont seulement déroulées lorsque les militaires étaient confrontés à des incursions de la part des Rasta et qu'ils se voyaient sollicités par les populations qui venaient les informer de l'incursion.

Depuis le mois d'avril, la 11^{ème} BI et le GC FARDC ont été redéployés et remplacés par les éléments très indisciplinés de la 18^{ème} BI. Les éléments FARDC de la 18^{ème} occupèrent les mêmes positions que la 11^{ème} BI, dont les positions avancées en forêt qui avaient été déployées par Fokker Mike. Ces militaires ne disposèrent pas d'éléments d'informations approfondis sur les Rasta, contrairement à ce que Fokker Mike et ses hommes connaissaient du groupe.

Cette absence de transfert d'informations illustre le manque d'une réelle remise reprise lors du relèvement de la 11^{ème} BI et du GC par les nouveaux éléments de la 18^{ème}, alors même que la capitalisation des informations est essentielle pour pouvoir faire face de manière adéquate aux défis sécuritaires de la zone. Les éléments de la 18^{ème} n'entreprirent dès lors pas d'actions directes pour démanteler le groupe, excepté le 9 juillet, lorsqu'ils poursuivirent les Rasta qui étaient venus visiter un complice à Luhago, ainsi qu'en septembre, lorsqu'ils organisèrent, à partir des militaires basés à Luhago et accompagnés de guides locaux, deux tentatives d'attaque en forêt. Ces deux dernières se soldèrent toutefois par des échecs : d'après des habitants de Luhago, lors de la première opération, les FARDC envoyés en forêt estimèrent que leur commandant les envoyait à la mort et rebroussèrent directement chemin.

Lors de la seconde, les onze FARDC qui composaient l'opération aperçurent les Rasta et leurs « épouses » en train de se laver à une rivière. Le guide qui les accompagnait les leur indiqua comme étant les Rasta, deux des FARDC ouvrirent le feu tandis que les neuf autres s'enfuirent, en même temps que les Rasta eux-mêmes. Le bilan fut à nouveau nul.

Il est à noter que la 18^{ème} BI se rendit coupable de très nombreuses exactions sur les populations civiles de Nindja/Kaniola, de sorte qu'elle devint très rapidement la première source d'insécurité, bien avant les Rasta ou les FDLR. Outre de fréquents pillages et extorsions, des sources locales rapportent pas moins de quatre cas de viols, huit assassinats et quatre cas de blessés par balles commis par les militaires de la 18^{ème}. Ces chiffres n'ont toutefois rien d'exhaustif et il faut encore y ajouter de nombreux cas d'arrestations arbitraires, de détentions illégales et de mauvais traitements.

Le bataillon Pakbat de la MONUC basé à Kaniola envoya à ce propos plusieurs plaintes liées au comportement des FARDC à Bukavu. Le dernier incident impliquant les éléments de la 18^{ème} se rapporte à l'assassinat de deux membres des comités de vigilance locaux (CVL) au village de Cisaza (groupement de Kaniola) dans la nuit du 16 septembre. Les différentes versions rapportées de l'événement ne concordent pas les unes avec les autres, certaines le décrivant comme un accident dû à une confusion entre FARDC et les CVL dont un malentendu lié à un mot de code serait à l'origine, tandis que d'autres, parmi lesquelles les versions des membres des CVL, parlent d'une opération FARDC volontairement planifiée contre les CVL.

Le contexte entre FARDC et CVL était déjà tendu avant l'incident du fait que la 18^{ème} avait rapidement manifesté sa volonté de désarmer les CVL,⁴⁹ ce que ces derniers avaient toujours refusé en prétextant que ces armes leur provenaient des autorités, et ce d'autant plus que les FARDC commettaient de nombreuses exactions (principalement la nuit) qui poussèrent les CVL à jouer un rôle de surveillance des militaires congolais, ce qui fut évidemment peu apprécié par ces derniers. A la mi-septembre, les éléments de la 18^{ème} furent tous rappelés à Kaniola centre afin d'être redéployés vers Goma, mais le redéploiement ne se fit pas directement et les militaires retournèrent dans leurs positions d'origine, de nuit, sans prévenir les civils.

Or, à Cisaza, les CVL avaient déjà été alertés par les cris d'une famille qui aurait été visitée par des voleurs au moment même où les FARDC étaient en train de reprendre leur position dans la même localité: les membres du CVL de Cisaza, six personnes avec une arme, se trouvèrent alors face à quinze FARDC armés et lancèrent leur mot de code pour s'assurer qu'il s'agissait bien des voleurs en question, mot de code auquel les militaires répondirent par le feu, tuant deux jeunes du CVL. D'après certaines notabilités locales, il s'agissait là tout simplement d'un coup monté de la part des FARDC, qui se déguisèrent en FDLR et pénétrèrent eux-mêmes par infraction dans une habitation afin de créer panique et confusion et d'en profiter pour tuer des membres des CVL.

Il semblerait d'ailleurs que d'autres opérations étaient organisées par les militaires dans plusieurs localités de Kaniola (notamment Cindubi et Kaniola centre) dans l'objectif de désarmer une fois pour toutes les CVL: une arme aurait ainsi été récupérée à Mase, mais là sans incident majeur. Il se peut aussi que les personnes tuées à Cisaza l'aient été parce qu'elles avaient elles-mêmes ouvert le feu sur les FARDC qui leur répondirent par la même.

Toujours est-il que l'incident fit grand bruit (certains informateurs locaux parlèrent de l'intervention d'un élu de l'Assemblée Nationale) et que la 18^{ème} BI fut rapidement remplacée par le «bataillon cadre» de la 17^{ème} BI début du mois d'octobre. Les CVL resteraient désormais avec quatorze armes, les FARDC en ayant récupéré deux (celle de Mase et celle des deux personnes tuées). Ces quatorze armes sont toujours gardées par certains chefs de localité ou chefs de village de Kaniola.

Le «bataillon cadre» de la 17^{ème} BI (un bataillon composé uniquement d'officiers cadres) a un effectif moindre de celui de la 18^{ème} mais semblerait plus discipliné au regard du comportement affiché par les hommes et le commandement depuis les quelques trois semaines qu'ils ont passées à Nindja-Kaniola. Les relations avec la population sont bonnes depuis leur arrivée. Les effectifs du bataillon cadre ne sont toutefois pas suffisants pour couvrir toutes les anciennes positions de la 18^{ème}: sept positions⁵⁰ du groupement de Luhago ainsi que d'autres positions du groupement de Ihembe n'ont dès lors pas encore été reprises par les FARDC tandis que les effectifs sur les autres positions ont parfois dû être réduits. Le groupement de Luhago ne compte par exemple désormais plus qu'une poignée de militaires.

Les militaires nouvellement déployés n'ont quasiment aucune information sur le groupe Rasta et sa situation actuelle. Un officier FARDC a toutefois affirmé en privé qu'il serait prêt à collaborer officieusement avec les FDLR dans des opérations conjointes visant à démanteler le groupe Rasta, et ce dans le seul objectif de renforcer la sécurité des populations.

2. Les FDLR

Aucun changement majeur n'est intervenu dans le chef des FDLR depuis fin 2007. Les positions occupées et la zone sous leur contrôle demeurent les mêmes (les deux tiers de la Chefferie de Nindja). Ils continuent d'affirmer n'entretenir aucun lien avec les Rasta, les traquent dès qu'ils en ont l'occasion, c'est à dire à chaque fois que des Rasta se font voir dans leur zone, et organisent de temps à autres des opérations en forêt en se faisant guider par des braconniers et/ou des villageois locaux. Le commandant FDLR de Mirhanda rencontré à Kafukiro (groupement de Luhago) le 19 octobre resta toutefois relativement vague sur les différentes opérations organisées contre les Rasta, parlant de manière un peu confuse de six ou sept opérations menées depuis le mois de février 2008.

D'après les braconniers et les villageois de Kahira (groupement de Luhago) qui accompagnent habituellement les FDLR lors de ces opérations, il y aurait eu quatre opérations dans le courant de l'année, deux en avril qui n'aboutirent à aucun résultat, une en mai lors de laquelle le cadavre d'une femme enlevée quelques jours plus tôt fut retrouvé, et une dernière en juin au cours de laquelle deux filles de Cisaza (groupement de Kaniola) furent libérées et les cadavres de deux Rasta furent découverts, sans armes, dans la forêt. Les FDLR avancent que les Rasta ne sont plus visibles dans leur zone depuis le mois de juin: ils seraient depuis lors dans la forêt de Muzinzi à proximité de Luhago centre (vers Ciso), en zone sous contrôle FARDC, là où les FDLR ne peuvent mener des opérations militaires.

Les opérations FDLR menées à partir de Kahira ont par ailleurs cessé depuis la rotation qui a eu lieu début juillet entre les éléments de Kahira du commandant Balamu et ceux de Kalonge du commandant Jean-Baptiste.

Cette rotation a permis à l'officier FDLR Murenzi, lui-même ancien Rasta ayant rejoint les FDLR en mars 2004, de revenir dans la zone où les Rasta demeurent actifs. Ni les populations ni les FDLR ne craignent toutefois que le retour de Murenzi puisse créer une nouvelle source d'insécurité dans la zone, ce dernier étant parfaitement intégré à la structure FDLR.

La grande majorité des populations du groupement de Luhago continue à se cantonner dans les camps FDLR (Mirhanda, Kafukiro 2, Kahira, Bihari) pour être sécurisée la nuit par les militaires contre les incursions des Rasta.⁵¹ Il s'agit aussi là d'une stratégie établie par les FDLR afin de lutter contre les éventuelles complicités entre populations et Rasta, en leur permettant de contrôler les mouvements des populations dès la nuit tombée. Ainsi, depuis l'attaque du camp FDLR de Lwankuba par les Rasta au mois d'août 2007, les FDLR ont interdit toutes entrées et sorties de civils après 18h00, sous peine d'être accusés de complicité. Les FDLR ont réalisé un travail de mise en garde des populations par rapport aux complicités, qui a culminé avec l'arrestation et la torture d'un braconnier qui collaborait avec les Rasta. Cet ancien complice est devenu depuis l'un des principaux guides des FDLR pour les opérations militaires en forêt.

Les populations continuent de devoir collecter des vivres hebdomadairement pour les FDLR, collectes qui pèsent assez lourdement sur les populations. La population de Kafukiro avait d'ailleurs sollicité les FDLR pour l'ouverture d'un nouveau camp à proximité de la demeure de leur chef coutumier, trop vieux pour accepter de se déplacer jusqu'au camp de Kafukiro 2, afin que ce dernier soit lui aussi sécurisé la nuit. Les FDLR acceptèrent de déployer quelques éléments mais à la seule condition que les populations les fournissent aussi en vivres. L'augmentation de la collecte mit fin aux sollicitations de la population qui n'aurait pas pu faire face à cette nouvelle contribution. Notons encore que les FDLR organisent des «convois» payants (entre 100 et 150 Fc par personne) jusque Ciso pour les personnes se rendant au marché de Lubuhu, Ciso étant à une heure de marche de Lubuhu. Les FDLR ne se rendent pas eux-mêmes au marché car ils ne semblent pas y être tolérés avec leurs armes par les FARDC.

Néanmoins, un officier FDLR de Kahira nous affirma qu'ils purent se rendre au marché de Luhago centre pour la première fois le samedi 18 octobre, suite semble-t-il à un accord conclu par la hiérarchie. Les FDLR de la zone perçoivent aussi des «taxes» sur les exploitations minières de Lukoma (cassitérite), Cifuko (or) et Kanoso (or) ainsi qu'ils organisent des convois payant d'entrée et de sortie dans ces carrés miniers, au prix de 200 Fc par personne et de 400 Fc par colis, sans compter d'autres barrières se trouvant sur la route. Les FDLR ont aussi pris l'habitude, comme dans toutes les zones qu'ils occupent, de cultiver des champs qui appartenaient auparavant aux populations, ou que ces dernières ont été forcées d'abandonner suite à l'insécurité. Enfin, remarquons que de nombreux FDLR portent des tenues militaires FARDC: il est en effet de notoriété publique dans la zone que les FARDC revendent des uniformes aux FDLR.

3. La MONUC

Les militaires pakistanais de la MONUC basés à Kaniola et Walungu n'ont pas d'informations précises ni actualisées sur le groupe Rasta, pas plus qu'ils ne sont impliqués d'une quelconque manière dans les problèmes sécuritaires

spécifiques que pose la présence des Rasta. Ils savent juste qu'il s'agit là d'un groupe de moins de vingt éléments qui ne s'est plus manifesté depuis plusieurs mois et que les populations locales distinguent difficilement des FDLR. Leurs informations proviennent essentiellement des militaires FARDC. Au vu des informations dont disposent les officiers MONUC déployés dans cette zone, il semble là aussi qu'une certaine faiblesse s'observe en matière de capitalisation et de transmission des informations lors des remises reprises régulières entre les casques bleus déployés à Kaniola.

Le commandement du 4^{ème} bataillon pakistanais (Ich Dien 4) continue d'être basé à Walungu, avec une base à Kaniola centre. Ses bases mobiles de Cindubi, qui couvrait Ihembe (Chefferie de Nindja), et de Karhuliza (groupement de Kaniola) ont fusionné depuis la mi août 2008 pour ne garder plus qu'une seule MOB à Cimbulungu, laissant depuis lors la zone de Nindja sous seul contrôle FARDC. Des patrouilles s'effectuent sur l'axe Kaniola-Nzibira ainsi que sur l'axe Kaniola-Cimbulungu. Mi-octobre, du fait de l'arrivée récente de nouveaux éléments FARDC de la 17^{ème}, les patrouilles conjointes recommençaient à s'organiser. Notons encore que les perceptions des populations par rapport à la MONUC demeurent négatives, les militaires onusiens étant présentés comme passifs par rapport aux défis sécuritaires de la zone.

4. Les Comités de Vigilance Locaux

L'incident du mois de septembre entre FARDC et les comités de vigilance de Kaniola illustre les risques, déjà mis en exergue par le rapport quelques dix mois plus tôt, de donner un rôle trop actif aux civils en matière de sécurité, et encore plus de leur distribuer des armes pour ce faire. Dès leur (re)création⁵² lors du déploiement du groupement de combat FARDC à Kaniola début 2007, les CVL furent dotés de 16 armes envoyées par les autorités provinciales et transmises par un officier FARDC originaire de la zone qui entraîna les membres des CVL au tir. Cet officier avait été envoyé dans la zone suite aux pressions de notables originaires de la chefferie de Ngweshe (dont le groupement de Kaniola fait partie) soucieux de mieux sécuriser les populations de l'entité. Ceci traduisait par ailleurs un réel souhait des populations locales, tout comme la création et l'armement des CVL.

Dès le départ, l'armement des civils fut mal perçu par les militaires de la 11^{ème} BI déjà en place avant l'arrivée de cet officier originaire de Ngweshe. Une fois ce dernier rappelé à Bukavu puis à Kinshasa en avril, le relais qui existait entre ces CVL et les militaires disparut, laissant la possibilité à des tensions d'émerger entre ces deux forces armées, ce qui arriva effectivement avec l'arrivée des éléments de la 18^{ème} BI. L'existence même de CVL armés pose un problème pour l'établissement d'une relation de confiance entre militaires et les populations civiles, les uns étant tentés de surveiller les agissements des autres dans un contexte où la discipline militaire n'est pas toujours de rigueur. Si les relations entre le nouveau bataillon cadre et les populations semblent bonnes jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu d'information sur les perceptions du nouveau commandement FARDC par rapport à l'existence de ces CVL. Ces derniers refusant de désarmer, du moins sans l'intervention d'une autorité supérieure, soit une coordination et une bonne collaboration entre FARDC et CVL se mettront en place, soit des tensions risquent à nouveau de naître entre eux.

Malgré les problèmes que pose l'existence des CVL, les villageois continuent à les soutenir et à les trouver indispensables pour le maintien et l'amélioration de la sécurité dans le milieu. Si une certaine accalmie s'observe depuis quelques mois, les villageois de Kaniola se montrent encore extrêmement méfiants et incertains par rapport à la problématique sécuritaire, principalement du fait de la présence des éléments FDLR et Rasta dans la Chefferie de Nindja, et se sentent dès lors rassurés par l'existence des CVL.

5. Les complicités locales

Les complicités établies entre Rasta et populations locales semblent avoir diminué depuis le début de l'année 2008, notamment du fait d'une implication plus forte des autorités provinciales et locales dans cette problématique. Suite à la restitution du rapport Rasta par UPDI et LPI en février 2008, le ministre provincial de la Justice et le directeur assistant provincial de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR) se rendirent à Kaniola pour aborder directement la problématique avec les chefs de localités et de groupement lors d'une franche séance de discussion entre les deux niveaux pouvoirs. Les autorités provinciales rappelèrent ainsi les sanctions judiciaires dont les complices sont passibles. Selon plusieurs sources locales, cette séance qui jeta un phénomène encore largement tabou à l'époque au milieu de la place publique eut un effet inhibant pour les complices, tandis que les populations se montrèrent plus vigilantes à cet égard.

Certains complices ont par ailleurs fui leur village alors même que les autorités s'apprêtaient à les interpeller. Tel fut le cas d'un pasteur qui fuit de Luhago dans le courant du mois de juillet, et dont la femme et la fille furent, avec deux autres femmes vivant dans le même enclos, jetées au cachot par les FARDC. Un casier de bières, une tenue militaire et 5 litres d'huile raffinée destinés aux Rasta avaient été découverts dans leur parcelle. Les femmes furent finalement libérées à raison de 25\$ par personne. La maison de ce complice est la première parcelle du village à partir de la forêt d'où viennent les Rasta quand ils font des incursions. La fille du complice avait par ailleurs déjà été retenue en forêt pendant plusieurs mois par le groupe, jusqu'au moment où elle fut enceinte.

Les villageois racontent que la même fille serait à nouveau enceinte du même Rasta qui viendrait régulièrement passer la nuit chez le complice en question. Un autre complice, exploitant de bois et de braises dans la forêt et qui avait été mis en contact avec les Rasta à travers ces activités, fuit lui aussi son milieu. Si les liens de complicités semblent avoir diminué aux dires des populations, des informations concernant l'existence de trois personnes fortement suspectées de complicité en groupement de Luhago nous ont été transmises. Cette suspicion est liée au fait que ce sont toujours ces trois mêmes personnes qui amènent aux autres villageois des informations concernant les Rasta, ce qui suppose que ces individus aient des contacts avec les membres du groupe.

Ces récentes informations illustrent à nouveau à quel point la problématique des complicités locales demeure particulièrement sensible et complexe. Sensible parce que les initiatives visant à lutter contre ce phénomène portent souvent le risque de déboucher sur de véritables chasses aux sorcières, les critères sur lesquels les populations et les autorités se basent pour dénoncer ou arrêter des suspects n'étant pas toujours des plus fiables ou des plus respec-

tueux des droits de l'accusé. Complexe aussi parce que les liens de complexités ne sont pas nécessairement issus de la volonté des dits «complices» mais se fondent le plus souvent sur un sentiment de peur, voire sur des menaces, qui obligent de fait certaines personnes à se rendre complices malgré elles.

Les exemples de filles ayant été retenues de force en forêt par les Rasta et qui deviennent parfois, avec leur famille, des complices des Rasta illustrent tristement l'ambiguïté des complicités. Il en va de même pour les personnes dont les activités (braconnage, exploitation du bois ou des braises) ou la localisation de la parcelle ou des champs les prédestinaient à être en contact avec les Rasta. Cette sensibilité et cette complexité doivent inviter les acteurs impliqués dans la lutte contre le phénomène des complicités locales à la plus grande prudence.

Des implications sociales toujours fortes

Si le degré de violence lié au phénomène Rasta a baissé dans le courant de l'année 2008, ses implications sociales demeurent fortes sur le plan local. Le grand nombre de victimes de l'insécurité, la tension locale encore omniprésente et la misère généralisée continuent de déchirer profondément le tissu social communautaire. De nombreuses victimes demeurent en marge des programmes d'assistance médicale et psycho-social qui s'orientent presque exclusivement vers les victimes de violences sexuelles, délaissant trop souvent orphelins, blessés, personnes ayant perdu des proches et autres traumatisés des massacres et enlèvements. Aucun travail spécifique sur l'intégration des enfants nés des viols n'est par exemple réalisé par les ONG présentes dans la zone, alors que ceux-ci continuent d'être l'objet de la stigmatisation générale.

L'assistance est aussi déséquilibrée sur le plan géographique, les ONG locales de prise en charge étant nombreuses à Kaniola mais insuffisantes dans la chefferie de Nindja,⁵³ et ce particulièrement dans la zone sous contrôle des FDLR. Les programmes d'aide sont encore présentés par les populations comme étant trop ciblés sur le psycho-social et pas assez sur les aspects économiques de l'insécurité, qu'il s'agisse de la réinsertion économique des victimes ou de la lutte contre la malnutrition liée à l'impossibilité de cultiver de nombreux champs. A ce propos, les populations regrettent la fermeture des centres nutritionnels thérapeutiques et de supplémentation qui étaient appuyés par Malteser jusqu'au 30 juin 2008 et permettaient aux enfants déplacés et malnutris d'avoir accès à une alimentation de base suffisante.

Néanmoins, Malteser continue d'être présent dans le secteur de la sécurité alimentaire à Nindja/Kaniola à travers un projet de distribution de semences améliorées, de boutures résistantes à la mosaïque du manioc et d'outils oratoires. Cette ONGI devrait encore renforcer sa présence par le lancement d'un projet global de relance agricole de la zone, qui est actuellement en cours de planification avec les chefs coutumiers locaux et devrait démarrer pendant la seconde moitié de l'année 2009.

Certaines tensions entre les populations du groupement de Kaniola et celles de la chefferie de Nindja (et particulièrement celles vivant sous contrôle des FDLR) sont encore perceptibles dans les discours de villageois. Ces tensions demeurent liées aux accusations de complicités ainsi qu'à la fermeture de l'axe routier reliant Ihembe à Kaniola, qui a été rouvert depuis lors. Les populations de Nindja sont en effet perçues comme les complices des rebelles rwandais par celles de Kaniola du fait qu'elles cohabitent avec

les FDLR tandis que l'inverse est aussi vrai depuis qu'un ressortissant de Kaniola avait rejoint les Rasta en forêt pour en devenir un membre actif. La perception du groupe Rasta est par ailleurs très différente entre les personnes vivant en zone FARDC et celles placées sous contrôle FDLR: si la distinction entre les deux groupes Rasta et FDLR est nette pour les populations de Ninja, les ressortissants de Kaniola continuent de les percevoir comme étant irrémédiablement les mêmes, les Rasta n'étant selon eux rien d'autre qu'une stratégie d'approvisionnement des FDLR.

La persistance de cet amalgame entre Rasta et FDLR spécifique aux populations de Kaniola peut en partie s'expliquer par les fausses informations diffusées par certains acteurs locaux, tels que des officiers FARDC ou certains chefs locaux, qui n'hésitaient pas à utiliser comme prétexte pour expliquer l'échec d'opérations militaires menées contre les Rasta l'argument selon lequel ces derniers partaient se réfugier dans les camps FDLR de la chefferie de Ninja. De telles allégations n'ont cependant jamais été vérifiées sur terrain, les populations de ces entités étant formelles pour infirmer la présence d'éléments Rasta dans les camps FDLR. Au cours de nos entretiens en effet, différents informateurs de Kahira et Kafukiro nous précisèrent qu'à chaque fois que des Rasta se firent voir à proximité des bases FDLR, il y eut affrontements entre les deux groupes.

Sur le plan politique, de nombreux chefs locaux continuent d'être absents de la zone soit pour cause d'insécurité soit parce qu'ils sont occupés par d'autres activités, souvent économiques, dans des centres plus importants. De nombreux chefs ad interim remplacent donc les titulaires, ce qui peut parfois entraîner des lenteurs voire des blocages dans les prises de décision, les chefs titulaires absents continuant de garder leurs prérogatives à distance et empêchant par là les chefs a.i. de prendre des décisions importantes sans leur consultation préalable. Dans des zones enclavées comme la chefferie de Ninja, où aucune communication téléphonique n'est possible, les délais de prises de décision peuvent dès lors se voir sans cesse rallonger, et ce à tous les niveaux de pouvoir, de la sous-localité au groupement.

Il faut néanmoins noter le retour du Mwami Ngweshe dans l'entité, qui marque une évolution positive par rapport à l'implication des leaders dans les problèmes de leur base, le Mwami (ou roi) étant une des personnalités les plus influentes pour les populations du milieu. En termes de tentatives de restauration de l'autorité étatique dans la zone, le Mwami Nanindja (chefferie de Ninja) initia, avec le soutien des autorités provinciales, une négociation avec les FDLR présents dans sa chefferie dans le but de récupérer le contrôle de la perception des taxes sur les marchés et les carrés miniers. Le secrétaire de la chefferie se rendit lui-même dans la base FDLR de Mirhanda pour discuter avec les FDLR qui lui opposèrent une fin de non recevoir claire et indiscutable: les FDLR n'abandonneront pas les ressources qui leur permettent de vivre dans cette chefferie.

Enfin, l'arène politique locale est parcourue de rivalités et de luttes de pouvoirs entre leaders locaux qui ne facilitent pas la bonne gestion de la zone, voire qui ont parfois risqué, et risquent encore certainement à l'avenir, de dégénérer en conflits ouverts. Ces enjeux et tensions politiques locales peuvent avoir un impact négatif sur la gestion sécuritaire de l'entité et donc sur les réponses que les communautés locales peuvent apporter aux problèmes suscités par le phénomène Rasta.

Malgré l'accalmie, l'insécurité continue d'avoir des implications négatives sur le plan économique, principalement en empêchant les agriculteurs d'avoir accès à des terres particulièrement fertiles dans de nombreuses localités de la chefferie de Nindja et du groupement de Kaniola. Le regroupement des populations autour des camps FDLR ou FARDC (Mudaka) augmente aussi les distances à parcourir pour rejoindre les champs, ce qui ne permet pas un travail optimal pour les agriculteurs et entraîne dès lors une baisse de la productivité locale. L'exploitation des ressources économiques de la forêt (bois, braises, petits gibiers) demeure aussi problématique: les personnes se rendant régulièrement en forêt continuent à courir des risques pour leur sécurité et peuvent aussi se voir suspectées de complicité par leur entourage et les autorités. Enfin, l'arrêt de la pratique de l'enlèvement contre rançons par les Rasta permet lui aussi aux familles de ne plus risquer de devoir gravement s'endetter pour récupérer sains et saufs certains de leurs membres.

Toutes ces implications négatives de l'insécurité liée au phénomène Rasta continuent de marquer fortement les communautés locales et témoignent que, malgré l'accalmie sécuritaire observée ces derniers mois, un travail spécifique sur les différents aspects de la problématique Rasta demeure nécessaire de la part des différents acteurs concernés, que ceux-ci soient locaux, provinciaux ou internationaux.

Conclusion

Dix mois après la diffusion du présent rapport auprès des acteurs concernés par la problématique Rasta, force est de constater que les changements intervenus par rapport à cette question demeurent relativement mineurs. Certes, un calme relatif est revenu dans la zone par rapport aux années précédentes (et excepté les exactions commises par la 18^{ème} Brigade Intégrée); en effet, les autorités provinciales et locales ont pu s'impliquer positivement et ont contribué à lutter contre le phénomène des complicités ainsi qu'à favoriser le retour de certains chefs coutumiers locaux influents pour les populations. Cependant, nos informations confirment que le groupe Rasta existe toujours bel et bien. Et malgré qu'il soit réduit actuellement à six personnes, dont deux sont blessées, et qu'il ait signifié aux populations locales qu'il n'avait plus l'intention de tuer, le risque que le groupe frappe une nouvelle fois, que ce soit par des enlèvements ou par un nouveau massacre, ne peut être écarté.

Si le groupe responsable de toute la barbarie décrite dans ces pages court toujours, c'est avant tout parce que le système qui lui a permis d'exister et de perdurer demeure inchangé. La plupart des lacunes et faiblesses identifiées chez les acteurs qui pourraient jouer un rôle positif dans le règlement de ce grave problème sécuritaire sont encore présentes dix mois plus tard et aucun élément n'indique que ces faiblesses vont disparaître dans les mois, voire les années à venir. Ce qui pousse à croire que le groupe Rasta, même réduit à un petit effectif, risque fort d'encore perdurer dans le temps. Par ailleurs, rien n'empêche non plus de voir les Rasta se renforcer par l'adhésion de nouvelles recrues: des dissidents FDLR, frustrés par la menace d'opérations militaires qui risquent de s'organiser un jour contre eux dans le cas où le processus de Nairobi venait à être mis en application, pourraient par exemple rejoindre les Rasta en forêt.

La question de la volonté d'éradication des Rasta par les FARDC et les FDLR est donc centrale: si les militaires congolais et les FDLR traquent

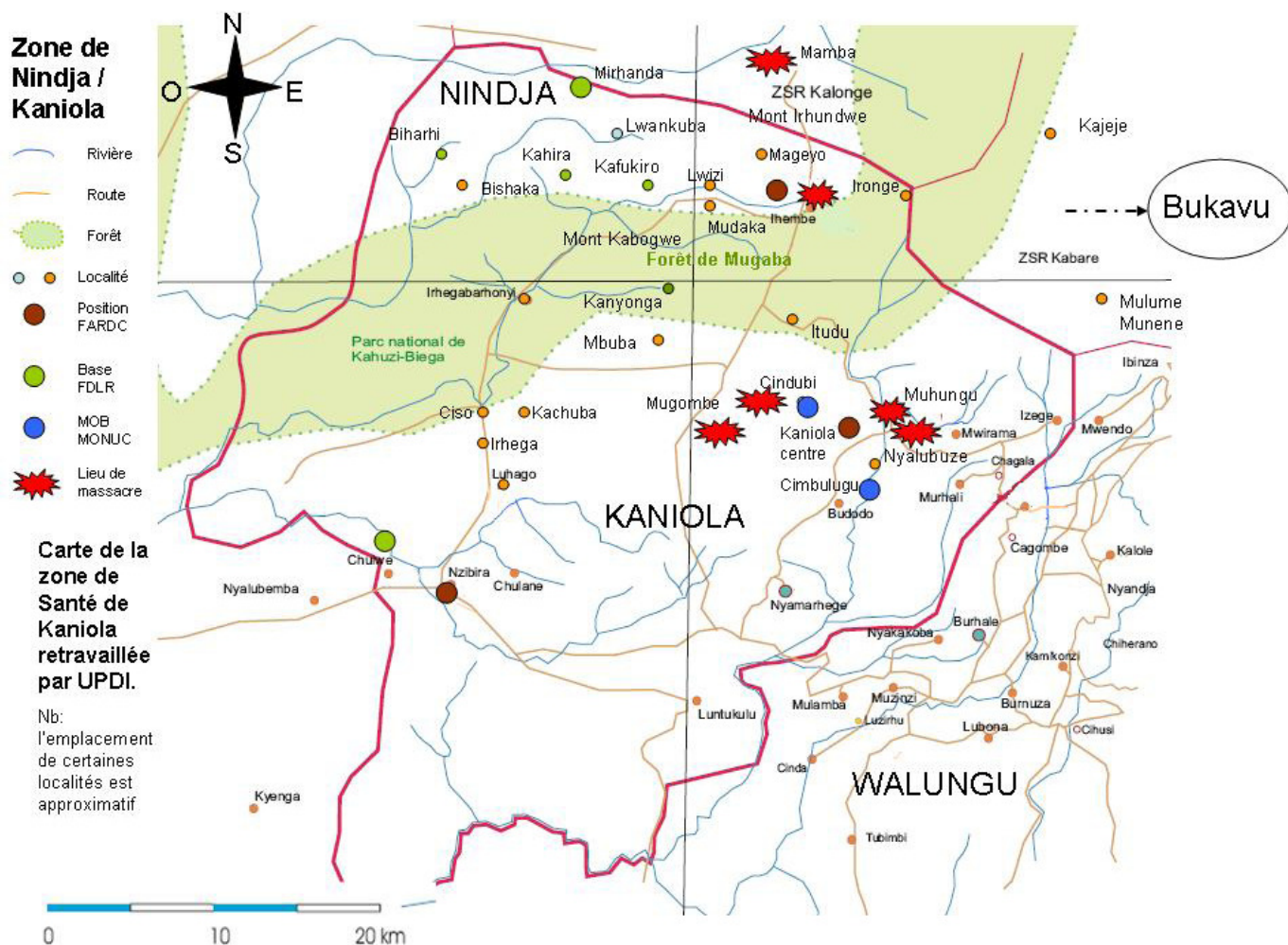
régulièrement les Rasta, le bilan de ces opérations militaires demeure, en dix mois, relativement faible, seuls deux Rasta ayant été neutralisés au cours de cette période. Bien que la dimension militaire soit essentielle au démantèlement complet du groupe, elle seule ne parviendra pas à venir à bout des différentes implications du phénomène Rasta. Le rôle joué par les populations (et les autorités qui les représentent) demeure en effet lui aussi de prime importance puisque c'est le comportement des civils qui continue de permettre au groupe Rasta d'avoir accès aux ressources économiques nécessaires à sa survie.

Les complicités en effet, et bien qu'elles soient actuellement décrites comme moins nombreuses, perdurent encore dans le chef de certains villageois qui ravitaillent toujours régulièrement le groupe en divers biens et ce dans des endroits souvent connus d'autres villageois. La proximité de certains champs de la forêt, qui constituent des ressources dont les paysans ne peuvent évidemment pas se passer, permet elle aussi aux Rasta de facilement se ravitailler en manioc et autres tubercules. Ces différents contacts, directs et indirects, des Rasta avec certains villageois permettent aux civils de disposer d'informations clés sur le groupe, informations qui, si elles étaient mieux partagées avec certaines autorités, pourraient certainement accélérer la neutralisation définitive du groupe.

Enfin, et bien au-delà de la présence des Rasta, les conséquences sociales, psychologiques mais aussi économiques et politiques que la violence extrême du groupe a provoquées demeurent autant de problèmes qui doivent encore être abordés et traités de manière approfondie par une large gamme d'acteurs. Ces cicatrices-là ne disparaîtront pas en quelques mois: elles nécessiteront un travail de longue haleine qui, s'il est négligé, risque d'ouvrir de nouveaux conflits entre villageois, de renforcer des stigmatisations et des rejets de personnes innocentes et victimes, bref de continuer à profondément déstabiliser et déchirer les communautés de Ninja et Kaniola. Si par contre, ce travail est envisagé de manière déterminée et responsable, il permettra aux communautés de cette zone meurtrie de se reconstruire et de regarder à nouveau vers l'avenir avec sérénité et espoir.

UPDI/LPI

Bukavu, Novembre 2008



Notes

1. Pour plus d'informations sur les FDLR, voir notamment Romkema, H. (2007), Opportunities and Constraints for the Disarmament and Repatriation of Foreign Armed Groups in the DRC. The cases of the FDLR, FNL and ADF/NALU, Rapport commissionné par le secrétariat du MDRP, et Rafti, M. (2006), «Rwandan Hutu rebels in Congo/Zaire, 1994-2006: An extra-territorial civil war in a weak state?» in F. Reyntjens & S. Marysse (s.dir.), L'Afrique des Grands Lacs. Dix ans de transition conflictuelle. Annuaire 2005-2006, L'Harmattan, Paris, pp. 55-84.
2. Les estimations les plus crédibles portent le nombre de combattants FDLR à 6 000 ou 7 000. Le mouvement est présent dans les deux provinces du Nord et Sud Kivu ainsi que dans le Nord du Katanga. Il s'agit du plus grand groupe armé étranger encore présent en RDC.
3. LPI a produit plusieurs analyses sur la problématique des groupes armés congolais et rwandais au Sud Kivu et à Bunyakiri en particulier. Voir à ce sujet: Life & Peace Institute (2007), Analyse des dynamiques locales de cohabitation avec Groupes armés FDLR à Bunyakiri, Hombo nord, Hombo sud et Chambucha. Rapport de mission Life & Peace Institute, Octobre-décembre 2006, Bukavu ; et Morvan, H. (2005), Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu, Life & Peace Institute, Uppsala.

4. Un groupe thématique mis sur pied en 2006 dans le cadre de la coordination humanitaire inter-agences, dirigé conjointement par le HCR et la section civile de la MONUC, et regroupant les ONG internationales travaillant sur des thématiques de protection dans la province.
5. Plus de 150 personnes furent interrogées, principalement au niveau local mais aussi au niveau provincial.
6. Ces versions réfèrent principalement aux points de vue des acteurs locaux, des FARDC, de la MONUC, des autorités, de la société civile et enfin des FDLR. Un point de vue 'populaire' est aussi mis en exergue par l'analyse.
7. The most credible estimations suggested that the FDLR number 6,000 or 7,000 combatants. The movement has a presence in the two provinces of North and South Kivu as well as in the North of Katanga. This makes it into the biggest foreign armed group still present within the DRC.
8. LPI has produced several analyses on the topic of Congolese and Rwandan armed groups, particularly in South Kivu and Bunyakiri. See for example: Life & Peace Institute (2007), Analyse des dynamiques locales de cohabitation avec Groupes armés FDLR à Bunyakiri, Hombo nord, Hombo sud et Chambucha. Rapport de mission Life & Peace Institute, Octobre-décembre 2006, Bukavu; et Morvan, H. (2005), Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu, Life & Peace Institute, Uppsala.
9. A thematic group installed in 2006 in order to coordinate the humanitarian agencies, jointly coordinated by the UNHCR and the civilian section of MONUC, bringing together the international NGOs working in the area of protection within the province.
10. More than 150 persons were interviewed, mainly at the local level but also at the provincial level.
11. Un groupe thématique mis sur pied en 2006 dans le cadre de la coordination humanitaire inter-agences, dirigé conjointement par le HCR et la section civile de la MONUC, et regroupant les ONG internationales travaillant sur des thématiques de protection dans la province.
12. L'UPDI a déjà travaillé en ce sens en juin 2005, en organisant une journée de réflexion sur ce thème et en publiant un rapport intitulé: L'analyse de l'UPDBu sur l'insécurité permanente dans le milieu paysan avec un lourd bilan des exactions commises par des Hutus rwandais: Que faire?
13. Life & Peace Institute a fourni une assistance technique et financière à l'UPDI durant l'ensemble de l'analyse.
14. Voir glossaire pour des informations générales sur les FDLR.
15. Voir glossaire.
16. Groupement Luhago, Territoire de Kabare.
17. A la différence des FDLR, qui furent toujours qualifiés de «forces négatives» et donc dénués de toute légitimité, les Maï-Maï finirent par obtenir le titre d'entité du DIC, ce qui leur permit de devenir une des parties négociant pour son intégration dans les futures institutions de transition.
18. L'axe Nzibira-Bukavu se regroupa avec l'axe Nindja-Kabare-Bukavu à Nzibira sous une coordination dirigée par le Chef de Brigade, le Colonel Cibalonza, tandis que l'axe Kalonge-Bukavu se regroupa avec l'axe Bunyakiri-Bukavu à Bitale sous une coordination commandée par les Colonels Senghos et Mabolongo (dit «106»).
19. Kibungo, sa femme et ses deux filles furent hébergés pendant neuf mois par une famille de Kaniola.
20. Kibungo sera en effet vu dans un débit de boisson de Nindja-Nakarhwa en compagnie d'un FDLR à qui il racontait, devant plusieurs témoins, qu'il s'était évadé d'une prison rwandaise et d'une autre de Minova. Selon les témoins oculaires, il portait de nombreuses blessures sur tout le corps ainsi qu'un bandage au bras. A la suggestion de rejoindre les FDLR, il refusa et réintégra le groupe Kiyombe dans la forêt de Mugaba. Dans la nuit du 8 mars 2004, il s'introduisit, muni d'un couteau et d'un briquet, dans le ménage qui l'avait hébergé à Kaniola afin de prendre des nouvelles de sa famille. Pour n'avoir pas retrouvé celle-ci (qui avait quitté Kaniola pour Bukavu sous prétexte de s'enquérir des nouvelles de son mari au Rwanda), il menaça de mort le propriétaire de la maison. Kibungo est réputé pour être le plus cruel du mouvement Rasta.

21. On nous a témoigné que les Rasta avaient un jour constaté la disparition d'une de leurs pièces d'artillerie et décidé d'aller consulter un féticheur auquel ils demandèrent d'invoquer le nom de Kiyombe pour déterminer l'auteur du vol.
22. Un des leurs serait d'ailleurs mort en marchant sur une de ces mines par inadvertance.
23. Les noms (pseudonymes) de chaque Rasta ont d'ailleurs été rapportés: il s'agit de Rora (ou Lola) leur chef, Mubimba, Tindika, Robert, Kasole, Jean-Marie Manudi, Bahati Katangais, Mushi Defao, Biri (ou Kibungo), Bemba, Alpha, Sadiki (ou Miterrand), Ossama Ben Laden, Mugisho (un Congolais originaire de Kaniola), et Kasa Kasa. Les Rasta auraient cependant l'habitude de multiplier leurs pseudonymes.
24. Alpha et Sadiki seraient morts au cours de l'attaque menée par les FARDC en avril 2007 (voir infra), tandis que Mugisho et Rora seraient décédés suite à une autre attaque FARDC menée en juin sous le commandement de Fokker Mike. Enfin, Kasole et Mushi Defao auraient été tués au cours d'affrontements avec les FDLR, tandis que Mubimba, capturé par les FDLR, serait mort de ses blessures dans leur camp de Mirhanda.
25. Ces positions n'ont jamais été communiquées par les humanitaires internationaux de façon publique ou officielle. Elles reflètent les constats et analyses menées à l'interne et de façon informelle par des membres de certaines ONG internationales présentes dans la zone depuis le début des années 2000, et qui nous ont été communiquées lors d'entretiens réalisés de juin à septembre 2007, principalement à Bukavu.
26. Voir glossaire.
27. Entretien avec le chef de bureau de la MONUC pour la province du Sud Kivu, le Général de la SKB et des responsables des sections Affaires Civiles, Affaires Politiques, Droits de l'Homme, et DDRRR de la MONUC, Bukavu, 5 novembre 2007.
28. Cette position fut notamment présentée par les militaires pakistanais de la South Kivu Brigade déployés à Kaniola lors d'entretiens réalisés en juillet 2007. Elle fut encore confirmée publiquement par le Chef du bureau provincial du Sud Kivu de la MONUC lors de la visite de John Holmes, Sous-Secrétaire Général aux affaires humanitaires, et Ross Mountain, représentant spécial du SG en RDC, le 5 septembre 2007.
29. Cette pression des humanitaires aboutit notamment à la réalisation d'une analyse par le Joint Mission Analysis Cell de la MONUC en février 2006. Les conclusions de ce rapport n'ont cependant jamais été rendues publiques.
30. L'Armée de Libération du Rwanda est le mouvement militaire hutu rwandais qui a précédé le mouvement politico-militaire FDLR.
31. Objectif politique qui prend néanmoins racine dans des intérêts personnels évidents.
32. Pour plus d'informations sur les dynamiques locales de cohabitation entre FDLR et population, voir le rapport de Life & Peace Institute: Analyse des dynamiques locales de cohabitation avec Groupes armés FDLR à Bunyakiri, Hombo nord, Hombo sud et Chambucha. Rapport de mission Life & Peace Institute, Octobre-décembre 2006, Bukavu.
33. Les localités suivantes ont été concernées par les collectes de vivres au profit des Rasta: sur l'axe Nindja, il s'agit des localités de Cikundushe, Kafukiro 1 et 2, Mudaka, Kabuye, Kabona et Luhago, dont l'ancien chef de Groupement fut assassiné par les Rasta en 2005 pour avoir refusé de les approvisionner et fut remplacé par son oncle paternel. Pour l'axe Kaniola, il s'agit des localités de Cisaza, Mbuba (dont l'ancien chef s'enfuit avec l'argent collecté pour les Rasta), Cindubi, Nabishaka, Karhuliza 1 et 2, Muyange, Cimbulungu, Kalongo et Budodo.
34. Les Interahamwe sont les civils recrutés dans les mouvements de jeunesse proches du parti d'Habyarimana et qui participèrent massivement à l'exécution du génocide.
35. Forces Armées Rwandaises, armée nationale sous le régime du Président Habyarimana.
36. Sur le mouvement Maï-Maï, voir Morvan, H. (2005), Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu, Life & Peace Institute, Uppsala.
37. Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie – National et le RCD – Kisangani/Mouvement de Libération sont des dissidences du RCD soutenues par des officiels ougandais. La première avait pour chef de file Roger Lumbala tandis que la seconde était menée par Mbusa Nyamwisi.
38. Ce chiffre demeure toutefois fortement surestimé. Une tentative de recensement menée par l'Afrique du Sud estime le chiffre réel de militaires à approximativement 130 000, voire moins.

39. Pour plus de détails sur le processus de brassage, voir: International Crisis Group, Security Sector Reform in the Congo, Africa Report n°104, 13 février 2006.
40. Une vidéo dans laquelle les FARDC se filment eux-mêmes est révélatrice de cette précarité: les militaires se plaignent ouvertement de leur condition et montrent à la caméra le mauvais état de leurs uniformes.
41. La 10ème Région Militaire tempère néanmoins cette hypothèse en affirmant que tous ses officiers se caractérisent par une bonne connaissance du terrain et qu'aucun officier ne peut se prévaloir d'un rôle prédominant par rapport à un problème militaire quel qu'il soit.
42. Ce chiffre contraste néanmoins avec ceux de la South Kivu Brigade, qui affirme que les seules opérations d'avril 2007 ont fait 14 victimes parmi les Rasta.
43. Les acteurs locaux affirment cependant n'avoir jamais vu les militaires de la SKB effectuer des patrouilles à pied en forêt, mais bien survoler celle-ci en hélicoptère.
44. Dans cette zone, les populations ont pris l'habitude d'installer à proximité des positions militaires FDLR des camps de fortune dans lesquels elles passent la nuit afin de se sentir plus sécurisées par rapport à la menace Rasta.
45. Nindja étant situé dans le Territoire de Kabare tandis que Kaniola se trouve dans celui de Walungu.
46. Comme noté plus haut, l'action militaire d'envergure menée conjointement par la MONUC et les FARDC au mois d'avril 2007 a pu localiser et démanteler le (ou un ?) camp Rasta dans la forêt de Mugaba, montrant qu'il est toutefois possible, quoi qu'en recourant à des moyens peu conventionnels, d'accéder aux Rasta. Par ailleurs, des complices civils rencontrent régulièrement les Rasta dans certains points précis de la forêt.
47. Le rapport a été restitué et discuté avec des acteurs locaux et provinciaux (autorités, notables influents, militaires FARDC, ANR, société civile, etc.), la MONUC et certaines ONGI lors d'une table ronde de trois jours tenue au Centre Amani de Bukavu en février 2008. Des recommandations sont sorties de cette table ronde et six commissions chargées du suivi de ces recommandations ont été mises en place. Le rapport a aussi été présenté aux membres de la communauté humanitaire du Sud Kivu lors des réunions interagences, CPIA et Cluster Protection, ainsi qu'au commandement de la Brigade du Sud Kivu de la MONUC et à la 10ème Région Militaire FARDC.
48. Le lancement de deux importants processus se rapportant au désarmement et rapatriement des FDLR (Communiqué de Nairobi, novembre 2007) et au désarmement et brassage des groupes armés congolais des Nord et Sud Kivu (Acte d'engagement de Goma et lancement du Programme Amani, janvier 2008) n'a en effet pas amené les résultats espérés. Les groupes armés congolais se sont dangereusement réactivés, réorganisés et renforcés à la faveur de ces négociations politiques non dénuées d'intérêts tandis qu'aucun changement significatif n'a été remarqué dans le rapatriement des FDLR, si ce n'est une légère amélioration des taux de rapatriement. Enfin et surtout, le Nord Kivu replongea dans le chaos à partir d'août lorsqu'éclatèrent de nouveaux affrontements entre les FARDC et le CNDP de Laurent Nkunda. Fin octobre, Nkunda menaça très sérieusement de prendre Goma sans qu'aucune force nationale (FARDC) ni internationale (MONUC) ne s'avère capable de l'en empêcher. Cette dernière évolution fait craindre un nouvel embrasement régional tant les tensions sont vives entre la RDC et le Rwanda. L'aggravation de la situation humanitaire au Nord Kivu suite à ces affrontements a des impacts réels sur celle du Sud Kivu.
49. Au moment de leur création début 2007, les CVL de Kaniola avaient été dotés de 16 armes par les autorités provinciales et les FARDC.
50. Il s'agit de Nyamagala, Bulunga, Kamirhazo, Ikambi, Kambarate, Cibulamwanzi et Namirembe.
51. Le même phénomène s'observe dans les zones FARDC, par exemple pour le camp de déplacés de Mudaka.
52. Des «local defence» avaient déjà été créées à l'époque de la rébellion du RCD, essentiellement sous l'impulsion du groupe Maï-Maï Mudundu 40, qui se rallia par la suite au RCD. Ces «local defence» avaient finalement été démantelées.
53. Kaniola compte plus d'une dizaine d'ONG locales d'assistance des victimes tandis que dans la Chefferie de Nindja, seules trois associations opèrent dans ce domaine.

Violence et insécurité à Nindja/Kaniola

Le Phénomène RASTA

Analyse réalisée par l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI)
En collaboration avec l'Institut Vie & Paix (IVP)

Alors qu'entre 2003 et 2006 des accords de paix et les premières élections libres et démocratiques venaient mettre un terme officiel à la guerre en République Démocratique du Congo (RDC), de 2005 à 2007, une série de massacres particulièrement sanglants traumatisa profondément les populations de Nindja et Kaniola au Sud Kivu (est de la RDC). Si ces massacres furent tous signés par un mystérieux groupe armé se dénommant « Rasta », aucun acteur ne semblait réellement comprendre les raisons d'une telle violence ni ne parvenait à en circonscrire précisément les auteurs.

Face à une telle incompréhension, l'Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI), en partenariat avec l'Institut Vie & Paix (IVP), se proposa de faire la lumière sur ce groupe armé aussi vague que mystérieux en réalisant une analyse approfondie de la nature controversée du groupe, des causes de son existence et des conséquences de sa violence. Le présent document n'entend toutefois pas seulement proposer une analyse d'une situation sécuritaire problématique et complexe mais constitue avant tout la première étape d'une démarche positive de transformation de conflit visant à restaurer la sécurité, le bien-être mais aussi l'espoir des communautés locales de cette entité du Sud Kivu.

With a summary in English



L'Institut Vie & Paix (IVP, Life & Peace Institute) est un institut international et oecuménique de recherche et d'action pour la paix, basé à Uppsala, Suède. Fondé en 1985 par le Conseil Oecuménique Suédois, le but de l'IVP est de renforcer la promotion de la justice, la paix et la réconciliation. Le travail est exécuté avec des partenaires locaux dans un contexte de coopération oecuménique et – si possible – interreligieuse.

Depuis sa création, IVP a publié une centaine de livres, rapports et rédactions occasionnelles. L'institut désire maintenir sa présence dans des zones de conflit et conduit actuellement des programmes de construction de la paix en Afrique Centrale et Afrique de l'Est, y inclus la Corne de l'Afrique.

L'Union Paysanne pour le Développement Intégral « UPDI » est un syndicat paysan, une plateforme dont les membres sont des collectifs ou des groupements Paysans soucieux de voir les conditions de vie et les droits humains de leurs membres améliorés et respectés. Cependant, les bénéficiaires actuels directs de ses actions sont estimés à 14.360 personnes physiques, tous membres de 33 collectifs pour un total d'environ de 600 organisations de base.

L'UPDI intervenait dans la Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo, plus particulièrement dans les six territoires Kabare, Walungu, Kalehe, Idjwi, Uvira et Mwenga.